

DÉPARTEMENT DE SERVICE SOCIAL
FACULTÉ DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

**La Problématique de l'intégration des Villages de Reclassement Social
(VRS) du Sénégal dans leur collectivité locale.**

Par

GORA BADIANE

DANS LE CADRE DE LA MAÎTRISE ÈS SERVICE SOCIAL

Mémoire de recherche

Mars 2008

1-2290



Library and
Archives Canada

Bibliothèque et
Archives Canada

Published Heritage
Branch

Direction du
Patrimoine de l'édition

395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Your file Votre référence
ISBN: 978-0-494-37836-6
Our file Notre référence
ISBN: 978-0-494-37836-6

NOTICE:

The author has granted a non-exclusive license allowing Library and Archives Canada to reproduce, publish, archive, preserve, conserve, communicate to the public by telecommunication or on the Internet, loan, distribute and sell theses worldwide, for commercial or non-commercial purposes, in microform, paper, electronic and/or any other formats.

The author retains copyright ownership and moral rights in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

AVIS:

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque et Archives Canada de reproduire, publier, archiver, sauvegarder, conserver, transmettre au public par télécommunication ou par l'Internet, prêter, distribuer et vendre des thèses partout dans le monde, à des fins commerciales ou autres, sur support microforme, papier, électronique et/ou autres formats.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms may have been removed from this thesis.

Conformément à la loi canadienne sur la protection de la vie privée, quelques formulaires secondaires ont été enlevés de cette thèse.

While these forms may be included in the document page count, their removal does not represent any loss of content from the thesis.

Bien que ces formulaires aient inclus dans la pagination, il n'y aura aucun contenu manquant.

COMPOSITION DU JURY

**LA PROBLÉMATIQUE DE L'INTÉGRATION DES VILLAGES DE
RECLASSEMENT SOCIAL (VRS) DU SÉNÉGAL DANS LEUR COLLECTIVITÉ
LOCALE.**

Par

Gora Badiane

Ce mémoire a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Jacques Caillouette, professeur agrégé au département de service social

Suzanne Garon, professeure titulaire au département de service social

Jean-Paul Gravel, professeur associé au département de service social

RÉSUMÉ

L'objectif de cette recherche est, d'une part, de faire l'inventaire et l'analyse des facteurs d'intégration des VRS du Sénégal dans leur collectivité locale respective, identifiés par les populations et les intervenants sociaux, à l'heure où la décentralisation interpelle les populations à la base et, d'autre part, analyser les principales pratiques d'intervention utilisées dans les VRS pour mieux saisir les philosophies qui les sous-tendent et leur impact sur la vie des populations afin de proposer des pistes de changement orientées vers une meilleure intégration des villages privilégiant le développement local, social et communautaire.

Pour mener cette étude à caractère exploratoire et qualitatif, trois villages ont été choisis sur la base d'indicateurs d'intégration et avec la collaboration d'«*experts*»; il s'agit de deux «villages typiques» (Peycouck et Koutal) et d'un «village-témoin» (Sowane). Le choix des participants s'est fait avec la collaboration des *chefs de village* des villages choisis. Ils ont été sélectionnés à partir de catégories déjà identifiées. Cinq entrevues individuelles semi-dirigées et deux de groupe ont été menées dans les «villages typiques» et une entrevue de groupe l'a été dans le «village-témoin».

L'analyse des résultats met d'abord en évidence les facteurs positifs d'intégration influencés par les progrès de la médecine moderne, les services offerts par les infrastructures communautaires installées dans les villages, le sentiment d'appartenance des jeunes et des femmes et le dynamisme de certains organismes communautaires. Ensuite, le manque d'ouverture des villages, les préjugés, l'ignorance, l'analphabétisme, le manque de formation, le manque d'aménagement des villages et la loi de protection sociale devenue une loi d'exclusion sociale ont été identifiés comme des obstacles majeurs à une meilleure intégration des VRS dans leur collectivité locale. En effet, même si la décentralisation prône l'autonomie des collectivités locales et vise une plus large représentation des populations dans les organes de décision, les VRS sont encore exclus et marginalisés de cette dynamique. Les pratiques sociales identifiées dans les villages depuis leur création ont connu une évolution. Ainsi, les villages sont passés de pratiques d'aide psychosociale et médicale qui coïncident à la période du «*top down*» aux pratiques de développement local communautaire coïncidant à l'ère du «*bottom up*» et accompagnant les initiatives locales novatrices. La nouvelle stratégie pour une meilleure participation des VRS dans leur collectivité doit passer par des programmes et politiques d'intégration spécifiques impliquant les conseils ruraux, les populations locales des VRS et les représentants des différentes structures d'intervention des villages. **Mots clés :** *Décentralisation, développement local communautaire, développement social, exclusion sociale, intégration sociale, lèpre, VRS, Village de reclassement social.*

REMERCIEMENTS

Après avoir loué Allah le très Miséricordieux et prié sur le prophète de l'Islam (PSL), je tiens d'abord à témoigner de ma sincère gratitude à Monsieur Jean-Paul Gravel, mon directeur de recherche, pour sa disponibilité, le sérieux et la rigueur de son encadrement pédagogique dont j'ai pu bénéficier tout au long de cette expérience. Je remercie la Fondation Ford de m'avoir octroyé cette bourse qui m'a permis de faire cette maîtrise en service social.

Mes remerciements vont ensuite à tous les professeurs du département de service social de l'Université de Sherbrooke en général mais particulièrement à Madame Suzanne Garon et Monsieur Jacques Caillouette pour leur soutien et leur sympathie.

Je tiens à remercier tous ceux qui ont collaboré de près ou de loin à la réalisation de ce mémoire. Il s'agit entre autres de l'administratrice de la DAHW, Madame Claudia Hirtzel, du responsable du programme social de la DAHW, Monsieur Mahamath Cissé, des intervenants sociaux des structures (ONG, associations caritatives ou secteur public) d'intervention dans les villages de reclassement social (VRS) : Monsieur Mamadou Guèye de la DAHW, Monsieur Masse Mbaye de Chaulmoogra-Aide humanitaire sans oublier les populations, les conseillers ruraux, les *chefs de village* et les responsables d'organismes communautaires des villages de Peycouck, Koutal et Sowane.

Je dédie ce mémoire à mon regretté père Mbaye Badiane pour avoir contribué généreusement à ma formation religieuse, spirituelle et à ma réussite scolaire et sociale;
À ma mère, mes sœurs et mes frères pour leur soutien et leur prière,
À ma famille pour sa patience et sa compréhension dans les moments difficiles de la séparation et de l'éloignement,
À toute la communauté sénégalaise de Sherbrooke,

Remerciements également à mes amis pour leur soutien et leur assistance portés à ma personne, en l'occurrence Badara Dièye, Marème Ndiaye, Fatéma Sène, Mouhamed Sow Guèye, Séra Senghor, Caroline Boulanger, Aminata Diéna, Lamine sarr et Joachim Sarr.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Résumé.....	i
Remerciements.....	ii
Table des matières.....	iii
Liste des abréviations.....	vi
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE1 : PROBLÉMATIQUE.....	3
1.1 Éléments historiques : de la léproserie au Village de reclassement Social.....	3
1.2 La problématique : l'intégration des VRS à la collectivité locale.....	9
1.2.1 La nouvelle politique de décentralisation.....	9
1.2.2 Notre sujet de recherche.....	11
1.2.3 État actuel des villages de reclassement social.....	12
1.3 Contexte et justification.....	16
1.3.1 La lèpre : une responsabilité de la santé publique.....	16
1.3.2 Le contexte national.....	17
1.3.3 Le contexte local et communautaire.....	18
1.3.4 Défis pour les VRS et défis pour la recherche.....	20
CHAPITRE 2 : CADRE CONCEPTUEL.....	23
2.1 Le concept d'intégration sociale.....	23
2.2 Le concept de communauté de base.....	26
2.3 Le concept de développement social : ses rapports avec la Décentralisation.....	29
2.4 Le concept de territorialité.....	32
CHAPITRE 3 : OBJECTIFS DE LA RECHERCHE.....	35
3.1 Objectifs et question générale.....	35
3.2 Pertinence sociale et scientifique.....	36

3.3	Hypothèses de recherche.....	38
	CHAPITRE 4 : MÉTHODOLOGIE.....	40
4.1	Une démarche qualitative.....	40
4.2	Échantillonnage.....	41
4.3	Stratégies de recrutement des VRS et des personnes interviewées.....	41
4.3.1	Choix des Villages.....	41
4.3.2	Choix des participants.....	43
4.4	Collecte des données.....	47
4.5	Analyse des données.....	50
4.5.1	Pré analyse.....	51
4.5.2	Codification.....	51
4.5.3	Catégorisation.....	52
4.5.4	Analyse et interprétation des résultats.....	52
4.6	Considérations éthiques.....	53
	CHAPITRE 5 : PRÉSENTATION DES RÉSULTATS.....	55
5.1	Limites rencontrées pour la cueillette des données.....	55
5.1.1	Adaptation du plan de cueillette original.....	55
5.1.2	Déroulement des entrevues.....	59
5.1.3	Les données recueillies par rapport à nos attentes.....	61
5.2	Présentation des trois (3) VRS enquêtés.....	62
5.2.1	VRS de Peycouck.....	63
5.2.2	VRS de Koutal.....	64
5.2.3	VRS de Sowane.....	66
	CHAPITRE 6 : ANALYSE DES RÉSULTATS.....	68
6.1	Facteurs d'intégration des VRS dans leur collectivité locale.....	68
6.1.1	Facteurs positifs d'intégration des VRS.....	68
6.1.2	Facteurs négatifs d'intégration des VRS.....	75
6.2	Le mouvement communautaire et social dans les VRS.....	78
6.2.1	Les pratiques sociales des organismes communautaires des VRS.....	79
6.2.2	Les pratiques sociales des partenaires des VRS.....	82

6.3	Les intérêts économiques en présence.....	88
6.4	L'esprit d'innovation dans les VRS.....	94
6.5	La territorialisation de l'action collective.....	97
6.6	Analyse synthèse.....	100
	CONCLUSION.....	109
	BIBLIOGRAPHIE.....	112
	<u>LISTE DES TABLEAUX ET FIGURES.....</u>	
	Tableau 1 : Liste des VRS du Sénégal.....	13
	<u>LISTE DES ANNEXES.....</u>	
	Annexe A : Guide d'entrevue individuelle.....	119
	Annexe B : Guide d'entrevue de groupe.....	121
	Annexe C : Formulaire de consentement de groupe.....	123
	Annexe D : Formulaire de consentement individuel.....	128
	Annexe E : Tableau de codification.....	133

LISTE DES ABRÉVIATIONS

AJDP	Association des Jeunes pour le Développement de Peycouck
ALLF	Association des Léprologues de Langue Française
ASC	Association Sportive et Culturelle
ASUFOR	Association des Usagers du Forage
CDEPS	Centre Départemental d'Éducation Physique, Sportive et Populaire
CLD	Comité Local de Développement
CFA	Communauté Financière d'Afrique
CPRS	Centre de Promotion et de Réinsertion Sociale
CRPDI	Centre de Réadaptation pour les personnes présentant une Déficience Intellectuelle
CVD	Comité Villageois de Développement
DAS	Direction de l'Action Sociale
DAHW	Association Allemande d'Aide aux Lépreux et aux Tuberculeux
DÉ	Diplôme d'État
DSD	Direction de la Statistique de Dakar
ENEAS	École Nationale des Éducateurs et des Assistants Sociaux
ENTSS	École Nationale des Travailleurs Sociaux Spécialisés
FFSL	Fondation des Fonctionnaires Suisses en faveur des Lépreux
FNPJ	Fonds National de Promotion de la Jeunesse
GEC	Groupeement d'Épargne et de Crédit
GIE	Grpouement d'Intérêt Économique
GPF	Groupeement de Promotion Féminine
IEC	Information, Éducation, Communication

ILEP	Fédération Internationale des Associations de Lutte contre la Lèpre
MICL	Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales
OCCGE	Organisation de Coordination et de Coopération pour la lutte contre les Grandes Endémies
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PAS	Politiques ou programmes d'ajustement structurel
PCT	Polychimiothérapie
PDS	Parti Démocratique Sénégalais
PLD	Plan Local de Développement
PNEL	Programme National d'Élimination de la Lèpre
PSR/VRS	Programme sectoriel pour la réhabilitation des VRS
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SDE	Société des Eaux du Sénégal
SÉSR	Secrétariat des Études Supérieures et de la Recherche
SNGE	Service National des Grandes Endémies
VRS	Village de Reclassement Social

INTRODUCTION

L'objectif de rapprocher les pouvoirs publics des citoyens, s'appuie sur la politique de décentralisation du pouvoir central et sur la participation des populations locales afin de promouvoir une administration de développement et d'assurer l'intégration de toutes les couches sociales de la société sénégalaise.

Depuis 1996, l'autonomie des collectivités locales est fortement consolidée par le transfert de neuf domaines de compétences supplémentaires multisectorielles. Mais sur le plan économique, cette politique de responsabilisation des communautés villageoises intervient dans un environnement marqué par l'application des politiques d'ajustement structurel (PAS), le désengagement de l'État, la libéralisation du secteur agricole et la suppression des subventions à l'agriculture, éléments qui ont largement contribué à la dégradation des conditions de vie des populations locales et à leur capacité de se prendre en charge.

Les communautés rurales (collectivités locales) regroupent des villages d'un même terroir. Le conseil rural, organe exécutif et délibérant des communautés rurales, composé de représentants élus par des populations, reçoit des compétences naguère détenues par le pouvoir administratif central pour conduire les affaires de la collectivité de base. Ainsi, le programme «développement des communautés rurales» de l'État du Sénégal propose une nouvelle approche de gestion des territoires dans le but de promouvoir la démocratie à la base avec l'implication la plus large des populations locales et des organismes communautaires villageois. Des structures privées et publiques d'accompagnement s'emploient, dans le cadre de la coopération décentralisée, à apporter aux populations locales et aux élus locaux leur soutien pour la mise en œuvre du développement local ou développement des communautés villageoises. Dans cette dynamique institutionnelle et organisationnelle, les villages de reclassement social (VRS), faisant partie d'une

communauté rurale d'une manière ou d'une autre, ne peuvent plus être exclus et marginalisés de ce processus si nous nous référons aux mutations socio-économiques observées dans ces villages depuis quelques années.

Notre étude porte sur le processus d'intégration des VRS dans les collectivités locales (communautés rurales). Elle cherche à faire l'inventaire et l'analyse des facteurs d'intégration des VRS dans leur collectivité locale respective. Elle cherche également à analyser les principales pratiques d'intervention utilisées dans les VRS pour mieux comprendre les philosophies qui les sous-tendent. Notre intention est de comprendre les véritables obstacles de ce processus d'intégration identifiés par les résidents et les intervenants sociaux et le véritable rôle d'accompagnement de ces derniers dans ce processus. Pour atteindre ces objectifs, nous avons mené une étude dans trois VRS (Peycouck, Koutal et Sowane) sélectionnés à partir d'une grille d'évaluation du degré d'intégration des villages. Dans une perspective qualitative et exploratoire, l'étude est centrée sur l'expérience des populations locales en matière de relation avec les autres villages de la même collectivité locale et du conseil rural. Diverses sources d'information ont été combinées pour documenter cette recherche : les opinions des résidents locaux et des intervenants sociaux (privé et public), la consultation de documents d'archives et des observations libres et personnelles du chercheur sur le terrain.

La présente étude s'organise autour de six chapitres. Les deux premiers chapitres traitent respectivement de la problématique de la recherche, de la recension des écrits et du cadre conceptuel. Les objectifs de la recherche et la méthodologie constituent les chapitres trois et quatre, alors que la présentation des résultats et l'analyse des données sont présentées dans les chapitres cinq et six. Dans la conclusion, nous avons discuté des limites de la recherche ainsi que de son apport quant à la perception de notre travail d'intervenant professionnel pour terminer enfin par quelques pistes sur de nouvelles questions de recherche.

CHAPITRE 1 : PROBLÉMATIQUE DE RECHERCHE

Cette recherche porte sur l'intégration des villages de reclassement social (VRS) du Sénégal à leur collectivité locale (communauté rurale) respective dans le contexte de la décentralisation. Nous allons faire un rappel historique des VRS avant de définir le problème de recherche dans toutes ses dimensions.

1.1 Éléments historiques : de la léproserie au village de reclassement social

Les textes anciens témoignent de la présence de la lèpre en Chine, en Inde et en Égypte environ 600 ans avant J-C. et des squelettes portant les traces de la maladie ont été découverts en Égypte. On pensait donc que la lèpre avait pour origine le sous-continent indien et qu'elle avait été introduite en Europe par des soldats grecs au retour de la campagne d'Alexandre le Grand en Inde. D'Inde, la maladie aurait aussi progressé vers la Chine, puis le Japon, touchant plus récemment, au XIX^e siècle, certaines îles du Pacifique comme la Nouvelle-Calédonie. On savait jusqu'ici peu de choses sur la situation en Afrique sub-saharienne, sinon que la lèpre y était déjà présente avant l'ère coloniale.

Les résultats obtenus par les chercheurs de l'Institut Pasteur et publiés dans la revue *Sciences*, permettent actuellement d'envisager deux scénarios plausibles sur l'origine géographique de la lèpre dans le monde : elle pourrait effectivement être originaire d'Asie, mais il semble cependant plus probable que son point de départ se situe en Afrique de l'Est. Pour la première fois, cet article (Institut Pasteur, 2006a) apporte la preuve d'un schéma d'évolution générale de *Mycobacterium Leprae* (ou bacille de Hansen) et mène à deux conclusions vraisemblables concernant la dissémination globale de la lèpre, qui diffèrent des rapports historiques et les enrichissent.

Tout d'abord, et de façon inattendue, la maladie aurait plutôt été introduite en Afrique de l'Ouest par les explorateurs, des commerçants ou des colons porteurs de l'infection provenant d'Afrique du Nord et d'Europe, plutôt que des migrants originaires d'Afrique de l'Est. Ces derniers se sont probablement installés à l'Ouest et au Sud de l'Afrique il y a 50.000 ans, avant l'arrivée des hommes dans les régions eurasiennes, et il semble improbable, d'après l'analyse réalisée, que ces premiers humains aient apporté la lèpre en Afrique de l'Ouest selon Stewart Cole (Institut Pasteur, 2006a :1). D'Afrique de l'Ouest, la maladie aurait ensuite été introduite par le commerce des esclaves au XVIII^e siècle dans les Îles Caraïbes, au Brésil et vraisemblablement dans les autres régions d'Amérique du Sud où des isolats au même profil que ceux d'Afrique de l'Ouest ont été découverts dans ces régions.

Depuis l'époque coloniale et juste après les indépendances, la lèpre ou maladie de Hansen¹ était déclarée maladie incurable et le seul moyen de prévention reposait sur l'isolement des malades. Ainsi, entre 1878 et 1888, les premiers lazarets du Sénégal, furent construits à Dakar (actuelle capitale du Sénégal) et à Saint-Louis du Sénégal. L'importance du fléau que représente par la suite la lèpre soit un taux de prévalence estimé à 14 pour 10 000 habitants, en 1925, (PNEL², 2003), fut telle que non seulement les autorités coloniales décidèrent de l'agrandissement des lazarets existants, mais ils en construisirent d'autres dans différentes localités à l'intérieur du pays. La création de ces établissements répondait, selon les termes du rapport de la Commission du conseil général du Sénégal et dépendances, «à une double nécessité publique d'assistance et de prévoyance» (cité dans le rapport du PNEL, 2003).

¹ Le bacille de Hansen ou *mycobacterium Leprae* qui est à l'origine de la maladie de la lèpre fut découvert par un botaniste et médecin norvégien, Gerhard Henrik Armauer Hansen, né à Bergen en 1841 et mort dans la même ville en 1912.

² PNEL signifie Programme National d'Élimination de la Lèpre du ministère de la santé appuyé par l'OMS. Il a pour rôle d'informer et de sensibiliser les populations et les intervenants sociaux sur l'état de la maladie dans le pays.

Après l'accession à l'indépendance des différents pays d'Afrique de l'Ouest vers les années 1960, la lutte contre la lèpre s'organise mieux grâce à la création d'une section lèpre au sein du Service National des Grandes Endémies (SNGE), rattaché au ministère de la santé et des affaires sociales. Depuis lors, beaucoup de progrès ont été enregistrés avec d'abord l'avènement de la Dapsone et des sulfamides qui ont permis d'obtenir un certain succès par la mise en place de circuits de dépistage et de traitement par des équipes itinérantes capables de stabiliser la maladie. Même s'ils constituaient un succès, ces médicaments n'avaient pas de réel impact sur l'apparition des mutilations et devaient être administrés dans tous les cas pendant de très longues années, le plus souvent à vie. Malgré tout, l'excellente organisation d'une médecine de terrain et de proximité de même que le labeur acharné et l'abnégation d'un personnel engagé et enthousiaste vont permettre de contenir quelque peu cette endémie au Sénégal.

Le Sénégal a toujours été considéré comme un pays d'endémie moyenne au sein des pays qui constituaient l'Organisation de Coordination et de Coopération pour la lutte contre les Grandes Endémies³ (OCCGE). En 1966, on y dénombrait cinquante mille (50 000) malades en traitement sur un total de six cent mille (600 000) malades recensés dans l'ensemble des pays de l'OCCGE avec une variation allant de neuf cent (900) cas en Mauritanie à cent cinquante mille (150 000) cas au Burkina-Faso (ex-Haute Volta) (PNEL, 2003). Depuis l'avènement de la PCT (Polychimiothérapie), traitement moderne de la lèpre, recommandée par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) en 1981 dans les pays d'endémie, des progrès remarquables ont été réalisés dans la prise en charge thérapeutique des malades. Précisons que jusqu'à une période récente, avant les années 1985, la médecine moderne n'avait pas encore une bonne connaissance médicale de l'endémie lépreuse et les médicaments alors utilisés (la Dapsone) même s'ils contribuaient à soulager les malades, n'étaient pas aussi efficaces que la PCT (la

³ Organisation regroupant huit (8) pays d'Afrique (Bénin, Burkina Faso, Côte-d'Ivoire, Mauritanie, Mali, Niger, Sénégal et Togo) pour mieux lutter contre les maladies endémiques comme la lèpre, le paludisme, la cécité.....

polychimiothérapie) utilisée aujourd'hui et qui a permis de réduire considérablement le taux de prévalence à moins de 1 cas sur 10 000 habitants au Sénégal (PNEL, 2003).

En plus de l'intérêt que représente la guérison complète des malades en des délais beaucoup plus courts (6 à 12 mois), ce nouveau traitement a permis de réduire considérablement la transmission de l'infection et de diminuer par conséquent la prévalence de la maladie. Ainsi, en seulement dix ans, la prévalence globale de la lèpre est passée de 12 millions en 1984 à 2 millions en 1994 au niveau mondial (OMS, cité par le PNEL, 2003). Aujourd'hui, le Sénégal se présente comme l'un des pays les plus performants en matière de lutte contre la lèpre en Afrique et son expérience dans ce domaine fait office d'école.

La couverture des malades en médicaments y est de 100% depuis 1994 et l'objectif d'élimination de la lèpre en tant que problème de santé publique a été atteint dès 1995 (PNEL, 2003). A la fin de l'année 2000, 457 nouveaux malades seulement étaient enregistrés, soit un taux de prévalence de 0,48 pour dix mille (10 000) habitants, environ un malade pour vingt mille (20 000) habitants alors que la norme d'élimination est d'un malade pour dix mille (10 000) habitants. Les taux de guérison observés sont aussi très encourageants, supérieurs aux normes admises par l'OMS globalement de 95,6%. Ils varient de 95% à 96,1% selon les années (PNEL, 2003), dépassant presque la norme établie par l'OMS. Les derniers chiffres publiés par l'OMS font état de 407 791 nouveaux cas dépistés en 2004 dans les 114 pays ayant soumis leurs statistiques (Institut Pasteur, 2006b). La tendance est donc à la baisse mais elle ne résulte principalement que de la diminution du nombre de nouveaux cas détectés dans la région d'Asie du sud Est, surtout en Inde.

En revanche, le nombre de nouveaux cas reste toujours relativement stable ou même en augmentation dans la plupart des autres pays. Ainsi, en Afrique, 47 000 nouveaux cas en 2004, contre 40 000 en 2001; et en Amérique du Sud, 53 000 en 2004, contre 43 000 en

2001 ont été enregistrés (Institut Pasteur, 2006b). C'est dire que nous ne devons pas considérer le problème de la lèpre comme résolu dans le monde. Les efforts réalisés jusqu'à présent ont conduit à une amélioration de la couverture des services de lutte antilépreuse et à une amélioration de l'accès à ces services en faisant en sorte que le traitement soit disponible au centre de santé le plus proche du domicile du malade. Toutefois, le degré d'intensification des activités d'élimination ainsi que la rapidité du processus d'intégration varient d'un pays à l'autre.

Les léproseries ou «maladreries» (Castel, 1995b), ancienne appellation des VRS du Sénégal, ont été créées dans une logique de protection sociale et de prévention contre la maladie de la lèpre. Elles ont en grande partie été créées pendant la période coloniale, entre 1916 et 1955. Les malades étaient contraints à de nombreuses restrictions et interdictions de voyage, d'exécution de certains métiers ou certaines professions et de l'accès à certains édifices publics. Une surveillance active des voyages (entrée et sortie des léproseries), signe d'isolement, était mise en place et les ministères de la justice, de la santé et des affaires sociales et de l'éducation, étaient chargés seuls de la gestion et du fonctionnement des léproseries (Loi n° 65-27 du 4 mars 1965). D'ailleurs, dans certaines localités, en rapport avec les valeurs culturelles et les croyances religieuses sur la lèpre, cette série de mesures sera complétée par d'autres mesures plus draconiennes à l'intérieur des léproseries. Les ethnies sérère et diola acceptent plus facilement les malades que l'ethnie wolof ou alpoular qui pensaient que la lèpre est une malédiction. On assiste donc à l'époque à un «parcage social» des malades à travers le Sénégal pour mieux les soigner et pour mieux les surveiller. La traduction en langue française du nom de la plupart de ces sites témoigne et atteste de leur caractère exclusif de camp de «renfermement» au moment de leur création. Le cas de la léproserie de Fadiga, dérivé de «IFAN DINKA» en langue locale mandingue et qui signifie «Tu es arrivé dans ta tombe» en constitue une belle illustration en termes de marques de traumatisme et de drames psychologiques et sociaux.

Au Sénégal, le législateur a senti très tôt la nécessité de mettre en place un cadre juridique propre pour assurer un plein épanouissement des lépreux. Ainsi, la loi n° 65-27 du 4 mars 1965 qui transformait ces centres de traitement en léproseries, a été modifiée par la loi n° 76-03 du 25 mars 1976 pour apporter un changement au concept de léproserie et lui conférer un statut de village de reclassement social (VRS). Les termes de cette nouvelle loi permettent alors d'assurer l'assistance publique à toutes les personnes atteintes ou ayant été atteintes par la maladie de la lèpre. L'objectif de cette loi était aussi de faire en sorte que ces sites (VRS) ne soient plus des camps d'internement mais des villages ou sortes de colonies agricoles à statut particulier où les pensionnaires jouiraient de tous leurs droits et rempliraient leurs devoirs (Loi n° 76-03 du 25 mars 1976 : exposé des motifs). Les circonstances qui ont poussé le législateur sénégalais à instaurer et à perpétuer une législation dont la logique n'était pas à contre courant des politiques internationales, étaient naguère justifiées. Cependant, à la lumière des connaissances épidémiologiques d'aujourd'hui, le contexte a véritablement évolué. Certaines localités telles Mballing, Peycouck, Sowane ou Koutal ont subi de profondes mutations démographiques, économiques, sociales, politiques et culturelles tandis que les villages de Djibélor, de Teubi et de Kolda demeurent plutôt des vestiges des anciennes léproseries ou casernes datant de l'époque sombre de l'histoire des VRS.

Nous pouvons constater, d'après ces données épidémiologiques, qu'aujourd'hui le problème dominant de la lèpre au Sénégal n'est plus du domaine médical. Dans le domaine médical, l'avenir est envisagé avec beaucoup de confiance. Cependant, le domaine social ou la dimension sociale de cette maladie, reste une préoccupation importante pour les intervenants. L'amélioration de l'image sociale de la lèpre est à l'heure actuelle une priorité majeure, aussi bien pour les pouvoirs publics que pour les partenaires du développement.

Certes, la création des villages de reclassement social (VRS) a été une mesure importante de réhabilitation sociale des personnes affectées par la lèpre. Elle a permis à de

nombreuses personnes (hommes, femmes, enfants), grâce à diverses interventions étatiques comme privées, de s'organiser en communauté et de mener une vie décente. Ce sont là les prémisses d'un développement. Nous pensons que la création de ces VRS doit être perçue aujourd'hui, seulement comme une étape dans un processus dynamique dont l'aboutissement devrait être le plein épanouissement des individus et des collectivités concernées.

1.1 La problématique : l'intégration des VRS à la collectivité locale

1.1.1 La nouvelle politique de décentralisation.

Avant la réforme de 1996, la décentralisation était basée tout simplement sur des relations de nature administrative mais depuis cette date nous voyons que la distribution des pouvoirs décisionnels a bouleversé cette logique «centralisatrice». Ainsi, les territoires communautaires deviennent des lieux d'expression, de rivalité et de prise de décision ; des lieux de participation et de responsabilisation des populations locales à la base.

Le but ultime du développement est de promouvoir la qualité de vie; c'est pourquoi, nous cherchons les voies et moyens appropriés pour assurer un développement socioéconomique des VRS en leur attribuant une place qui corresponde à l'évolution actuelle du Sénégal où les grands principes de développement sont démocratie, déconcentration et décentralisation. Au sujet de cette dernière, il faut souligner que le Sénégal, depuis son accession à la souveraineté internationale (1960), a opté progressivement pour une politique de décentralisation. Ainsi, depuis cette date, des réformes administratives ont été discutées et adoptées par l'Assemblée nationale dans le souci de mieux répondre aux exigences du développement économique, social et culturel et aussi de mieux rapprocher les administrateurs des citoyens. La dernière réforme en date, appelée «Loi n° 96-06 du 22 mars 1996» portant les lois et règlements des collectivités locales, confie des compétences jusqu'ici exercées par l'État, aux régions,

aux communes et aux communautés rurales dans la perspective d'une meilleure harmonie du développement local (MICL⁴, 2003).

Le principe général qui a inspiré cette réforme peut se résumer en deux (2) mots : liberté et proximité. Nous voyons nettement une réforme qui responsabilise beaucoup plus les populations et les encourage à mieux participer à leur propre développement local. De plus, l'article 3 des dispositions générales stipule clairement : «Les collectivités locales ont pour mission la conception, la programmation et la mise en œuvre des actions de développement économique, éducatif, social et culturel d'intérêt régional, communal ou rural. Elles associent en partenariat, le cas échéant, à la réalisation des projets de développement économique, éducatif, social et culturel, les mouvements associatifs et les groupements à caractère communautaire» (MICL, 2003 : 11). Dans cette mission des collectivités locales, nous ne percevons aucune exclusion de quelque communauté que ce soit. La participation à la bonne marche de la collectivité locale incombe à tous ses habitants. Et le même article de la loi ajoute que : «Toute personne physique ou morale peut faire au président du conseil régional, au maire et au président du conseil rural, toutes propositions relatives à l'impulsion du développement économique et social de la collectivité locale concernée et à l'amélioration du fonctionnement des institutions» (MICL, 2003 : 11).

Cependant, les villages de reclassement social (VRS), même s'ils appartiennent à une collectivité locale (le plus souvent une communauté rurale), semblent rester derrière et se sentent toujours isolés. Et pourtant, depuis quelques années, de fortes mutations socio-économiques ont marqué positivement la vie de ces villages et auraient dû leur permettre de mieux intégrer leur collectivité locale concernée. Mais malheureusement, sur le terrain, nous constatons toujours que des facteurs de blocage font que le processus d'intégration sociale de ces dits villages lancé il y a longtemps, continue à buter sur des aspects sociaux, organisationnels, administratifs, juridictionnels et institutionnels.

⁴ Ministère de l'intérieur et des collectivités locales du Sénégal.

1.2.2 Notre sujet de recherche

En plus de rapprocher le pouvoir central des citoyens, la décentralisation traduit entre autres, la volonté des autorités gouvernementales de fonder, désormais, le développement économique, social et culturel sur la participation effective des citoyens et des communautés. Ainsi, sont créées les communautés rurales pour servir de cadres d'application de cette nouvelle option. Des compétences aussi importantes que la gestion du budget et du domaine foncier, le recouvrement des taxes et de l'impôt, etc., détenues pendant longtemps par l'administration territoriale centrale, sont transférées au conseil rural, constitué de représentants de la population élus au suffrage universel au sein des territoires. Ce processus d'implication et de responsabilisation est fortement consolidé, en 1996, par l'autonomie consacrée aux collectivités dans l'administration des communautés rurales. Cependant, dans ce processus des villages comme les VRS sont laissés «out», ou en marge, aussi bien pour la participation que pour la gestion des affaires locales.

C'est cette situation qui nous a amené à réfléchir dans le cadre de notre sujet de recherche, sur la problématique de l'intégration sociale de ces villages, dits anormaux, dans leur collectivité locale respective. Dans le cadre de cette étude nous cherchons à mieux comprendre les différentes étapes du processus d'intégration, l'organisation administrative, organisationnelle, infrastructurelle et les facteurs de blocage de cette intégration sociale dans la collectivité. Nous croyons qu'aujourd'hui les villages de reclassement social (VRS) regorgent de potentialités humaines et naturelles leur permettant de jouer leur partition dans cette nouvelle dynamique institutionnelle et organisationnelle. Ils s'organisent au niveau communautaire pour pouvoir faire face à certaines exigences que l'État n'arrive pas à satisfaire même si elles font partie de ses prérogatives. Nous voyons ainsi que la mise en œuvre de la décentralisation se heurte à un autre obstacle. En effet, elle intervient dans un environnement où les VRS qui constituent des espaces importants des communautés rurales, sont complètement marginalisés et exclus même du processus décisionnel.

1.2.3 État actuel des villages de reclassement social :

Les VRS sont actuellement au nombre de neuf, répartis dans sept régions du Sénégal : Thiès, Kaolack, Fatick, Ziguinchor, Tambacounda, Saint-Louis et Kolda (tableau 1).

Tableau 1 : Liste des VRS du Sénégal

VRS	Région	Département	Arrondissement	C Rural	Date création
Mballing	Thiès	Mbour	Sindia	Malicounda	1955
Peycouck	Thiès	Thiès	Keur-Mousseu	Fandéne	1916
Koutal	Kaolack	Kaolack	Ndiedieng	Ndiafatt	1946
Sowane	Fatick	Fatick	Tattaguine	Diouroup	1936
Djibélor⁵	Ziguinchor	Ziguinchor	Niaguiss	Niaguiss	1960
Fadiga	Tambacounda	kédougou	Bandafassi	Bandafassi	1920
Teubi	Ziguinchor	Bignona	Tenghory	Niamone	1946
Diambo	Saint-louis	Podor	Gamadji Saré	Guédé	1965
Kolda	Kolda	Kolda	Médina Yoro Foula	Médina Yoro Foula	1946

(Source : recherches : auteur et DAHW⁶ : 2003)

Il est important de signaler que dès le xx^e siècle un vaste programme de prise en charge et de réhabilitation sociale des lépreux est lancé par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) en collaboration avec l'État, la société civile et les ONG⁷ (nationales et internationales). La population totale des VRS s'élevait à environ 7 726 habitants en

⁵ Les populations du VRS de Bambadinka ont été déplacées, dans les années 1990 et installées dans le VRS de Djibélor dans la région de Ziguinchor (Sud du Sénégal) compte tenu de la crise prévalant alors dans cette région (mouvement indépendantiste).

⁶ ONG allemande signifiant Association Allemande pour l'Aide aux Lépreux et aux tuberculeux

⁷ Organisations Non Gouvernementales

2003 (DAHW, 2003 :12) et représentait 0,05% de la population totale du Sénégal estimée à 9 777 000 habitants (RGPH⁸, cité par DAHW, 2003 :12), avec en moyenne 52% d'hommes et 48% de femmes contrairement aux données du recensement national selon qui, les femmes dépassent en nombre les hommes. Mais en 2003, on estimait la population sénégalaise à 10 580 307 habitants avec une densité de 53,78 habitants par kilomètre carré (DSD⁹, 2003). Malgré l'absence de données comparatives, nous pouvons affirmer avec très peu de risque de nous tromper que le nombre de malades en traitement qui cherchent refuge dans les VRS a considérablement baissé voire est inexistant depuis quelques années. Ce phénomène de recul de la maladie semble être irréversible et s'explique par le fait d'une forte sensibilisation dans et hors villages et par les progrès réalisés grâce à la PCT.

D'une manière générale, les VRS connaissent une forte explosion démographique grâce à un taux élevé de natalité des habitants et l'arrivée de nouveaux bien-portants. Des centres de traitement conçus à l'origine pour interner des malades sont devenus aujourd'hui, de véritables agglomérations humaines et des carrefours d'échanges économiques, sociaux et culturels. Hormis les villages au sud du Sénégal ayant subi les contrechocs de la crise casamançaise qui a engendré un déplacement massif de la population autochtone, un arrêt de l'immigration et le départ de partenaires, les autres localités ont connu un doublement de leur population de 1975 à 2000 comme c'est le cas de Peycouck qui a connu un boom démographique entre 1981 et 2000 (DAHW, 2003 :12). Ce qui veut dire que les «malades» constituent désormais une faible proportion de la population résidant dans les VRS.

Trois pôles de peuplement des VRS se distinguent nettement par leur croissance démographique :

⁸ Recensement Général de la Population et de l'Habitat du Sénégal effectué en 1988 par la direction nationale de la statistique.

⁹ Direction de la Statistique de Dakar (Sénégal)

- Le pôle ouest constitué par les villages de Mballing, Touba-Peycouck et l'enclave «Darou Salam» situé dans la commune de Mbour où se concentre 75% de la population de ces villages. Il est principalement situé dans la région de Thiès. Les villages de Mballing et de Peycouck ont de fortes densités soient respectivement 3,15 et 1,5 habitants au mètre carré (DAHW, 2003 : 13).
- Le pôle du centre est situé dans la région naturelle du Sine Saloum (actuelles régions de Fatick et Kaolack) au cœur de l'ancien bassin arachidier où nous trouvons les VRS de Koutal et Sowane et d'autres communautés de personnes affectées par la lèpre hors des VRS plus ou moins importantes (Sokone, Doudame, Wack Ngouna, Pakarème).
- Le pôle du sud constitué par les villages de Djibélor, Teubi, de Bambadinka et Djifanghor qui ont vu leurs populations déplacées et recasées dans les deux (2) autres léproseries : l'enclave de Kolda et le VRS de Fadiga.

Ces localités du sud excentrées par rapport à la capitale du pays (Dakar), se caractérisent par la faiblesse de leur population et leur bas niveau d'instruction. Ajoutons qu'à l'intérieur de ces villages existent des disparités et des caractéristiques spécifiques aux communautés affectées par la lèpre. Le poids des évolutions démographiques et infrastructurelles aidant surtout à Sowane, Fadiga et Koutal, a conduit au rétrécissement de l'espace, au renforcement de la promiscuité et de la concentration humaine. Une situation de fait qui est à l'origine d'un certain nombre de dérives (décrochage scolaire, grossesse précoce, incendie...) des couches sociales vulnérables sans soutien. Malgré ce poids démographique, infrastructurel et organisationnel observé, les VRS sont toujours exclus et marginalisés dans le processus de participation, de responsabilisation et de prise de décision des communautés rurales dans le contexte de la décentralisation participative. Ce constat a suscité notre curiosité intellectuelle afin de réfléchir sur la problématique de l'intégration des VRS à leur collectivité locale (communauté rurale) respective. Il s'agit

dans cette étude de comprendre les facteurs positifs et négatifs pour l'intégration sociale des VRS à leurs communautés rurales afin de proposer des stratégies orientées vers une meilleure intégration des villages privilégiant le développement local, social et communautaire.

1.2 Contexte et justification

1.2 .1 La lèpre : une responsabilité de la santé publique

La lèpre a toujours été considérée une maladie de santé publique. Ainsi, depuis le début du XX^e siècle un vaste programme de prise en charge et de réhabilitation sociale des personnes affectées par la maladie est organisé par l'Organisation Mondiale de la Santé en collaboration avec les États, la société civile et les ONG. Jusqu'aux années 1980, les dons alimentaires et vestimentaires ont dominé ce programme. Cette forme d'intervention reposait sur des orientations de l'État dont le législateur avait déjà établi des textes juridiques spécifiques pour le fonctionnement administratif et social des villages. Rappelons que la création de ces villages était motivée par le fait que la lèpre était une maladie incurable dont le seul moyen de prévention à l'époque reposait sur l'isolement des malades.

Aujourd'hui, avec les progrès rassurants notés au niveau de la prise en charge médicale avec moins de 1 cas sur 10 000 habitants et une guérison rapide, cet isolement ne s'explique plus. Il s'y ajoute le fait qu'une forte mutation socio-économique se fait remarquer dans presque l'ensemble des VRS du Sénégal. Sur le plan démographique, avec les mariages répétés entre anciens malades, entre fils de malade ou entre fils de malade et d'autres personnes en dehors des villages, la population s'est agrandie de façon notoire. Cette situation fait qu'aujourd'hui, nous notons une population à majorité constituée de personnes non affectées par la lèpre et l'existence de familles élargies et nombreuses. Il s'agit de la naissance d'une «communauté de fait» avec des rapports

sociaux qui interagissent mutuellement. Les liens sociaux se solidifient pour des gens qui sont venus d'horizons différents et parfois avec des croyances ou cultures différentes. C'est une population dont la majorité est très jeune. Cependant, il faut souligner que les mutations signalées dans les villages coïncident avec des mutations sociales, politiques, culturelles et économiques au niveau national dont nous devons tenir compte pour notre étude.

1.3.2 Le contexte national

Les politiques d'ajustement structurel (PAS) adoptées par le gouvernement et le désengagement de l'État sénégalais dans certains secteurs depuis les années 1980, mettent déjà les ONG et les autres acteurs de la société civile en mesure de jouer un rôle plus déterminant dans le développement économique, social et culturel du pays en général et des communautés défavorisées en particulier. Déjà, vers les années 1960, des associations philanthropiques nationales ont commencé à voir le jour pour venir en aide à ces populations défavorisées. La libéralisation de l'économie et des marchés et les effets de la dévaluation du Franc CFA¹⁰ survenue en janvier 1994, ont entraîné une forte baisse du pouvoir d'achat des ménages et accentué la paupérisation. Ainsi, les résultats des enquêtes auprès des ménages sur les priorités (habitat, revenus) de l'an 2000, montrent que 30% des ménages sénégalais vivent en dessous du seuil de pauvreté (moins de 1 \$ US par jour) et que 75% de ces ménages sont localisés en milieu rural comme c'est le cas de tous les villages de reclassement social (VRS) (DAHAW, 2003 :6). Les données issues du Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) de 1988 faisaient état de 134 792 personnes handicapées représentant 1,6% de la population totale alors que pour le rapport de l'OMS dans nos pays, cité par la DAHW (2003), cet effectif se situe à 10% de la population totale, soit environ 800 000 personnes. Les personnes handicapées de la lèpre, elles, représenteraient environ 2% (DAHAW, 2003 :6).

¹⁰ Communauté Financière d'Afrique

La nouvelle politique de décentralisation marquée par le transfert des compétences adoptée en 1996, la Loi sur le domaine national, la Révision de la Constitution en 2001, l'adoption d'une nouvelle politique en matière d'action sociale qui fait partie des compétences transférées, les changements institutionnels au niveau ministériel adoptés par les libéraux (le Parti démocratique sénégalais), le rôle des médias dans un contexte d'ouverture et de démocratie sont autant de réformes qui ne devraient pas laisser intactes les réalités qui ont toujours guidé la vie des villages. Le transfert des compétences au terme de la décentralisation accroît le rôle des collectivités locales dans le choix et l'élaboration des programmes de développement ainsi que dans l'administration de leur communauté rurale. La participation et la responsabilisation des populations comme axe stratégique, constituent un autre indicateur du nouveau contexte.

1.3.3 Le contexte local et communautaire

La lèpre doit aussi être considérée comme une maladie sociale car les personnes les plus fréquemment affectées sont presque toujours les plus déshéritées et de surcroît, la maladie diminue ou anéantit leur capacité de travail. Le lépreux est victime non seulement de la maladie mais aussi de l'exclusion sociale. Pour corroborer cette idée, Gussow cité par Diéye (1984), ajoute : «La lèpre est une maladie des pauvres, des miséreux et des déshérités. Elle ne fait que donner à la société une raison de plus de rejeter ses rebuts. Si elle s'attaquait aux populations nanties du monde occidental, il ne manquerait pas d'hommes et de dollars pour la réduire en peu de temps» (Diéye, 1984 :15).

Cette situation a fait que l'État a très tôt manifesté sa volonté de prendre en charge l'hébergement et le traitement médical des lépreux. Les dispositions juridiques adoptées devaient permettre de fixer tous ces déshérités dans les lieux spécialement choisis où ils pourront mener une existence décente sans avoir besoin de faire appel à la charité publique. Aujourd'hui, ces dispositions sont en déphasage avec l'évolution

démographique, économique, sociale et culturelle de ces villages qui étaient conçus à l'époque de leur création pour servir de lieux d'internement et de traitement de malades qui, aussitôt considérés comme guéris, devaient retourner dans leur localité d'origine. Aujourd'hui, la réalité est tout autre. Nous constatons une persistance de conflits et de tensions autour de l'aide et de l'assistance car elles ne peuvent plus satisfaire tout le monde. Il existe une prolifération d'interventions des associations philanthropiques¹¹ nationales et des ONG (nationales ou internationales) qui est caractérisée par un manque d'harmonisation et de coordination, par l'absence de vision communautaire et d'organisation villageoise. Un cas de figure qui renforce le réflexe de la «mentalité d'assisté» et le manque de solidarité intra-communautaire même s'il existe dans presque tous les villages une dynamique organisationnelle.

Certains villages, à cause de leur dimension ou encore de leur poids démographique s'apparentent plus à une «agglomération urbaine» qu'à un village, c'est le cas de Mballing et Peycouck devenus de véritables pôles de développement économique et politique. De même, le dynamisme des composantes les plus jeunes est aujourd'hui suffisamment important pour qu'il ne soit plus possible de considérer ces localités comme des localités d'anciens malades lépreux seulement. Dans les VRS, il n'y a plus de malades actifs (en traitement) de la lèpre mais plutôt des handicapés de la lèpre; des personnes qui vivent avec les séquelles de cette terrible maladie. Soulignons que depuis les années 1980, des unités économiques (non pas au sens d'entreprise mais de petits projets générateurs de revenus) ont été implantées dans ces villages en tenant compte de l'activité économique la plus prisée dans la zone (pêche à Mballing, maraîchage à Peycouck, production de gombo à Koutal, exploitation de fruits à Fadiga et Djibélor, etc.).

Sur le plan des infrastructures et équipements, certains VRS (Peycouck, Mballing, Fadiga) sont dotés d'écoles élémentaires, de postes de santé et de maternités qui ont un

¹¹ Au Sénégal toutes les associations philanthropiques n'ont pas le statut d'ONG même si elles ont une reconnaissance officielle (récépissé) du ministère de l'intérieur et des collectivités locales

rayonnement dépassant les limites du village de reclassement social. Sur le plan institutionnel et organisationnel, les VRS sont dirigés par des *chefs de village* désignés ou élus par les habitants et reconnus comme des interlocuteurs auprès des autorités administratives et de leurs pairs des autres localités d'une même collectivité locale même si la dernière loi (Loi 76-03 du 25 mars 1976) ne leur a pas accordé une reconnaissance officielle. Pour le décret présidentiel du 16 juin 1978 dans ses articles 3 et 4, les VRS sont gérés par des *assistants sociaux* appartenant à la division de la promotion sociale des handicapés de la Direction de l'Action Sociale (DAS) avec un personnel fourni par les secteurs des Grandes Endémies. L'*assistant social* est spécialement chargé de l'exploitation des terrains, du fonctionnement des ateliers de rééducation, de l'organisation sociale de la vie de la collectivité et de l'organisation de la post-cure et des prolongements réhabilitationnels. Les populations s'organisent en organismes communautaires, en regroupements (associations sportives et culturelles des jeunes, groupement de promotion féminine, association de personnes handicapées, association de développement, etc.), en institutions communautaires de gestion (comités de santé, comités de gestion des périmètres maraîchers, comités de gestion de l'école) et en comités de développement dont certains constituent des modèles dans leur terroir. Malgré tous ces changements observés jusqu'ici, nous pensons que ces villages dits anormaux vivent des difficultés d'intégration qui pourraient être liées à une méconnaissance, une perception négative, à des préjugés, ou aux mesures d'exception qui étaient censées les protéger mais qui aujourd'hui, pourraient constituer des obstacles c'est-à-dire des facteurs négatifs pour leur intégration sociale.

1.3.4 Défis pour les VRS et défis pour la recherche

Au risque d'être rattrapés de manière fâcheuse par le refus de la remise en cause, signe d'un conservatisme désuet, les VRS et l'État, à travers ses services techniques et administratifs, et les collectivités locales doivent faire preuve d'un sens de l'anticipation en se positionnant au centre d'une interrogation objective sur l'état des lieux actuel et

pour une projection éclairée de leur avenir. C'est pourquoi, des questionnements ont émergé de notre pratique, de notre intervention auprès de ces populations, des écrits que nous avons recensés sur les VRS et nous ont amené à mieux préciser notre intention dans le cadre de cette recherche qui s'intéresse à la question de l'intégration sociale des villages de reclassement social du Sénégal.

Le caractère pluriel des diverses mutations observées dans ces villages et les réformes institutionnelles actuelles au Sénégal nous amènent à réfléchir sur le statut actuel de ces villages dits anormaux. De quelles manières l'intégration des VRS dans les collectivités locales se construit-elle? Quels sont les blocages qui font que les populations de ces villages se sentent toujours exclues même avec l'avènement de la décentralisation de certaines compétences du pouvoir auprès des citoyens? Comment le passage du statut de village anormal à village normal est-il vu par les autorités administratives, les intervenants sociaux et par les populations elles-mêmes? D'autres questions autour de la participation citoyenne, de la responsabilisation et de l'autonomie de ces populations nous intéressent également. Vu les potentialités naturelles et humaines dont regorgent les villages de reclassement social, nous osons dire qu'ils peuvent participer au développement économique national du pays. C'est pourquoi la conservation de ce statut social ne facilite pas une intégration effective des villages dans leur collectivité locale respective. Il s'agit d'un isolement qui se manifeste dans la réalité par la position géographique des VRS en relation avec les centres urbains ou villes les plus proches. Tous les VRS sont installés à quatre (4) ou cinq (5) kilomètres d'une ville et sont également distants des villages traditionnels ou dits normaux. Ainsi, les habitants avaient des difficultés d'accéder facilement aux routes nationales pour faire leur course en ville ou ailleurs. Ils ne sont pas lotis ou alignés et, jusqu'en 1981, les populations n'avaient pas d'espaces propres pour faire des activités culturelles. Quand on sait que l'agriculture ou la pêche étaient les seules activités qu'elles pouvaient pratiquer pour obtenir des revenus.

Certains villages étaient matérialisés par des clôtures en filaos tout autour du village ou avec des panneaux d'identification à l'entrée de chaque village. Jusqu'à une période récente, on les matérialisait par des points rouges sur la cartographie nationale pendant que les villages traditionnels portaient leur nom d'origine sur la carte. Sur le plan des taxes rurales ou des impôts sur le revenu, la loi (03-76 du 25 mars 1976) ne leur permet pas de verser pour la trésorerie publique leur impôt ou taxe rurale même si certains habitants bien-portants ont la possibilité financière de le faire (la taxe rurale au Sénégal est de 1000 f CFA, environ 2,20\$ CAN par tête d'habitant et par an). Le fait qu'ils ne versent pas la taxe rurale, pourrait expliquer leur manque de représentant au niveau de l'assemblée locale et leur faible participation aux prises de décision de la collectivité locale les concernant.

CHAPITRE 2 : CADRE CONCEPTUEL

L'élaboration d'un cadre conceptuel ou «cadre d'analyse» au sens de Turcotte (2000 : 50) cité par Dia (2002 : 26) «est une étape essentielle de la recherche; c'est ce cadre qui permet au chercheur de déterminer les informations à prendre en considération pour cerner le phénomène qu'il veut étudier». L'objet de notre recherche est d'étudier les facteurs d'intégration des VRS à leur collectivité locale et d'analyser les pratiques sociales utilisées par les intervenants sociaux dans ces villages depuis leur création. En nous appuyant sur la littérature spécialisée nous préciserons dans cette partie le sens que nous donnons aux concepts fondamentaux utilisés ainsi que les relations existant entre eux : *intégration sociale, communauté de base, collectivité locale, développement social et territorialité*.

2.1 Le concept d'intégration sociale

Plusieurs auteurs ont réfléchi sur les effets psychosociaux de la lèpre sans oublier de prendre en considération les progrès réalisés sur le plan médical. Aujourd'hui, la dimension sociale de la lèpre constitue un point focal dans toute intervention en faveur des handicapés de la lèpre qui demeurent toujours dans l'isolement; la création des VRS, pour certains auteurs, n'a fait qu'accentuer cet isolement et les problèmes psychosociaux des handicapés de la lèpre. Ainsi, Diéye (1984), met l'accent sur l'incompréhension des populations à l'égard des hansiens. Les gens manifestent des attitudes de peur et de fuite vis-à-vis de ces malades. Pour lui : «dans notre milieu sénégalais, la lèpre est généralement une maladie qui provoque le rejet de la société» (Diéye, 1984 : 11). À ce rejet, s'ajoute la marginalisation des malades qui lui semble institutionnalisée par la création des VRS. L'auteur de cet ouvrage a approfondi l'analyse des dispositifs médico-juridiques actuels mis en place pour la lutte contre l'endémie de la lèpre et ses effets d'ordre psychologique et social sur les handicapés de la lèpre rencontrés à Dakar.

En matière d'exclusion sociale, Tremblay *et al.* (2000) soulignent à la suite de Castel (1994, 1995b) que les pratiques d'exclusion à l'endroit des personnes présentant un handicap sont légitimées par des perceptions, conceptions et idéologies inspirées ultimement par la crainte devant l'anormal. Ce rejet ou exclusion a des conséquences néfastes sur la vie de la personne handicapée. Pour Thiam (1985), les conséquences se manifestent par des troubles de comportement qualifiés de déviants. L'auteure tente de chercher les causes de cette déviance dans l'isolement, le rejet et «la condamnation à perpétuité» dont la personne affectée par la lèpre est victime au Sénégal. Face à ce rejet, elle se marginalise, comme le dit si bien l'auteure : «même blanchi, le lépreux se reconnaît, les séquelles de sa maladie, tel un cachet, sont apparentes et constituent une gêne pour lui, [alors oublié], il laisse gangrener en lui un mépris intériorisé et rejette toute collaboration avec la société» (Thiam, 1985 : 17). Ces réactions antisociales constituent une forme de réaction économique. La délinquance (vente de drogue, agression sexuelle, etc.) qui s'en suit, fait figure d'une sorte de revendication visant à amener la société à leur accorder des moyens (infrastructures, aides économiques) en vue de leur permettre de vivre décemment.

L'exclusion empêche les personnes présentant un handicap de la lèpre de remplir leur droit à la participation sociale. Elles ne participent pas aux prises de décision de leur collectivité ou de la communauté de base dont elles sont membres. Et pourtant, elles ont besoin de contribuer librement à la vie de la collectivité locale comme tous les citoyens et citoyennes avec qui elles partagent cette même collectivité. Et cette intégration, pour qu'elle soit effective, doit tenir compte de la famille de la personne handicapée plus précisément de ses enfants. C'est cet aspect que Coulibaly (1988) développe dans son analyse. Il démontre que les jeunes fils de lépreux manifestent des problèmes psychosociaux liés aux conséquences de la maladie qui affecte leur parent. Selon Coulibaly, la fausse perception que le fils de malade a de la lèpre comme beaucoup de bien-portants, peut faire naître en lui un complexe d'infériorité qui est susceptible de faire achopper son intégration sociale si nous n'y prenons garde. Nous comprenons par là que l'intégration des handicapés de la lèpre dans leur communauté de base (collectivité

locale) devient une question fondamentale à laquelle il faut essayer de trouver une réponse. Coulibaly souligne à la suite que : «l'intégration sociale des parents malades restera théorique si nous oublions leurs enfants» (Coulibaly, 1988 :14). L'intégration de ces jeunes est, souligne-t-il, l'opération par laquelle ils s'inséreraient dans la société pour en être une partie intégrante. Cette intégration doit passer d'abord par une instruction (éducation), ensuite par l'accès à une profession et enfin par la possibilité de trouver du travail. Investir dans les personnes handicapées de la lèpre n'est pas peine perdue car cet investissement est productif : «un lépreux blanchi, formé et utilisé à bon escient peut-être aussi rentable qu'un «valide» (Thiam, 1985 :18).

C'est ce que Gaye (1989) tente de faire comprendre à l'opinion sénégalaise, à savoir que la personne handicapée ne se plaît pas à tendre la main pour pouvoir satisfaire ses besoins primaires mais que son souhait est de pouvoir travailler afin de s'affirmer en tant qu'agent de développement économique et social. D'abord, elle revient dans son étude sur le reclassement des lépreux marqué par l'existence de deux (2) groupes : les lépreux bacillifères en traitement et les handicapés (lépreux guéris) hébergés dans les VRS. Ensuite, elle revient sur l'abolition des léproseries au profit des VRS (cf. Loi n° 76-03 du 25 mars 1976) permettant de fixer ces déshérités dans des lieux spécialement choisis où ils pourront mener une existence décente sans avoir besoin de faire appel à la charité publique. Cette disposition permet de lutter efficacement contre la maladie et de favoriser une réinsertion sociale harmonieuse des hanséniens.

Selon Gaye, les villages de reclassement social (VRS) constituent un bras opérationnel de la politique gouvernementale et nationale en matière d'insertion sociale et de soins des malades. Une politique nationale qui aboutit à l'intervention d'associations nationales et d'ONG pour aider les populations de ces villages. L'auteure n'a pas manqué d'aborder dans son analyse le rôle des VRS et aussi leur implication dans leur communauté rurale respective. Une question que nous allons aborder de long en large dans notre étude. Cette implication doit passer, croyons-nous, par l'amélioration des infrastructures dans les

villages, la participation aux échanges économiques, une nouvelle organisation villageoise et la réduction le plus possible des facteurs de différence. À ce niveau, nous constatons les efforts consentis par les associations d'entraide nationales et les ONG dans leur programme de développement en dotant les villages d'unités économiques. Des programmes qui visent à reconvertir la «mentalité d'assisté» qui a longtemps prévalu dans l'esprit de ces villageois (Espinosa, 1990). Nous remarquons que l'intégration touche quatre (4) dimensions : économique, sociale, socio relationnelle et politique (René *et al.*, 2000).

Ainsi, tous les programmes et projets implantés dans ces villages favorisent l'intégration des villages et donnent une réponse à la déclaration des droits des personnes handicapées de l'ONU¹² adoptée en 1975. L'ONU reconnaît non seulement aux personnes handicapées «le droit à des services appropriés, mais aussi le droit à la sécurité économique et sociale. La personne handicapée est une personne à part entière qui doit bénéficier d'un niveau de vie décent et avoir sa place sur le marché du travail» (Tremblay *et al.*, 2000 : 45). Comme nous l'avons mentionné, l'intégration de la personne handicapée hébergée dans ces villages devient un impératif humain et social et se définit comme : «Vivre parmi...Vivre avec....et non pas ségrégué de ses concitoyens...Exercer pleinement sa citoyenneté...», pour reprendre les mots de Tremblay *et al.* (2000 : 59). Ces populations ont besoin de l'engagement de leur entourage, de leur communauté et de l'État qui doivent les soutenir dans leur démarche.

2.2 Le concept de communauté de base

Nous ne pouvons pas parler de «communauté de base» sans nous référer aux débuts du christianisme dans les sociétés africaines. Mais, avant cela, plusieurs auteurs se sont penchés sur la notion de communauté. Parmi ceux-ci, nous pouvons nous référer à Jean

¹² Organisation des Nations-Unies

Bernard Robichaud et Claude Quiviger, cités par Anne, qui définissent la communauté comme :

Un ensemble de personnes réunies dans des systèmes sociaux à l'intérieur d'un pays donné. Ces personnes partagent des conditions de vie objectives communes (institution sociale, valeur d'intérêt); plus elles maintiennent un niveau élevé d'interaction, plus se renforcent les sentiments d'appartenance et d'identité à la communauté. (Anne, 1997 : 17).

Pour Doucet et Favreau, cités par Anne (1997), ce qui aide à mieux connaître une communauté, c'est la connaissance des ressources, de la dynamique des réseaux sociaux formels et informels, de l'histoire, de la culture et des manières de vivre communautaire. Ils ajoutent que : « Cette connaissance est à la fois quantitative et qualitative » (Anne, 1997 : 17). C'est pourquoi, nous considérons les villages de reclassement social comme des communautés de personnes vivant dans le même village, présentes ou momentanément absentes, ayant vécu ensemble l'évolution du village, conscientes de la nécessité d'améliorer leurs conditions de vie communes et œuvrant ainsi à cette fin. Ainsi, elles ont créé des initiatives locales novatrices pour se prendre en charge.

Soulignons que dans la société traditionnelle africaine le lignage (lien de parenté) était la communauté de base pour l'adulte. L'Église catholique a aussi joué un rôle non négligeable dans l'apport plus organisationnel de celle-ci afin d'orienter les habitants vers le développement économique et social. Aujourd'hui, l'évolution moderne a réduit le rôle du lignage qui n'est plus le point majeur d'intégration de l'individu dans sa société globale parce que les liens entre ses membres se distendent de plus en plus.

Actuellement au Sénégal, avec une politique de décentralisation progressive, la notion de communauté de base renvoie à la notion de collectivité locale à qui on attribue d'autres fonctions. Cette réforme institutionnelle est inspirée par deux (2) mots : liberté et proximité. Des autorités décentralisées et proches des citoyens, « libres de leurs décisions,

des représentants de l'État sur le terrain dotés de pouvoirs déconcentrés, un contrôle de légalité adapté et rapproché» (MICL, 2003 :8), sont nommées par le gouvernement.

Ainsi, les collectivités locales de la République du Sénégal sont la région, la commune et la communauté rurale. Elles sont dotées d'assemblées élues au suffrage universel et d'autonomie financière. Elles ont pour mission «la conception, la programmation et la mise en œuvre des actions de développement économique, éducatif, social et culturel d'intérêt régional, communal ou rural» (MICL, 2003 :11).

De plus, dans le cadre de la réalisation des projets de développement économique, éducatif, social et culturel, elles peuvent s'associer en partenariat avec les mouvements associatifs et les groupements à caractère communautaire. Cet aspect met en exergue l'importante relation entre la décentralisation et le développement économique et social. Ceci illustre comment les populations locales ont un grand rôle à jouer dans cette nouvelle architecture administrative sénégalaise. Cette nouvelle donne ne peut pas fonctionner sans intégrer les villages de reclassement social dans la marche et d'ailleurs, ils sont comptabilisés dans des agglomérations plus larges constituant leur collectivité locale (communauté rurale) respective. Pour définir la collectivité locale, nous disons que c'est :

Une personne morale de droit public, dotée d'autonomie financière; elle regroupe soit les habitants du périmètre d'une même localité soit un certain nombre de villages appartenant au même terroir, unis par une solidarité résultant du voisinage, possédant des intérêts communs et désireux de traiter de leurs propres intérêts et capables de trouver les ressources nécessaires à leur développement ou à une action qui leur soit particulière au sein de la communauté nationale et dans le sens des intérêts de la nation. (MICL, 2003 :31).

À partir de cette définition, nous remarquons nettement qu'une collectivité locale a toujours besoin de la participation des habitants qui composent son terroir. Certes, la décentralisation n'arrive pas à garantir la justice sociale et à régler le problème de

l'inégalité des ressources entre les différentes collectivités locales. Les unes ont plus de ressources que les autres, ce qui constitue un obstacle à la décentralisation.

Même si le principe directeur de la décentralisation se résume en deux mots : liberté et proximité, pour certains chercheurs, la décentralisation est un moyen pour le pouvoir central de se désengager de certains domaines de la vie sociale qui étaient jusqu'à maintenant financés par le gouvernement et de réduire les dépenses gouvernementales. Ce constat semble se vérifier dans le transfert de certaines compétences au niveau des collectivités locales où le secteur du social y occupe une part importante.

De plus, comment les populations défavorisées et démunies comme celles des villages de reclassement social arriveront-elles à mobiliser autant de ressources afin que leurs besoins puissent être pris en compte par le pouvoir décentralisé? Une question difficile à répondre car le code des collectivités locales n'a pas fait état de façon spécifique du «comment» les ressources seront collectées auprès de cette catégorie. Cette situation nous amène à poser le principe de l'égalité devant la loi et le principe de la participation collective pour toute personne capable de le satisfaire afin que les interventions des municipalités, des régions ou des communautés rurales arrivent à répondre aux besoins des populations locales.

2.3 Le concept de développement social : ses rapports avec la décentralisation

Le concept de développement social a suscité la curiosité de beaucoup de chercheurs parmi lesquels nous pouvons mentionner Paul Bernard, Maurice Lévesque et Deena White (Bernard, 2005). Cependant face à la logique néo-libérale qui exerce son influence partout dans le monde, il est difficile de dissocier le développement social du développement économique. Un état de fait qui rend difficile de donner une définition du développement social sans tenir compte du contexte et d'autres facteurs.

Ainsi, pour des auteurs comme Mateus cité par Mbodji (1999), le développement est : «un processus global de transformation d'une société; il doit mener à une amélioration des conditions de vie et à une accélération de la croissance économique mais aussi une action intégrée de changements de structures sociales, politiques, mentales et même dans certains cas, des systèmes de valeurs existants» (Mbodji, 1999 : 17). À cette nécessité de développement global et au choix des différentes options, doit correspondre une création des conditions favorables à une participation effective de la population au processus de développement. En ce sens, le développement est un projet de vie collective devant être conçu par les collectivités elles mêmes.

Nous remarquons dans cette définition que l'auteur insiste plus sur l'importance d'une croissance économique mais sans tenir compte des dimensions culturelles, sanitaires et environnementales que devrait avoir tout développement qui se veut durable. Il est vrai que la croissance est un élément important dans le développement mais c'est un résultat qui émane de plusieurs éléments naturels. De notre point de vue, le développement ce n'est pas ce qu'on apporte mais ce qu'on fait éclore; d'où l'importance de tenir compte des aptitudes et du savoir faire des populations par rapport aux moyens mis à leur disposition. En ce sens un auteur comme Edgard Pisani cité par Anne (1997) ajoute que le développement est : «le territoire alentour et les humains qui vont et viennent, qui travaillent. Ce n'est pas l'outil, c'est la main» (Anne, 1997 :23).

Cette définition met en valeur la compétence de la société qui est indispensable si les collectivités locales veulent promouvoir une bonne qualité de vie et le bien-être de la population. Les collectivités doivent développer des stratégies et dispositifs d'intervention et doivent se doter de ressources professionnelles compétentes (Séguin, 2005 :48) plutôt que de se focaliser uniquement sur la recherche de ressources financières.

Cependant, si la décentralisation telle qu'expliquée dans le cadre sénégalais cherche la mobilisation des personnes et des communautés pour satisfaire les espérances économiques et sociales des populations, alors elle est conforme aux exigences du développement social. Ce dernier recouvre des aspects tels la démocratie, le potentiel des personnes et leur bien-être qui sont les principes fondateurs de la décentralisation. Celle-ci est aujourd'hui accompagnée du transfert de certaines compétences dont la majorité touche les services sociaux de base à savoir :

- le domaine (les terres et le domaine maritime) ;
- l'environnement et la gestion des ressources naturelles;
- la santé, la population et l'action sociale;
- la jeunesse, les sports et loisirs;
- la culture;
- l'éducation;
- la planification;
- l'aménagement du territoire;
- l'urbanisme et l'habitat.

Ainsi, l'autonomie financière des collectivités locales sera largement renforcée selon la loi, afin qu'elles puissent exercer librement leurs responsabilités. Cependant, la grande difficulté réside dans le mode de financement de ces collectivités locales car elles n'ont que deux (2) principales sources : les dotations budgétaires et les fonds propres qui proviennent le plus souvent des taxes ou des impôts.

La décentralisation est donc un processus très complexe qui recouvre aussi des écueils importants même si on lui prête certaines qualités. Nous pouvons d'ores et déjà entrevoir différents obstacles à une application réussie de la décentralisation, soit l'état de la

pauvreté dans le pays, le niveau d'analphabétisme très élevé et le manque de ressources dans certaines localités. Le niveau d'analphabétisme des populations, surtout dans les communautés rurales, empêche le développement des compétences dans certaines collectivités locales. En plus, l'inégalité des ressources entre les collectivités locales fait en sorte que l'exode des populations rurales vers les centres urbains devient de plus en plus important. Ceci nous amène à nous demander comment une collectivité locale qui manque de ressources pourrait résoudre la question de la pauvreté et de l'exclusion sociale qui sont parties intégrantes du développement social. Car, comme le dit si bien Paul Bernard (2005), le développement social est «un ensemble de processus d'amélioration des conditions de vie et des potentiels individuels et collectifs [...]» (Bernard, 2005 :55).

D'ailleurs, nous croyons que c'est là tout le sens qu'il faut donner aux différentes stratégies de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale en Afrique, particulièrement au Sénégal. Dans ce processus d'amélioration des conditions de vie, les populations intéressées doivent apporter une participation active afin de mener des changements sociaux dans leur collectivité respective comme l'expliquent bien nos concepts. C'est pourquoi dans notre sujet de recherche, nous essayerons de voir comment les villages de reclassement social qui ont été pendant longtemps victimes d'exclusion sociale pourront intégrer cette dynamique politique et institutionnelle pour mieux participer au développement local et mieux jouer leur devoir de collectivité citoyenne. Il s'agit également de voir comment les pouvoirs décentralisés vont prendre en charge les besoins des VRS qui peuvent être différents de ceux des autres villages dits normaux même s'ils font partie de la même collectivité locale.

2.4 Le concept de territorialité

Aborder le concept de territorialité nous amène à parler d'abord du territoire qui est le fruit d'une histoire commune, d'une réalité vécue et d'un avenir commun. Le territoire

«local» (naturel et social) devient l'espace ou le lieu que se partagent les habitants d'une même localité. Ainsi, ils vivent ensemble les mêmes problèmes et les mêmes difficultés et peuvent se donner la main pour résoudre leurs problèmes. Si le territoire est un espace commun, la territorialité, elle, nous permet «d'analyser les relations ou les rapports que les sociétés humaines entretiennent avec cet espace» (Simard, 1991 :1). Pour Caillouette et Morin, la territorialité est «un lieu d'appartenance, d'engagement et d'action» (2007 :145). Une définition à laquelle nous adhérons car elle s'inscrit dans une logique de développement local ou de développement des communautés qui constitue une partie primordiale de notre étude. Le développement local qui, selon Ulysse et Leseman citant Boucher et Favreau, est :

«[...] un ensemble d'activités économiques, d'animation, de formation, de production, d'aménagement de territoires au plan local qui accordent priorité à «l'utilité sociale» des biens et services fournis tout en assurant la «viabilité économique» des activités réalisées. Ce développement local cherche à mettre en valeur les ressources d'une communauté à partir d'un ensemble d'acteurs locaux organisés en partenariat avec des visées d'intervention sur l'emploi et de revitalisation économique et sociale» (Ulysse et Leseman, 2007 : 121).

Les êtres humains, individuellement ou en groupe, s'approprient de cet espace et le rendent signifiant car il incarne une identité collective. Ainsi, il devient un «réfèrent identitaire» (Caillouette et Morin, 2007 :145) pour les habitants d'une communauté donnée et leur permet de construire leurs actions collectives. Beaucoup d'auteurs ou de chercheurs (géographes, ethnologues, anthropologues, etc.) se sont intéressés à ce concept car son étude nous permet de comprendre la spécificité de chaque communauté, de chaque groupe social ou de chaque individu. Ainsi, dans les VRS, nous observons que les différents projets installés par les populations locales transforment cet espace de territoire en lieu de reconnaissance sociale, d'appartenance, d'engagement et d'action.

Nous savons que «l'un des objectifs de la décentralisation est de renforcer les identités locales qui vont susciter à leur tour des dynamiques d'actions collectives autour de

projets de développement à l'échelle des collectivités locales» (Diop, 2006 :141). Ainsi, les communautés villageoises comme celles des VRS ont leur territorialité, c'est-à-dire «un territoire qu'elles ont façonné et informé par leur travail et par leurs relations avec l'extérieur» (Simard, 1991 :1). Ce travail s'est élaboré à travers le mouvement communautaire et social qui est né d'initiatives locales. Il faut ajouter que «ce travail de territorialisation ne s'applique pas qu'aux résidents et résidentes, mais aussi aux autres acteurs (organismes, ONG, institutions publiques ou privées) opérant sur le territoire» (Caillouette et Morin, 2007 :145). Toutefois, dans une perspective de dynamique locale comme c'est le cas avec la décentralisation au Sénégal, l'analyse de la territorialité nous permet de mieux saisir comment s'articule l'appartenance, l'attachement à l'espace vécu dans la mise en place d'actions de développement. C'est pourquoi la notion de territorialité a son importance dans l'analyse du processus d'intégration des VRS dans leur collectivité locale (communauté rurale) respective.

Au terme de ce tour d'horizon, nous nous rendons compte que les concepts que nous avons définis ici ont des relations et se complètent mutuellement dans leur mise en application. Ainsi, la décentralisation qui consacre la communauté rurale comme point d'application de la réforme organise les responsables locaux en leur conférant des pouvoirs et en favorisant un environnement administratif et politique pour atteindre les objectifs escomptés. Cependant, ce partenariat, pour être fructueux et permettre la décentralisation d'atteindre ses objectifs, a besoin certes d'une bonne gouvernance locale et aussi une plus grande considération de tous les acteurs y compris les habitants des VRS, comme des partenaires à part entière.

CHAPITRE 3 : OBJECTIFS DE LA RECHERCHE

3.1 Objectifs et question de générale de recherche

Voici les objectifs de la recherche :

- 1) Faire l'inventaire et l'analyse des facteurs positifs et négatifs d'intégration des VRS dans leur collectivité locale respective, identifiés par les populations et les intervenants sociaux, à l'heure où la décentralisation interpelle les populations à la base.
- 2) Analyser les principales pratiques d'intervention déployées dans les VRS pour mieux saisir les philosophies qui les sous-tendent et leur impact sur la vie des populations afin de proposer des pistes de changement orientées vers une meilleure intégration des villages privilégiant le développement local, social et communautaire.

Comme nous l'avons mentionné un peu plus haut, le Sénégal est entré depuis 1996 dans une phase importante de décentralisation avec le transfert de certaines compétences auprès des assemblées locales. Ainsi, la question de l'intégration des villages de reclassement social et des pratiques d'intervention sociale dans cette dynamique institutionnelle et organisationnelle au vu des mutations observées dans ces villages depuis quelques années, est pour nous d'une importance capitale. Il y va du devenir de ces populations face à leur responsabilité citoyenne et à leur autonomie.

De plus, cette question est peu explorée dans le domaine des sciences humaines et sociales, ce qui a poussé notre curiosité en tant que professionnel du social. La **question**

générale de recherche qui sort de notre réflexion professionnelle et de l'analyse préliminaire de la situation actuelle des VRS est la suivante : **Quelles sont les stratégies à développer pour favoriser une intégration des villages de reclassement social dans leur collectivité locale respective?** Les deux objectifs de recherche mentionnés plus haut serviront à appuyer les réponses que nous apporterons dans le cadre de l'analyse de notre question de recherche.

3.2 Pertinence sociale et scientifique

La pertinence sociale et scientifique de la recherche peut s'établir de plusieurs manières. D'une part, nous parlons d'intégration de villages dont les populations ont subi pendant longtemps l'exclusion sociale et la marginalité. D'autre part, nous parlons de décentralisation avec un transfert de compétence vers la base. Avec la nouvelle architecture administrative qui fait que le pays est découpé en différentes collectivités locales, chaque village appartient à une communauté rurale (collectivité locale en milieu rural). Donc, sur le plan géographique, chacun des villages dont nous parlons est dans une communauté rurale et doit participer à la gestion communautaire comme tout autre village de la même collectivité locale. Mais ce qui est préoccupant c'est le statut actuel des VRS et leur passé qui font que le gouvernement du Sénégal en collaboration avec les populations, les collectivités locales et les partenaires du développement doit revoir le statut particulier de ces villages pour une intégration effective dans leur communauté rurale de base respective.

Sur le plan interne, plusieurs mutations touchant presque tous les secteurs les plus importants ont été observées dans ces villages, ce qui laisse à penser qu'il faut dépasser la vision traditionnelle des VRS pour ne pas toujours les considérer comme des villages de lépreux. Connaissant les types d'organisation communautaire dans les villages traditionnels, nous croyons que le type d'organisation communautaire retrouvé dans les VRS depuis quelques années constitue un exemple pour les villages traditionnels. Certes,

ce type d'organisation a eu lieu après des moments de brouilles et grâce à l'appui des intervenants sociaux du secteur public comme privé. Les changements sont d'ordre organisationnel, infrastructurel et culturel. Aujourd'hui, dans presque tous les VRS existent des comités villageois de développement (CVD) dont certains comme celui du VRS de Peycouck dans la région de Thiès, est un modèle. Les jeunes et femmes s'organisent en constituant des associations ou des groupements pour promouvoir la solidarité et l'entraide afin de mieux participer au développement de leur localité. Malgré toutes ces tentatives d'organisation interne, leur considération en tant que village dans la collectivité locale pose toujours problème. Ils ne participent pas aux instances de prise de décision même si on y examine des questions qui touchent à leurs besoins. L'expression de leurs besoins dans le budget de la collectivité locale concernée vient toujours en dernier lieu et ils sont toujours mis dans le volet secours et assistance au profit des nécessiteux.

Voilà une nouvelle connaissance que plusieurs ignoraient jusqu'ici dans l'évolution de ces villages car ils avaient un regard du dehors et non un regard du dedans qui reflète plus la réalité et le vécu de ces populations. Il faut souligner déjà que l'appellation «village de reclassement social» ne donne pas une connotation positive à l'intégration sociale de ces villages car tous les villages traditionnels ou normaux ne portent pas cette étiquette. Une distinction qui constitue maintenant un obstacle car elle permet de faire la différence entre ces deux (2) types de villages supposés appartenir à une même collectivité locale. Une telle différence de statut maintient les VRS dans une situation d'exclusion et de marginalisation à l'égard des autres villages de la même collectivité locale. Les lois et règlements qui sont à l'origine de cette appellation distinctive, renforcent la perception négative que les autres ont toujours eue sur ces villages dits «anormaux». Cette exclusion constitue un handicap pour les habitants de ces villages à remplir leur droit à la participation sociale.

De plus, la plupart des travaux que nous avons lus traitent de manière générale, soit les aspects psychosociaux de la maladie soit l'insertion ou la réinsertion sociale des personnes victimes de cette maladie. A notre connaissance, la question de l'intégration de ces villages dans leur collectivité locale est une piste peu explorée. Ce que nous pouvons comprendre par la complexité de la question et le manque de connaissances sur le fonctionnement de ces villages, même si les services techniques du ministère de la solidarité nationale et du développement social et les ONG qui interviennent dans ces villages se retrouvent en ateliers pour discuter de cette question.

Donc, l'absence relative de connaissances sur la question de l'insertion des VRS dans leur collectivité locale justifie également notre recherche, au même titre que l'importance sociale que nous accordons à leur participation citoyenne. Notre recherche constitue aussi un apport au développement social des populations exclues.

3.3 Hypothèses de recherche

Voici les hypothèses de travail que nous proposons dans le cadre de cette recherche. Il ne s'agit pas d'hypothèses de recherche au sens strict de relations causales à vérifier mais plutôt de propositions qui orientent notre recherche vers l'exploration de facteurs susceptibles d'influencer la détermination des stratégies d'insertion sociale des collectivités étudiées.

- 1) La création des VRS répondait à un souci de protection sociale et de prévention même si cet isolement a aujourd'hui causé des effets psychosociaux dans la vie des populations concernées. Une exclusion et une marginalisation soutenues sur le plan juridique par des lois et des décrets qui ont connu des modifications compte tenu de l'évolution de l'endémie lépreuse et démographique constatée dans les villages. La dernière loi datant de 1976, n'a pas encore connu de modification et

maintient les villages dans un statut qui nuit à leur intégration dans les collectivités locales.

- 2) L'évolution politique et la prise de conscience communautaire ont été accompagnées par l'émergence de nouveaux acteurs constitués de jeunes, de femmes et de personnes handicapées avec une demande forte de participation à la gestion des biens et des ressources communautaires et d'implication dans le choix des stratégies et interventions.
- 3) Le dynamisme des composantes les plus jeunes qui représentent un pourcentage important de la population et des autres bien-portants pourrait suffire à revoir le statut de ces villages afin qu'ils puissent jouir normalement de leurs droits et devoirs civiques et participer aux activités de la collectivité.
- 4) Les diverses et multiples actions destinées à ces populations semblent manquer de coordination et d'évaluation, ce qui rendrait plus difficile l'organisation sociale interne des villages.

La création de ces villages influencée par le courant misérabiliste se situait dans une logique de protection aussi bien des malades que des populations bien portantes. Le malade traité et guéri, était supposé retourner dans sa famille d'origine mais la réalité a donné un autre visage à ces villages. Certes, les lois et règlements régissant le fonctionnement sont toujours présents mais les villages ont connu une évolution démographique et organisationnelle qui fait en sorte, croyons-nous, que les populations aspirent à un changement social positif au lieu de continuer à rester dans l'exclusion et la marginalisation sociales. Les différentes hypothèses de travail nous permettent de mieux nous orienter pour intégrer cette nouvelle donne dans la vie des villages de reclassement social et de réfléchir sur les pratiques menées jusqu'ici dans ces villages.

CHAPITRE 4 : MÉTHODOLOGIE

4.1 Une démarche qualitative

Dans cette recherche, nous utiliserons une démarche qualitative. Comme le soulignent Mayer et Deslauriers (2000 :160) : «La principale caractéristique de l'approche qualitative est de privilégier le point de vue des acteurs sociaux dans l'appréhension des réalités sociales». Cette recherche exploratoire vise à mieux connaître les facteurs positifs et négatifs du processus d'exclusion/intégration des VRS depuis leur création au Sénégal. Les concepts d'intégration sociale et de développement social autour des pratiques exercées par les intervenants et les populations concernées vont être explorés de façon plus spécifique par le biais d'une perspective qualitative et inductive. Même si notre recherche s'appuie sur ces concepts, notre démarche est inductive car nous ne cherchons pas à valider les hypothèses proposées qui plutôt vont servir d'orientation à la recherche et nous partons d'une situation comportant un phénomène particulier intéressant qui émane de notre expérience personnelle et professionnelle.

L'importance accordée aux discours des participants est une caractéristique majeure de la perspective interactionniste dans laquelle notre recherche s'inscrit. Le contact avec le terrain est aussi une particularité de la recherche qualitative. Le milieu dans lequel notre recherche s'effectuera nous permettra de développer le travail de problématisation de notre question de recherche.

4.2 Échantillonnage

La méthode non probabiliste sera utilisée, elle ne permet pas la généralisation des données et est utilisée surtout lorsque la démarche de recherche privilégiée est de type qualitatif (Mayer et Deslauriers, 2000). De plus, cette méthode, vu le caractère unique et exemplaire de l'échantillon nous donne accès à une connaissance circonstanciée et détaillée dans ces villages (Poupart *et al.*, 1997). Le cadre de notre étude étant les villages de reclassement social du Sénégal, il est possible de toucher les différentes catégories composant la population mère. Les habitants des VRS constituent notre population à l'étude.

Voyons ci-après le plan détaillé qui a guidé au point de départ notre recherche sur le terrain tant en ce qui concerne le choix des villages, le choix des participants et les stratégies de collecte des données. Au prochain chapitre, celui de la présentation des résultats, nous indiquerons les adaptations que nous avons dues introduire au plan de cueillette original (*section 5.1 : Limites rencontrées pour la cueillette des données sur le terrain*).

4.3 Stratégies de recrutement des VRS et des personnes interviewées

4.3.1 Choix des villages

Puisque l'intégration des villages de reclassement social peut différer sur le plan social et économique d'une zone géographique à une autre à l'intérieur du pays, il nous importe de tenir compte des VRS les plus intégrés, les moyennement intégrés et les moins intégrés, sans oublier aussi de tenir compte de l'importance des densités humaines. Sur le plan juridique, on sait que le changement de statut n'a pas connu de différence d'un village à un autre car les lois et règlements concernaient les villages pris en bloc. La sélection des villages va se faire en collaboration avec cinq (5) *experts* : un représentant de la Direction

de l'Action Sociale (DAS), en l'occurrence le responsable de la division de la promotion des personnes handicapées, trois (3) directeurs de CPRS¹³ et le responsable du programme social de la DAHW (Association allemande pour l'aide aux lépreux et aux tuberculeux) qui intervient dans tous les villages de reclassement social (VRS) depuis 1979. Ces personnes joueront le rôle «d'*experts*» consultés dans le processus de sélection des villages parce qu'elles connaissent assez bien tous les VRS et comprennent la signification des indicateurs utilisés. La sélection des villages va se baser sur une grille d'évaluation du degré d'intégration des villages comportant trois indicateurs, clairement choisis dès maintenant et qui pourront être enrichis avec les entrevues, soit l'**enracinement**, l'**interaction interne** et les **relations avec l'extérieur**. Nous entendons par **enracinement** le fait que les habitants aiment leur village et expriment le désir d'y rester pour longtemps. L'**interaction** fait appel aux échanges entre les habitants du même VRS, à savoir jusqu'à quel point ils se rencontrent ou se visitent. Les **relations avec l'extérieur** traitent des liens que les habitants du VRS entretiennent avec les autres villages de la collectivité locale. Pour sélectionner les villages, nous allons fournir aux *experts* la liste complète des neufs VRS et nous leur demanderons de procéder individuellement au classement des VRS selon leur degré d'intégration aux collectivités locales.

Chaque *expert* se chargera donc de fournir une liste ordonnée des villages, allant du plus intégré au moins intégré, en tenant compte des trois indicateurs qui seront expliqués de la même manière à chacun d'entre eux. Après le classement des villages par un *expert*, nous allons lui demander quels sont les éléments qui ont surtout motivé son classement, afin de mieux comprendre sa logique. Et nous en profiterons pour demander à chaque *expert* s'il y a d'autres indicateurs d'intégration que ceux que nous lui avons fournis qui pourraient avantageusement être pris en compte. Une fois les *experts* consultés, nous procéderons au regroupement et à la comparaison des résultats pour dégager une tendance commune, souhaitant qu'au moins 2 villages figurent parmi les trois villages les moins intégrés

¹³ CPRS signifie Centre de Promotion et de Réinsertion Sociale, il dépend de la DAS et est installé dans chaque commune (municipalité).

retenus par une majorité d'*experts* et que 2 autres villages ressortent parmi les trois villages signalés. S'il n'y a pas de tendance majoritaire ou si elle n'est pas assez nette, nous allons revoir l'explication des indicateurs et compléter en ajoutant d'autres *experts* pour dégager une tendance majoritaire plus évidente. Une fois un classement clair obtenu, nous allons procéder nous-mêmes au choix des villages de la façon suivante :

- 1 village typique parmi les plus intégrés identifiés par les *experts*
- 1 village typique parmi les moins intégrés identifiés par les *experts*
- et, 1 village à intégration moyenne que nous appellerons «village-témoin»

Dans la suite du texte, nous utiliserons l'expression «villages typiques» pour nous référer aux deux premiers villages et à celui de «village-témoin» pour nous référer au dernier. Les deux «villages typiques» feront l'objet d'entrevues individuelles et de rencontres de groupe. Le «village-témoin» ne fera l'objet que d'une rencontre de groupe tenue à la fin du travail de cueillette sur le terrain dans le but de vérifier certaines constatations faites dans les deux «villages typiques» et de compléter la cueillette d'éléments d'information qui auraient été laissés en suspens ou dont la pertinence sera apparue lors des premières analyses effectuées.

4.3.2 Choix des participants

Un des objectifs de la recherche est de faire l'inventaire et l'analyse des facteurs d'intégration et d'exclusion des VRS dans leur collectivité locale. En ce sens, il s'avère pertinent que l'on puisse donner la parole aux habitants résidant dans les villages et âgés de vingt et un ans et plus, pour avoir leur opinion. Les responsables du conseil rural¹⁴ et

¹⁴ Le conseil rural est l'organe délibérant de la collectivité locale (ici pour la communauté rurale). Il est composé de conseillers ruraux (élus locaux) choisis par vote (scrutin) pendant les élections locales et municipales du pays (dernière élection municipale et locale en date mai 2002).

les intervenants sociaux¹⁵ seront aussi interrogés pour recueillir leurs points de vue sur la question. Nous voulons interroger des habitants résidant dans les villages pour des raisons de la maladie ou d'autres raisons et âgés de vingt et un ans et plus afin d'avoir de multiples points de vue. Il s'avère donc pertinent, pour saisir la dynamique du processus d'intégration sociale de ces villages, d'interviewer des personnes représentant l'éventail des populations dont nous voulons obtenir les points de vue, soit :

- des résidents handicapés de la maladie de Hansen
- des résidents non atteints de la maladie
- des résidents «jeunes»
- des résidents «adultes»
- des résidents «anciens»¹⁶
- des intervenants sociaux du secteur privé et du secteur public qui agissent auprès des populations sans nécessairement y résider. Ces six (6) catégories de personnes serviront de points de repère pour établir l'échantillon des personnes faisant l'objet des entrevues individuelles et des entrevues de groupe (*focus group*).

Déjà, dans notre recension des écrits, nous avons pu comprendre que la vie communautaire dans les villages s'est construite par étape de même que l'intégration sociale. Les anciens qui ont vécu les débuts de la création de ces villages ne peuvent avoir en aucun cas les mêmes appréciations ou les mêmes perceptions que les jeunes qui sont nés après leur création. Les vécus et les fréquences de contact avec l'extérieur ne peuvent pas être les mêmes également. Il sera donc intéressant d'interroger les adultes, ce qui permettra de recueillir des informations variées et diversifiées en comparant les opinions de chacun et de remarquer s'il existe des différences et des ressemblances entre

¹⁵ On entend par intervenant social toute personne intervenant dans le VRS soit par le biais d'une association philanthropique nationale, soit une ONG nationale ou internationale ou soit par le biais d'une institution étatique publique.

¹⁶ Dans la culture sénégalaise, un « jeune » réfère à une personne qui est âgé entre 21 ans (âge majeur) et 39 ans; un « adulte » est une personne âgée entre 40 et 49 ans; un « ancien » désigne traditionnellement un vieux, un retraité, un vieillard c'est-à-dire une personne âgée de 50 ans ou plus. Le statut social occupe une place non négligeable dans cette catégorisation.

eux. Les actions déployées par les populations et les intervenants sociaux dans ce processus depuis la création des villages constitueront également un élément d'analyse.

Puisque nous nous intéressons en partie aux rapports interpersonnels entre les habitants de ces villages et leur collectivité locale, au processus d'intégration à cette collectivité, l'analyse des contacts nous permettra de comprendre les caractéristiques et les types de relation vécus avec les autres villageois d'un même terroir. Compte tenu que nous voulons rejoindre des personnes ayant des caractéristiques précises au sein de la population mère, l'échantillon typique sera privilégié puisque plusieurs caractéristiques peuvent être intégrées. Nous cherchons à constituer un échantillon des habitants des VRS qui correspond à des caractéristiques définies afin de répondre aux objectifs de la recherche. La diversité des personnes constituant l'échantillon facilitera une meilleure compréhension du phénomène. L'échantillon comprendra des personnes résidant dans trois villages de reclassement social parmi les 9 VRS du pays (Tableau 1) choisis à partir du processus de sélection par des *experts* expliqué plus haut et sur la base des indicateurs d'intégration mentionnés, soit l'**enracinement** dans le village, l'**interaction** entre les villageois et leurs **relations avec l'extérieur**.

Les 2 «villages typiques» retenus feront chacun l'objet de 5 entrevues individuelles et de 2 entrevues de groupe. Les cinq (5) personnes rencontrées individuellement seront choisies à l'intérieur des 6 catégories de population distinguées plus haut. Plus précisément, il s'agira de :

- 1 résident «ancien», handicapé ayant 50 ans ou plus
- 1 résident «adulte», handicapé ayant de 40 à 49 ans
- 1 résident «jeune», non handicapé ayant entre 21 et 39 ans
- 2 intervenants œuvrant à l'intérieur des ONG ou des associations philanthropiques.

Les entrevues de groupe organisées dans chacun des 2 «villages typiques» le seront sous la forme des deux *focus group* suivants :

- 1 *focus group* de 5 à 10 personnes avec uniquement des personnes handicapées de la maladie de Hansen
- 1 *focus group* de 5 à 10 responsables d'associations du village, en accordant une attention particulière pour que des représentants d'associations de femmes, de jeunes et de personnes handicapées y soient présents. Le «village-témoin» retenu pour fins de vérification et de complément d'information ne fera pas l'objet d'entrevues individuelles mais seulement d'une entrevue de groupe dont la composition sera déterminée ultérieurement après la cueillette d'information réalisée dans les deux «villages typiques».

Le nombre de trois (3) villages, de 10 entrevues individuelles et de cinq (5) entrevues de groupe correspond à notre souci d'intégrer un nombre suffisant et diversifié d'habitants dans notre échantillon. Comme le soulignent si bien Mayer et Deslauriers (2000 :183): «Dans la perspective d'une recherche qualitative, c'est davantage la diversité des cas retenus qui importe, non leur caractère représentatif, au sens statistique du terme». Ce nombre nous apparaît suffisant pour remplir les objectifs de la recherche. Les informations obtenues seront assez importantes pour bien documenter le phénomène à l'étude. Pour recruter les participants, les *chefs de village* des villages sélectionnés seront sollicités afin de permettre la sélection de nos participants en fonction des critères mentionnés précédemment. Les *chefs de village* sont des personnes résidentes dans les villages, élues ou désignées par les populations pour diriger l'autorité du village. Ils sont l'interface entre les habitants et les autorités administratives. Le contact avec les *chefs de villages* facilitera notre recrutement si nous tenons compte de leurs suggestions.

Pour chaque village de notre échantillon, le *chef de village* va être notre interlocuteur auprès des populations. Ainsi, il pourra nous suggérer des participants et nous transmettre les coordonnées des futurs participants afin que l'on puisse discuter de façon plus spécifique de la nature du projet de recherche et du déroulement des entrevues. Auparavant, les *chefs de village* pourront organiser des assemblées villageoises pendant

lesquelles nous expliquerons aux populations en langue locale, les objectifs du projet de recherche. Les présidents des conseils ruraux seront aussi informés du projet de recherche et des objectifs poursuivis.

4.4 Collecte des données

La collecte des données auprès des habitants des villages de reclassement social et des intervenants sociaux s'effectuera grâce à des entretiens semi-directifs à questions ouvertes et fermées. L'utilisation de cet outil de collecte de données permettra aux participants de s'exprimer librement tout en ayant un niveau de profondeur dans les réponses apportées. Puisque notre technique de collecte de données va s'appuyer sur des opinions, des points de vue des habitants, l'entretien semi-directif à questions ouvertes s'avère être la technique la plus adéquate. L'entrevue semi-dirigée (Savoie-Zajc, 2003; Mayer et Saint-Jacques, 2000 : 119-122), se prête bien à nos objectifs de recherche centrés sur les opinions des populations des VRS en matière d'intégration sociale dans leur collectivité locale respective ainsi que le changement apporté par les pratiques des différents intervenants sociaux, dans leur vie et dans leur village. Nous utilisons aussi d'autres outils de collecte de données comme les *focus group* puisque nous savons déjà que les populations se sont constituées en groupements, en organismes communautaires et en associations. Cet outil nous permettra de trianguler certaines informations obtenues individuellement et qui touchent la communauté. La recherche documentaire (Boisvert, 2003) sera aussi utilisée pour voir s'il n'y a pas d'écrits comme des rapports de mission ou de séminaire, des thèses ou des coupures de journaux qui traitent ou qui touchent notre sujet d'étude. L'observation directe et participante (Laperrière, 2003) va nous permettre de déchiffrer aussi certaines données issues de la situation vécue par les populations en lien avec nos objectifs de recherche.

Sur le terrain, nous allons disposer d'un journal de terrain pour noter l'ensemble des événements et des réactions survenus lors de notre collecte des données auprès des

participants. Les prises de note dans le journal de terrain faciliteront notre travail de construction de l'analyse de manière évolutive. Il s'agit d'interroger dans chacun des deux «villages typiques» sélectionnés trois habitants et deux intervenants sociaux, et de faire deux *focus group*. Un *focus group* avec un groupe d'handicapés de la lèpre et un autre avec un groupe de responsables d'associations, de regroupements et d'organismes à caractère social, seront réalisés dans chacun des villages choisis. Les organismes ou regroupements seront sélectionnés sur la base de leur reconnaissance officielle (possession d'un récépissé délivré par le ministère de l'intérieur et des collectivités locales) et de leurs activités à caractère social. Les entrevues prendront la forme de points de vue ou d'opinions des participants de ces villages. Cette technique nous permettra de saisir les significations individuelles données à l'intégration des VRS à l'intérieur de leur communauté de base précise. Dans ce cas-ci, les opinions seront orientées vers les thèmes liés aux facteurs négatifs ou positifs d'intégration des VRS et aux différentes pratiques employées pour les insérer ou les réinsérer dans la société sénégalaise.

Plus spécifiquement, les participants seront interrogés sur les différentes sortes de relations entre leur village et les autres villages de la même collectivité locale et comment ils voient l'avenir de ces villages par rapport à l'existence des collectivités locales. De plus, les dimensions liées aux champs d'intervention étatique ou privée telles que les actions éducatives, sanitaires, alimentaires, politiques et socio-économiques seront explorées puisqu'elles constituent des sphères dans lesquelles les pratiques intégratives et citoyennes se déploient. Ces thèmes seront pré-établis et serviront de guide d'entrevue. L'ordre dans lequel les questions seront inscrites au sein du guide d'entrevue pourrait en tout temps être modifié selon l'entrevue réalisée avec le participant. Malgré l'existence de thèmes pré-établis, une ouverture sera présente lors des entrevues afin de permettre aux participants de s'exprimer sur d'autres sujets qui n'auraient pas été abordés et qui seraient pertinents pour notre sujet de recherche. Nous voulons laisser plus de place aux participants dans les explications qu'ils nous racontent au sujet de leur vie dans les villages sans toutefois oublier les objectifs de recherche auxquels nous tentons de répondre.

Différentes stratégies d'entrevue seront utilisées afin de recueillir les données les plus significatives de notre recherche. Nous allons adopter des attitudes qui faciliteront le dévoilement des participants. L'empathie et l'écoute active constitueront des techniques que nous utiliserons afin d'encourager les participants à répondre selon leurs propres croyances et convictions. La langue locale sera privilégiée pour éviter des interférences ou des incompréhensions dans les discussions. Nous allons créer un climat de confiance propice au dialogue par un respect de la personne à interroger et accorder un grand intérêt à ce qu'elle nous raconte. Nous inciterons également les participants à développer leurs idées afin qu'ils aillent au bout de leurs réponses. Tout d'abord, avant les entrevues, nous exposerons aux participants les objectifs de la recherche et la nature de la collaboration demandée (formulaire de consentement libre et éclairé). Nous les rassurerons quant au respect de l'anonymat et de la confidentialité, et nous démontrerons l'importance de leur contribution à notre recherche (Mayer et Deslauriers, 2000). Durant les entrevues, les participants répondront aux questions et nous favoriserons l'obtention de réponses complètes par l'utilisation des techniques telles que la répétition, la reformulation et la synthèse. Les questions seront posées en langue locale, lentement et clairement. Pendant la conclusion de l'entrevue, nous vérifierons auprès du participant s'il y a des éléments qu'il n'a pas abordés et qui, selon lui, seraient pertinents pour le sujet de recherche. Nous résumerons les grandes lignes afin de nous assurer de notre compréhension et le participant pourra apporter en ce moment, des éléments complémentaires à l'entrevue.

Des entrevues individuelles d'une durée approximative d'une heure et trente minutes sont prévues. Elles seront enregistrées, si toutefois le participant ou la participante accepte qu'on l'enregistre et transcrites par la suite en français, afin de faciliter leur analyse. Pour gagner du temps, seules les entrevues individuelles seront transcrites tandis que les entrevues de groupe feront l'objet d'une prise de notes et de résumés. Cette étape de collecte de données s'effectuera en simultanéité avec l'analyse des entrevues déjà réalisées. La retranscription des points de vue nous permettra de faire ressortir rapidement des éléments d'analyse qui nous sembleront importants et de réajuster, s'il le faut, les prochaines entrevues.

L'entrevue se tiendra à l'endroit qui conviendra le mieux au participant. L'important est de s'assurer que le participant est seul ou du moins, que nous sommes dans un endroit tranquille afin de nous concentrer sur l'entrevue et de ne pas être dérangés par d'autres individus qui pourraient s'immiscer dans l'entrevue. Les *focus group* pourront se tenir à la place publique ou sous l'arbre à palabre du village ou un autre endroit, au choix des participants. Les participants aux *focus group* seront dans un premier temps un groupe d'handicapés de la lèpre et dans un deuxième temps un groupe de responsables d'associations, de regroupements et d'organismes à caractère social demeurant dans les villages.

4.5 Analyse des données

Cette partie correspond à une étape importante de notre recherche. Nous analyserons les données transmises par les participants pour en extraire les éléments qui se réfèrent aux facteurs positifs et négatifs d'intégration des VRS et aux pratiques des intervenants dans leur VRS. L'analyse inductive sera utilisée pour accéder au sens que les participants donnent à leur intégration dans les collectivités locales et aux blocages ou opportunités identifiés pour leur intégration. Pour faciliter l'analyse des données recueillies, nous privilégierons le regroupement des discours en sous-thèmes, afin de bien comprendre le vécu, l'histoire passée, actuelle et les opinions des habitants. Ces sous-thèmes alimenteront notre analyse et pourront se regrouper et faire émerger de nouveaux thèmes. Ils nous permettront de reconstruire des types d'éléments à intégrer dans le guide d'entrevue pour ne pas nous écarter des objectifs de recherche. Les thèmes identifiés seront :

- Relations entre le VRS et les autres villages de la même collectivité locale
- Relations entre le VRS et le conseil rural (organe exécutif et délibérant de la communauté rurale)
- Blocages identifiés par les habitants ou les intervenants sociaux pour l'intégration du VRS dans la collectivité locale

- Opportunités ou facteurs positifs d'intégration identifiés par les habitants ou les intervenants sociaux pour l'intégration du VRS dans la collectivité locale
- Actions des intervenants sociaux dans les VRS

Les thèmes mentionnés ci-haut correspondent aux éléments théoriques amenés précédemment dans le corps de notre travail. Afin de bien comprendre la vie actuelle des habitants, ces thèmes alimenteront notre analyse et pourront se regrouper et faire émerger de nouveaux thèmes. L'analyse de contenu thématique constituera la méthode employée pour l'analyse des entretiens. Les quatre étapes de l'analyse de contenu seront : la pré analyse, la codification, la catégorisation, l'analyse et l'interprétation des résultats.

4.5.1 La pré analyse

Il s'agira à cette étape de recueillir, d'analyser et d'organiser le matériel consigné et de procéder à plusieurs lectures des transcriptions écrites des entrevues réalisées. Elle permettra d'obtenir une vision globale des données obtenues pendant l'entrevue (Mayer et Deslauriers, 2000). La familiarisation avec l'ensemble des données permettra de faire des mémos d'analyse et de reconnaître déjà des regroupements de sous-thèmes assortis de l'entrevue.

4.5.2 La codification

Cette étape s'effectuera de façon inductive à partir des éléments de similitudes qui ressortiront du matériel. Nous essayerons de faire ressortir les unités de sens, soit un mot ou groupe de mots ou un thème qui comportent un sens complet en lui-même (Mayer et Deslauriers, 2000). Auparavant, toutes les unités de sens seront codifiées pour faire ressortir le plus grand nombre de concepts et de catégories possibles (Laperrière, 1997).

Cette période s'accompagnera d'une réflexion personnelle, consignée sous forme de journal de bord qui est un recours personnel pour susciter différentes réflexions.

4.5.3 La catégorisation

Cette étape consistera à mettre en catégories les codes obtenus lors de la codification. Les thèmes mentionnés plus haut serviront de point de départ pour les catégories mais il y a possibilité de laisser une place à d'autres catégories induites en cours d'analyse. Par ailleurs, d'autres catégories pourront émerger lors de l'analyse du matériau ou encore les catégories préexistantes pourront se transformer en cours d'analyse des données.

4.5.4 Analyse et interprétation des résultats

Cette dernière étape, consistera à rassembler toutes les unités de sens dans les catégories existantes. Deux types d'analyse seront réalisés; d'une part l'analyse interne visera à extraire les grands éléments d'analyse, faire les liens entre les idées de l'ensemble du matériau et repérer les grands thèmes présents ou absents (Mayer et Deslauriers, 2000). Chaque verbatim sera analysé individuellement afin de faire ressortir les éléments les plus importants dans l'analyse. Les facteurs positifs et négatifs d'intégration des VRS seront abordés dans le cadre de cette analyse interne. L'analyse externe, quant à elle, servira à replacer dans le contexte social et politique les significations et les sens employés par les participants à la recherche. Enfin, nous procéderons à une analyse globale et comparative entre les participants à la recherche notamment autour du processus de l'intégration des VRS dans leur collectivité locale et les différentes pratiques employées par les intervenants sociaux dans les villages. Nous souhaitons également identifier quelques grandes tendances au niveau de la diversité des points de vue des différentes catégories sociales (anciens, jeunes, adultes, groupe de responsables

ou groupes handicapés) sur le processus d'intégration des VRS, les difficultés et les avantages identifiés par chacune des catégories.

4.6 Considérations éthiques

Le sujet de recherche ne comportait pas de risques physiques pour les participants. Aucun recours à des éléments biologiques n'était utilisé dans cette recherche. Toutefois, les entrevues réalisées pouvaient, théoriquement, faire vivre de la fatigue ou un inconfort psychologique aux participants. Ceux-ci pouvaient à tout moment faire une pause ou se retirer de l'entrevue s'ils ressentaient une fatigue ou un malaise insurmontable. Nous étions prêt à assurer le support et l'écoute auprès des participants si un tel événement s'était produit. Par ailleurs, le risque encouru que ce soit la fatigue ou le malaise, était mince car les participants avaient connu préalablement la nature et les objectifs de la recherche et pouvaient accepter ou non de participer à la recherche. La présente recherche se situait donc, sous le seuil de risque minimal (SÉSR¹⁷, 2005 : 4).

Les normes et règles éthiques ont été respectées afin que des problèmes tels que le bris de confidentialité, le non respect de l'anonymat et la violation de l'intimité ne se produisent pas. Les personnes qui ont participé à l'étude ont donné leur consentement libre et éclairé tel que nous le leur avons demandé dans le cadre de cette recherche. Les inconvénients et les avantages liés à leur participation au projet ont été clairement identifiés au préalable. Les participants ont pris connaissance et signé le formulaire de consentement (voir annexe C et D). Aucun nom de participant ou de village n'a figuré sur le matériel de travail (cassettes, résumés, verbatim) pouvant servir à relier les données individuelles à une personne en particulier. Nous avons utilisé sur le matériel de travail des noms fictifs québécois et des codes alphabétiques pour désigner des noms de villages ou de personnes. Une feuille de signification des codes alphabétiques utilisés, protégée par un mot de passe, a été conservée sur notre ordinateur dont un double a été envoyé à l'une de

¹⁷ Secrétariat des Études Supérieures et de la Recherche

nos adresses électroniques. Le matériel de la cueillette des données a été conservé parmi nos effets personnels lors de notre séjour au Sénégal, puis mis sous clé à notre résidence de l'Université de Sherbrooke, à notre retour. Les verbatim, les cassettes audio et les données issues des entrevues conservées sous clé, seront détruites en 2008. Ces mesures prises ont été clairement expliquées aux différents participants à l'étude. Afin de s'assurer du respect des normes éthiques en vigueur, le devis de recherche a d'abord été soumis pour approbation au comité d'éthique de la recherche de la faculté des lettres et sciences humaines (SÉSR, 2005), puis, a fait l'objet des échanges de suivi avec notre directeur de recherche.

CHAPITRE 5 : PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

5.1 Limites rencontrées pour la cueillette des données sur le terrain

5.1.1 Adaptation du plan de cueillette original

La sélection des villages s'est faite avec la collaboration de cinq (5) *experts* à qui nous avons soumis la grille d'évaluation du degré d'intégration des villages comportant trois indicateurs clairement choisis et la liste des neuf (9) villages. Nous leur avons précisé aussi que pour des raisons d'accessibilité et de sécurité, les villages du sud (Teubi, Diambo, Djibélor et Fadiga) ne devraient pas être pris en compte. Ce sont donc cinq (5) villages au lieu des neuf (9) villages prévus à l'origine dans notre plan de cueillette qui ont constitué la base de sélection des trois (3) villages pour la cueillette des données. Ces personnes, en l'occurrence le représentant de la direction de l'action sociale (DAS), le responsable du programme social de la DAHW (Association allemande pour l'aide aux lépreux et aux tuberculeux) qui intervient dans tous les villages de reclassement social(VRS) depuis 1979 et trois directeurs de CPRS (centre de promotion et de réinsertion sociale), ont joué le rôle d'*experts* consultés dans le processus de sélection des villages parce qu'ils connaissent assez bien tous les VRS. De plus, ils comprenaient bien la signification des indicateurs utilisés. Les indicateurs choisis furent, tel que prévu : **l'enracinement**, **l'interaction interne** et les **relations avec l'extérieur**. Sur les cinq *experts*, seulement trois ont envoyé leur réponse avec une liste ordonnée des villages, allant du plus intégré au moins intégré, en tenant compte des trois indicateurs qui leur ont été expliqués de la même manière à chacun d'entre eux. La non participation des deux (2) autres *experts* s'explique par le fait qu'ils étaient en plein mouvement de réaffectation de nouveaux postes de travail à l'intérieur du pays. Une information qu'on a eue tardivement et eux aussi ils pensaient pouvoir répondre à notre grille dans les délais, ce qui n'a pas été fait. Et comme nous ne pouvions plus attendre par manque de temps, nous nous sommes contentés des réponses envoyées par les trois *experts*. Les trois *experts* participant

étaient : le responsable du programme social de l'ONG la DAHW, le représentant de la direction de l'action sociale (DAS), travailleur social et membre de la division pour la promotion des personnes handicapées du ministère du développement social et de la solidarité nationale du Sénégal et le chef de service départemental du développement social et de la solidarité nationale de la ville de Mbour. Après regroupement et comparaison des résultats, une tendance commune s'est dégagée donnant le VRS de Peycouck comme village le plus intégré. Le VRS de Mballing vient en deuxième position car deux *experts* l'ont évalué comme village plus intégré. De la même manière, les résultats de deux *experts* ont montré le VRS de Koutal moins intégré et le VRS de Sowane comme village à intégration moyenne. Ainsi, en respectant la tendance majoritaire issue du dépouillement des résultats nous avons pris et classé les villages de la manière suivante :

- Peycouck «village typique» parmi les plus intégrés
- Koutal «village typique» parmi les moins intégrés
- et, Sowane village à intégration moyenne que nous avons appelé «village-témoin».

L'expression «villages typiques» nous réfère aux deux premiers villages et celle de «village-témoin» se réfère au dernier. Nous avons fait des entrevues individuelles et des rencontres de groupe dans les deux «villages typiques» à savoir Peycouck et Koutal. Le «village-témoin» en l'occurrence Sowane a fait l'objet d'une rencontre de groupe tenue à la fin du travail de cueillette sur le terrain dans le but de vérifier certaines constations faites à Peycouck et à Koutal et de compléter la cueillette d'éléments d'information. Rappelons les deux objectifs de cette recherche qui étaient de :

- Faire l'inventaire et l'analyse des facteurs positifs et négatifs d'intégration des VRS dans leur collectivité locale respective, identifiés par les populations et les intervenants sociaux, à l'heure où la décentralisation interpelle les populations à la base;

- Analyser les principales pratiques d'intervention déployées dans les VRS pour mieux saisir les philosophies qui les sous-tendent et leur impact sur la vie des populations afin de proposer des pistes de changement orientés vers une meilleure intégration des villages privilégiant le développement local, social et communautaire.

Afin de les atteindre, nous avons jugé pertinent de donner la parole aux habitants résidant dans les trois villages et âgés de vingt et un ans ou plus. Les intervenants sociaux ont aussi été interrogés pour recueillir leurs points de vue sur la question. Nous avons interrogé des habitants résidant dans les trois villages pour des raisons de la maladie ou d'autres raisons et âgés de vingt et un ans ou plus afin d'avoir de multiples points de vue. Ainsi, pour saisir la dynamique du processus d'intégration sociale de ces villages, nous avons interviewé, tel que prévu, des personnes représentant l'éventail des populations dont nous voulions obtenir le point de vue, soit :

- des résidents handicapés de la maladie de Hansen
- des résidents non atteints de la maladie
- des résidents «jeunes»
- des résidents «adultes»
- des résidents «anciens»
- des intervenants sociaux du secteur privé et du secteur public qui agissent auprès des populations sans nécessairement y résider. Ces six (6) catégories de personnes nous ont servi de repères pour établir notre échantillon des personnes faisant l'objet des entrevues individuelles et des *focus group*. Précisément, tel que prévu, il s'agit de :
 - 1 résident «ancien», handicapé ayant 50 ans ou plus
 - 1 résident «adulte», handicapé ayant entre 40 à 49 ans
 - 1 résident «jeune», non handicapé ayant entre 21 et 39 ans
 - 2 intervenants œuvrant à l'intérieur des ONG ou des associations philanthropiques

L'échantillon réel comprend ainsi, tel que prévu, des personnes résidant dans les trois villages déjà choisis à partir du processus de sélection des *experts*. Tel que prévu, les 2 «villages typiques» retenus ont fait chacun l'objet de 5 entrevues individuelles et de 2 entrevues de groupe. Les 5 personnes rencontrées individuellement ont été choisies à l'intérieur des 6 catégories de population distinguées plus haut. Pour recruter les participants, les *chefs de village* des villages sélectionnés ont été sollicités afin de permettre la sélection de nos participants en fonction des critères mentionnés précédemment. Les *chefs de village* ont été nos interlocuteurs auprès des populations durant tout notre séjour sur le terrain. Ils nous ont aidés aussi dans le choix des associations, des regroupements et des organismes communautaires à caractère social devant participer aux différents *focus group*. Les critères pour sélectionner les organismes ont reposé sur leur reconnaissance officielle et leurs activités à caractère social.

Il importe de signaler que les critères de choix selon les 6 catégories ont été respectés. Toutefois, au niveau du critère d'âge nous avons interviewé dans chacun des 2 «villages typiques» deux participants ayant 50 ans ou plus au lieu de deux résidents «adultes», handicapés ayant de 40 à 49 ans tel que prévu, au départ pour les entrevues individuelles. Au village de Peycouck, nous n'avons pas pu interroger l'intervenant social du secteur public pour raison de son réaffectation à un autre poste. Ce qui constitue un changement par rapport au plan original de collecte des données. Cependant, dans le village de Koutal, nous avons pu interroger les 2 intervenants sociaux à savoir celui du secteur public et celui du secteur privé. Il faut aussi noter que dans les entrevues individuelles nous n'avons rencontré aucune participante féminine ni à Peycouck ni à Koutal, ce qui constitue une limite dans la cueillette des données. Toutefois, nous avons retrouvé les femmes et les jeunes en nombre considérable pendant les différents *focus group*. Les suggestions des *chefs de village* dans le choix des participants individuels et des responsables d'organismes participant aux rencontres de groupe et la transmission des coordonnées de ces derniers, nous ont facilité la discussion avec les différents participants sur la nature de la recherche et du déroulement des entrevues.

5.1.2 Déroutement des entrevues

Après la sélection des participants, la prise de contact s'est déroulée en trois étapes. D'abord, les *chefs de village* ont pris l'initiative d'informer les futurs participants et les différents responsables d'associations, de regroupements et d'organismes communautaires. Une rencontre d'information sur les objectifs de la recherche a eu lieu dans chaque village en présence des responsables d'organismes communautaires, des associations, des regroupements, des élus locaux et du chef de village. Ensuite, nous nous sommes déplacés pour aller les rencontrer individuellement pour leur expliquer ce que nous voulions faire et fixer des rendez-vous avec eux tout en tenant compte de leur disponibilité. Enfin, nous avons fait le tour des différents participants selon les horaires et les lieux de rencontre déjà fixés pour entamer les entrevues individuelles. Auparavant, nous avons rencontré les autorités administratives comme les sous-préfets, les présidents de conseils ruraux et les conseillers ruraux pour les informer de la recherche et des villages participant à notre échantillon. Les responsables des ONG et de la direction de l'action sociale ont été informés de la recherche et de son déroulement. La cueillette des données s'est effectuée durant les mois d'avril et mai 2007. Il faut ajouter aussi que sur le terrain nous avons réajusté notre planning plusieurs fois afin de respecter la disponibilité de nos participants. Il nous arrivait également de passer des nuits dans les villages pour mieux observer certains faits susceptibles d'enrichir nos données.

Toutes les entrevues individuelles se sont déroulées au domicile des répondants et le plus souvent dans leur chambre, en dehors de toute autre présence. Les entretiens avec les intervenants sociaux se sont déroulés dans leur propre bureau de travail et sur rendez-vous. Nous avons évité de déplacer les participants individuels pour ne pas les contrarier et les mettre mal à l'aise pendant les entrevues. Les rencontres de groupe se sont déroulées dans des lieux publics comme l'enceinte de l'école publique ou la cour du poste de santé ou la place publique du village.

Tous les entretiens se sont déroulés soit en avant-midi ou en début de soirée pour éviter la chaleur et les heures de repas. Au début de chaque entrevue, nous avons pris le soin de nous présenter en tant qu'étudiant en formation et non comme un représentant de l'administration ou d'un parti politique, de définir les objectifs de la recherche, les dispositions prises pour assurer l'anonymat des participants. Nous avons aussi pris le temps d'expliquer aux participants les thèmes à discuter. Nous avons aussi expliqué la nécessité d'enregistrer les entrevues individuelles pour ne pas trahir la pensée des participants. Les entrevues ont duré en moyenne entre une heure et une heure et demie.

Les entrevues se sont déroulées en langue nationale wolof pour les participants résidants et en français pour les intervenants sociaux. Toutes les entrevues individuelles ont été enregistrées sur un magnétophone. L'administration des guides d'entretien et la transcription des entrevues ont constitué des opérations fastidieuses. Durant les entrevues, nous avons adopté des attitudes favorables à une écoute attentive et à la création d'un climat propice à des entrevues fructueuses. Elles se sont déroulées dans un climat de courtoisie et de cordialité. Nous avons accompagné les entrevues d'une prise de notes pour relever les réactions des participants, décrire l'ambiance générale de la scène et retenir des observations et des impressions qui sont utiles dans l'analyse des données. Nous avons remarqué que pendant les entrevues, il y a des répondants qui ont manqué d'assurance dans les réponses. Nous nous sommes rendus compte également qu'à la fin des entrevues, lorsque nous cessions d'enregistrer, se développait un débat plus détendu et plus riche sur certains points assez sensibles que le participant semblait évacuer dans l'entrevue. Les données complémentaires réunies à l'occasion de la prise de notes ont été de nature à nous aider à avoir une meilleure compréhension des thèmes abordés dans les différentes entrevues.

5.1.3 Les données recueillies par rapport à nos attentes

Notre recherche devait répondre à deux objectifs qui nécessitent de donner la parole aux résidents des VRS choisis et des intervenants sociaux qui les accompagnent dans le processus d'intégration dans les collectivités locales. Les deux objectifs étaient de : (1) faire l'inventaire et l'analyse des facteurs positifs et négatifs d'intégration des VRS dans leur collectivité locale respective, identifiés par les populations et les intervenants sociaux, à l'heure où la décentralisation interpelle les populations à la base et (2) analyser les principales pratiques d'intervention déployées dans les VRS pour mieux saisir les philosophies qui les sous-tendent et leur impact sur la vie des populations afin de proposer des pistes de changement orientés vers une meilleure intégration des villages privilégiant le développement social, local et communautaire. Ainsi, les entrevues organisées nous ont permis d'obtenir plusieurs éléments d'information sur notre sujet de recherche. Les participants nous ont livré leur opinion, leur point de vue sur toutes les questions demandées et qui sont en lien avec le thème central. Nous avons pu tirer une panoplie de réponses diverses et variées tant au niveau des entretiens individuels qu'au niveau des entretiens de groupe.

De manière générale, nous pouvons dire que les données recueillies correspondent parfaitement aux objectifs poursuivis par la recherche. Nous avons aussi pris connaissance sur le terrain de deux programmes (RBC et PSR/VRS) lancés par l'État du Sénégal qui intègrent la problématique de notre recherche. Nous avons même été invités à participer à un séminaire de trois jours qui consistait à informer les différents intervenants sociaux du secteur public sur le contenu et l'exécution des deux programmes. Par la suite, nous avons pu consulter des documents qui traitent de ces deux programmes. Nous avons remarqué que ces programmes intègrent aussi la logique du développement local. À Koutal, nous avons pu assister au renouvellement du conseil d'administration (CA) du groupement d'épargne et de crédit (GEC). Les travaux étaient dirigés par le chef de service régional du développement social et de la solidarité

nationale de la région de Kaolack. Le fait d'assister au séminaire et au renouvellement du GEC de Koutal nous a permis d'avoir des informations complémentaires qui ont enrichi notre cueillette de données.

Seulement, il faut souligner qu'au niveau des *focus group* avec le groupe des handicapés de la lèpre de Peycouck et Koutal, nous avons constaté des réponses récurrentes dans la cueillette des données mais cela n'affecte en rien la richesse du contenu. Le manque d'information de la part de certains participants en entrevue individuelle, sur certains thèmes comme les rapports entre un VRS et son conseil rural, constitue également un point faible dans la cueillette des données mais un élément important dans notre analyse. Le fait que nous n'ayons pas rencontré aucune participante dans les entrevues individuelles, n'a pas aidé dans la variation des profils des participants. Cependant, elles étaient très représentées pendant les entrevues de groupe. Les femmes et les jeunes constituent actuellement les principaux acteurs capables de porter les changements à apporter dans les VRS. Cet aspect est ressorti dans la plupart des interventions des répondants au cours des entrevues individuelles et de groupe. Les intervenants sociaux sont tous conscients que sans les jeunes et les femmes de ces villages, les projets ou programmes destinés à ces villages vont atteindre difficilement leur objectif. Ainsi, ils doivent jouer le rôle d'entremetteur dans le processus d'intégration des villages dans leur collectivité locale.

5.2 Présentation des trois (3) VRS enquêtés :

Dans les villages traditionnels du Sénégal, de manière générale, la caractéristique essentielle est l'existence d'une famille élargie, fondement du consensus et de la solidarité familiale et intra-communautaire. Cependant, les VRS se particularisent par le nombre relativement élevé de personnes vivant seules et de couples sans enfants ou avec enfants mineurs, parmi les chefs de ménages (DAHAW, 2003 :17). Dans cette catégorie nous remarquons la présence de jeunes mineurs ou de personnes âgées qui ont un statut

de célibataires, de veufs sans enfants ou de divorcés et non rattachés par des liens de sang ou d'alliance à d'autres familles dans les villages. Dans cette étude, nous nous sommes focalisés sur trois (3) VRS (Peycouck, Sowane et Koutal) sur les neuf (9) initialement présentés, choisis sur la base des critères de sélection définis.

5.2.1 VRS de Peycouck

Créé officiellement en 1916, le VRS de Peycouck se situe dans la région de Thiès, à 3 kms de la ville de Thiès sur la route de Khombol. Il fait partie de la communauté rurale de Fandène, dans l'arrondissement de Keur-Mousseu. La population est estimée entre 2000 et 3000 habitants. Elle est composée d'ethnies wolof, sérère, toucouleur, mandingue, diola, maure et autres. Les activités principales dans ce village sont : le commerce, l'élevage domestique et l'agriculture sous pluie et hors pluie (le maraîchage). La mendicité est aussi une activité très présente chez les handicapés de ce village. Cette activité est pratiquée dans les grands centres urbains comme Dakar et Thiès par les handicapés de la lèpre demeurant à Peycouck. Ces handicapés mendiants ont un comportement un peu particulier car ils peuvent faire un à deux mois dans ces villes sans aller au village en passant les nuits sur les trottoirs sans intimité. Les secteurs d'activité cités plus haut sont les plus pourvoyeurs de revenus pour ces populations. Le village de Peycouck dispose d'une école publique primaire, d'un poste de santé, d'un puits artésien, d'un périmètre maraîcher, d'une mosquée, d'une école maternelle, d'ordinateurs pour l'école primaire. Le village est électrifié et connecté au réseau national de la téléphonie fixe et mobile. Avec le puits artésien, presque tout le village est alimenté en eau potable.

Sur le plan de l'organisation interne, le village est dirigé par un *chef de village* élu par ses pairs qui représente l'autorité administrative dans le village. L'actuel *chef de village* est le quarante troisième chef de ce village. Le *chef de village* joue le rôle d'intermédiaire entre les autorités administratives et les habitants de son village. Il a une reconnaissance officielle signée par le ministère de l'intérieur et des collectivités locales du pays (ce qui

est en contradiction avec la Loi 03-76 du 25 mars 1976). Son élection doit se faire en présence du sous-préfet de son arrondissement ou de son représentant et doit se dérouler de façon démocratique et transparente mais dans les faits, les élections dans les VRS se font rarement pour ne pas dire jamais. Le plus souvent, les chefs du village des VRS ont été désignés ou ils sont des héritiers du pouvoir. Ils travaillent en collaboration avec le conseil rural et doivent être informés des décisions importantes prises par le conseil rural au même titre que le conseiller rural. Le *chef de village* est chargé d'aider le conseil rural dans la collecte des taxes rurales et des impôts annuels et de livrer toutes les informations dont les autorités administratives ont besoin et qui concernent son village. Il doit également être mis au courant de tout ce qui se passe dans son village. Il est le seul à pouvoir détenir le registre du village où les déclarations de naissance et de mariage sont paraphées. Souvent il a à ses côtés des anciens qu'on appelle communément notables qui l'appuient dans l'exercice de ses fonctions. Sur le plan de l'habitat, il y a une forte tendance à la modernisation avec une prédominance de matériaux modernes (briques en ciment, toiture en zinc ou en ardoise, du fer, etc.) dans la construction de maisons en dur et même des maisons à étages. Le village compte sur une dynamique organisationnelle communautaire et associative comme le traduit son intégration dans l'espace local. Le village a deux conseillers ruraux chargés de le représenter auprès du conseil rural. Ce qu'il faut noter dans ce village, c'est la faible représentativité associative des personnes handicapées de la lèpre du village sur le terrain par rapport aux ressources humaines importantes non engagées dans le processus de développement, notamment certains jeunes cadres.

5.2.2 VRS de Koutal

Créé officiellement en 1946, le VRS de Koutal se trouve dans la région de Kaolack, à 4 kms de la ville de Kaolack. Il fait partie de la communauté rurale de Ndiaffatt. La population est estimée entre 650 et 700 habitants. Elle est composée d'ethnies wolof, toucouleur, sérère et autres. Les principales sources de revenu sont l'agriculture sous

pluie, l'élevage, le commerce et la mendicité. Malgré la mise en place du pavillon spécial, il y a des handicapés qui vont jusqu'à Dakar, la capitale nationale pour faire la mendicité. Le village dispose d'une école maternelle, d'un moulin à mil, d'une mosquée, d'une cabine téléphonique (car il n'y a pas de téléphones fixes dans les maisons), d'un magasin céréalier et d'un pavillon spécial pour personnes handicapées et âgées. Le village est électrifié et est connecté au réseau national de la téléphonie fixe et mobile. Il est branché sur le réseau de la Société des eaux du Sénégal (SDE), tout le village est alimenté en eau potable. Il existe aussi des bornes fontaines publiques installées dans les grandes places publiques du village où les villageois peuvent venir chercher de l'eau à des fins domestiques. Il faut ajouter une particularité pour ce village, la principale source de revenus surtout pendant l'hivernage pour les femmes, reste la culture du gombo.

Sur le plan interne, normalement le village devrait être dirigé par un *chef de village* mais pendant nos enquêtes, le village était confronté à un problème de choix d'un *chef de village* officiel. Il s'agit, d'une part, d'un conflit de génération entre les anciens et les jeunes, et, d'autre part, le refus d'une partie à respecter les résultats du vote. À l'image du village de Peycouck, la dynamique organisationnelle communautaire est présente dans le village de Koutal. Les populations se sont constituées en groupements de femmes, en associations de jeunes et en comité villageois de développement. Les personnes handicapées de la lèpre se sont aussi constituées en association pour mieux défendre leurs droits et devoirs. Sur le plan de la représentativité au niveau communautaire local, le village n'a pas de conseillers ruraux chargés de le représenter au sein du conseil rural. Par contre le représentant des associations des parents d'élèves de la communauté rurale de Ndiaffatt auprès du conseil rural, habite le VRS de Koutal. Le village est loti mais il faut dire que le village ne dispose pas de suffisamment d'espace pour pratiquer la culture hivernale même si l'État lui a octroyé 50 hectares sans un papier officiel et le sol est marécageux, non praticable pour l'agriculture.

5.2.3 VRS de Sowane

Il se trouve dans la communauté rurale de Diouroup, dans la région de Fatick et fut créé en 1936. Il est très distant de la ville de Fatick et du siège du conseil rural. Sa population est estimée entre 300 et 400 habitants. Elle est composée principalement d'ethnies sérère, wolof et toucouleur avec une forte dominance des sérères. Les principales activités productives de revenus restent l'agriculture, l'élevage et le commerce. L'agriculture est alliée avec la pratique de l'arboriculture (des vergers) pour la récolte des mangues et d'autres produits fruitiers. Le village dispose de puits traditionnels¹⁸ et d'un puits artésien pour son alimentation en eau potable. L'électrification du village a commencé en 2005 seulement, ce qui fait qu'il y a beaucoup de familles qui n'ont pas encore accès à l'électricité. Le village n'a pas de poste de santé comme le village de Peycouck ce qui pose le problème de l'accès aux services de santé. À l'image des autres villages, il est dirigé par un *chef de village* désigné par les populations. Nous notons la présence de structures organisationnelles communautaires comme les groupements de femmes, les associations de jeunes, les associations de développement et un comité villageois de développement. Il faut noter aussi que c'est le seul village où les cadres du village se sont constitués en association pour participer au développement de leur localité. Ces jeunes cadres ont pu obtenir le financement d'un projet d'élevage bovin par le biais du fonds national de promotion de la jeunesse (FNPJ)¹⁹.

Sur le plan de l'intégration, le village de Sowane reste très peu intégré en comparaison de Peycouck ou Koutal à cause de sa position géographique mais aussi par rapport à l'absence de certaines infrastructures de base telles qu'un poste de santé, une école publique primaire et des ordinateurs. La mendicité est présente chez les habitants de ce village, tout comme à Peycouck et à Koutal, car beaucoup de personnes handicapées de la

¹⁸ Il s'agit d'un puits traditionnel foré par les moyens artisanaux utilisés par les villageois à la différence des puits artésiens dont le forage est fait avec des moyens modernes et d'où l'eau est tirée avec des motopompes. Le puits artésien est appelé «forage» au Sénégal.

¹⁹ C'est un fonds institué par l'État sénégalais et dont l'objectif est d'appuyer financièrement les projets des jeunes.

lèpre se déplacent pour aller à Dakar, la capitale nationale du pays pour y pratiquer la mendicité qu'elles jugent comme une source de revenus. Le village est loti comme celui de Koutal mais la construction des maisons reste à terminer. Certaines personnes sont toujours dans l'attente d'une aide d'ONG ou de la disponibilité de leurs propres moyens pour construire leur maison.

CHAPITRE 6 : ANALYSE DES RÉSULTATS

6.1 Facteurs d'intégration des VRS dans leur collectivité locale :

6.1.1 Facteurs positifs à l'intégration des VRS

Notre recherche n'étant pas orientée vers une évaluation quantitative mais plutôt vers une compréhension du processus d'intégration des VRS dans leur collectivité locale et des obstacles rencontrés dans ce processus, les résultats qui suivent sont le fruit des constatations et des propos issus des entretiens avec les populations et les intervenants sociaux et de notre observation de l'état actuel des villages de reclassement social (VRS).

Le transfert des compétences au terme de la décentralisation adoptée en 1996, accroît le rôle et la responsabilité des collectivités locales dans le choix, l'élaboration et l'exécution des programmes de développement et dans l'administration de la communauté dont font partie les VRS. La participation et la responsabilisation des populations comme axe stratégique constituent un indicateur non négligeable pour jauger le niveau du développement social tel que voulu par la décentralisation dans les différentes collectivités locales du pays. Ainsi, les VRS qui font partie de ces collectivités locales et qui sont longtemps restés dans l'exclusion, ont un rôle à jouer dans cette nouvelle vision politique, économique et sociale. Aujourd'hui, les mutations socio-démographiques et même économiques ont façonné un autre visage pour ces villages. Aujourd'hui, avec les progrès remarquables de la médecine moderne, la lèpre n'est plus une maladie de santé publique au Sénégal. C'est une maladie maîtrisée tant sur le plan de la contamination que sur le plan de l'invalidité et de la mutilation. Les personnes affectées par la maladie sont guéries mais certaines d'entre elles continuent d'en porter les séquelles. Elles se sont mariées entre elles et ont mis au monde des enfants qui ont grandi et qui se marient souvent entre eux. S'y ajoute que le nombre de malades cherchant refuge dans les VRS a

fortement baissé voire même est inexistant depuis les quatre dernières années. Cette situation a donné aujourd'hui, dans les villages, une espèce de boom démographique avec plus de bien-portants et moins de personnes handicapées de la lèpre. Par exemple, l'explosion démographique à Peycouck correspond à l'époque de la stabilisation des malades par l'introduction de la PCT (polychimiothérapie) (DAWH, 2003 :16). Ce qu'il faut rappeler c'est qu'après avoir vaincu la maladie, les anciens malades ont commencé à penser à la reproduction humaine (DAHW, 2003 : 16). Comme l'explique si bien l'intervenant M.T.²⁰ : *«C'est ainsi qu'ils ont commencé à se marier entre eux car c'est une maladie qui ne touche pas seulement les hommes, elle touche aussi les femmes. Ils ont constitué des familles en mettant au monde des enfants sains et saufs»*. Certains jeunes de ces villages ont fait des études jusqu'au niveau universitaire et certains sont devenus des cadres c'est-à-dire des enseignants, des professeurs, des infirmiers d'État, des consultants et autres dans ces villages. Ils appuient, aident et soutiennent leurs parents qui ont connu cette maladie et qui n'ont plus les moyens de mener une activité productrice de revenus.

Il y a donc la présence d'une minorité de personnes handicapées de la lèpre ou affectées par la lèpre, et la probabilité de trouver une personne affectée par la lèpre augmente au fur et à mesure que l'on remonte l'échelle des âges. C'est une caractéristique qui est en rapport avec la tendance générale liée au recul de la lèpre et à l'arrêt de l'arrivée de nouveaux malades dans les VRS. Nous remarquons cependant, qu'une bonne partie d'enfants mineurs est issue de parents affectés par la maladie. Il faut ajouter aussi que les campagnes d'information, d'éducation et de communication (IEC) sur la lèpre, la prévention des invalidités, la polychimiothérapie (PCT) et les progrès obtenus dans le processus d'intégration de la lèpre dans le système de santé général du Sénégal, pourraient être une autre explication des résultats obtenus dans ce domaine. Ce qu'il importe de souligner est que le handicap concerne plus les personnes âgées de manière générale, une catégorie sociale qui se trouve en première ligne dans la survie et la reproduction des ménages particulièrement chez les hommes.

²⁰ Les initiales utilisées dans ce document ne sont pas les vraies initiales des participants, elles sont fictives.

Nous voyons nettement que dans la catégorisation sociale des individus des VRS, l'âge intervient comme un facteur de légitimation et de reconnaissance sociale. L'âge indique que l'individu fait partie d'une catégorie sociale fondatrice d'une communauté et à ce titre l'individu mérite respect, considération et appartient au cercle des membres des instances de décision. À part l'âge, la date d'arrivée dans le VRS constitue un autre facteur déterminant dans l'échelle de la valorisation sociale des individus dans le village comme il est si clairement souligné dans le rapport des enquêtes de ménages de la DAHW de 2003. Les habitants ont créé une sorte de graduation des ménages et des individus selon leur ordre d'arrivée dans le village. Cette graduation est une justification aujourd'hui de la mainmise des anciens et des plus âgés sur les instances de décision et bloque les velléités d'émergence des jeunes et des autres groupes sociaux comme les femmes, les personnes handicapées non anciennes et les jeunes affectés par la maladie. Cette puissance des anciens dans les prises de décision est très présente dans le VRS de Koutal que nous avons enquêté dans lequel éclate déjà un conflit de génération entre vieux et jeunes. Les vieux se considèrent toujours comme les fondateurs de ces villages et de ce fait ils pensent qu'ils doivent tout contrôler; comme le précise si bien l'intervenant P.R. : *«Nous avons compris que certains disent que dans un village de lépreux, les jeunes ne pourront jamais diriger tant que les vieux seront là. Mais si les vieux veulent nous mettre dans l'obscurantisme, nous les jeunes, nous allons refuser. Et actuellement, on est dans cette mouvance là»*. Ainsi, les jeunes de ce village ont fait une forte mobilisation pour s'exprimer sur la situation léthargique de l'autorité administrative du village en l'occurrence le chef du village.

En dehors de l'aspect démographique, l'aspect institutionnel et organisationnel est à prendre en compte dans le processus d'évolution des VRS, à l'intérieur comme à l'extérieur des villages. Les associations de jeunes, les groupements de femmes et les associations de personnes handicapées ont une vocation liée à la mobilisation de la solidarité locale. Ainsi, ces groupes jouent un rôle capital dans l'intégration et la socialisation des membres. De plus, les groupements d'intérêt économique (GIE) et les

groupements d'épargne et de crédit (GEC) visent la promotion économique et sociale de leurs membres. Le GIE est un regroupement avec un effectif restreint de membres ayant le même objectif et exerçant la même activité économique. Les GEC sont des regroupements avec des adhérents (sociétaires) qui s'associent pour mobiliser l'épargne locale avec la création des caisses dans les villages. Nous constatons l'entrée en douceur de la micro finance dans les VRS. Il faut souligner que les comités (comité villageois de développement, comité de gestion du périmètre maraîcher, comité de santé), les associations des parents d'élèves et l'association des usagers du forage (ASUFOR) sont des lieux d'apprentissage de la participation et de la gestion des biens communautaires du village. Ils ont été créés autour des équipements et infrastructures communautaires comme l'école primaire, le poste de santé, le puits artésien, l'école maternelle, les micro-projets, etc. En dépit des nombreuses contraintes, les VRS peuvent aujourd'hui compter sur cette dynamique communautaire et associative comme le prouve l'intégration de certains VRS dans leur espace local comme le VRS de Peycouck qui dispose de deux (2) conseillers ruraux natifs du même village.

Force est de constater que malgré la prolifération des organismes communautaires, on constate la faiblesse de l'accompagnement dans le domaine de la formation et du renforcement des capacités au moment de la mise en place des équipements collectifs et durant la phase qui suit cette mise en place. Une situation qu'explique l'intervenant P.R. : *«Donc, des séminaires de formation sur la gestion financière et administrative et sur les rôles et responsabilités des différents responsables, ont beaucoup manqué»*. Les personnes handicapées ont une représentativité associative faible sur le terrain par rapport aux ressources humaines non engagées dans le processus d'intégration et de développement notamment les jeunes cadres des villages qui sont en marge des activités de développement. Les VRS disposent également d'infrastructures communautaires et d'équipements collectifs qui ont un apport non négligeable dans le processus d'intégration des villages dans leur collectivité locale. Dans l'ensemble, les villages sont relativement bien équipés mais les infrastructures et les équipements sont souvent mal entretenus.

Nous constatons l'existence d'infrastructures et d'équipements collectifs comme des moulins à mil, des motopompes, des machines à coudre, des toilettes communautaires, des pavillons d'internement, des fours de fumage de poisson, des écoles maternelles, des écoles publiques primaires, des robinets publics, des postes de santé, des puits artésiens, des poulaillers collectifs, des cabines téléphoniques, des ordinateurs, etc. Ces infrastructures et équipements collectifs offrent leurs services aussi à d'autres personnes qui n'habitent pas les VRS mais des villages environnants. Ils constituent des lieux de rencontre entre villageois des VRS et non villageois des VRS; ce sont des lieux de brassage, de socialisation et d'intégration. Les villageois qui n'ont pas ces infrastructures dans leur village, viennent utiliser celles se trouvant dans les VRS. C'est ce que tente d'expliquer l'intervenant M.T. en disant :

« C'est vrai qu'avant, avec la maladie de la lèpre, les gens avaient peur du village mais maintenant avec les progrès de la médecine moderne, la maladie est presque éradiquée. L'autre facteur c'est l'éducation, le village dispose d'une école publique élémentaire qui accueille des élèves des autres villages. Le village dispose aussi d'un poste de santé qui polarise plusieurs villages de la communauté rurale. L'association sportive et culturelle (ASC) des jeunes est un autre facteur d'intégration grâce aux activités sportives et culturelles auxquelles elle participe ».

Les périmètres maraîchers à côté des pratiques culturelles hivernales constituent les poumons économiques avec une création d'emplois et des activités génératrices de revenus. Les revenus d'exploitation mensuels sont estimés en moyenne à 45 000f CFA par mois pour chaque parcelle à Peycouck (DAHAW, 2003 :39). Les poulaillers collectifs constituent des projets de réinsertion socioéconomique pour les personnes handicapées de la lèpre. Ces projets participent au développement économique et social des villages, d'une part, du point de vue de l'emploi créé pour les jeunes et les femmes, et, d'autre part, du point de vue du processus d'intégration avec les communautés environnantes.

Le pavillon d'hébergement construit dans le VRS de Koutal pour loger les personnes handicapées de la lèpre peut contribuer à la pérennisation de la mémoire du village marquée en grande partie par l'exclusion dont ont été victimes et pendant longtemps les premiers habitants de ces villages. Il y a, certes, des infrastructures et des équipements collectifs mais il faut souligner que cette pléthore d'équipements et d'infrastructures donne l'impression d'aisance des VRS en comparaison des autres villages des mêmes collectivités locales. Cette situation semble jouer un rôle de prisme déformant la réalité caractérisée par des disparités extrêmes entre les aisés et les moins aisés notamment pour l'accès aux services sociaux de base.

Les échanges commerciaux constituent un autre facteur important dans le processus d'intégration car tous les VRS proches d'une capitale départementale à l'image du VRS de Peycouck, tirent leurs revenus principalement du secteur informel (commerce, artisanat, petits emplois, etc.). Les autres villages comme Koutal et Sowane sont caractérisés par le développement des activités agricoles et pastorales qui constituent une source de production de relations avec les autres villages de la même collectivité locale. Ce qu'il faut signaler c'est que les activités économiques nommées ci-haut se sont développées selon les opportunités du terroir avec des stratégies différentes mises en application par les populations elles-mêmes. Les rapports des villages avec les autorités administratives se sont beaucoup améliorés car les gouverneurs, préfets, présidents de conseil rural ou directeurs administratifs de service se déplacent pour aller participer à des activités ou s'enquérir de la situation dans les VRS. Le conseil rural qui est l'organe décentralisé de l'État auprès des populations locales, même s'il n'a pas encore fait de grosses réalisations, assure la confection et la distribution de formulaires administratifs et civils comme les déclarations de naissance, de mariage, les bulletins de naissance, les certificats de résidence, les certificats de mariage, etc. L'intervenant E.G. le confirme en disant : *«Pour les déclarations de naissance, les actes de naissance ou bulletins de naissance, nous les cherchons à la communauté rurale»*. Et dans cette même lancée le

directeur du CDEPS²¹ était venu à Koutal pour rencontrer les jeunes afin de leur expliquer les procédures à respecter pour obtenir des formulaires pour leurs associations.

Les jumelages entre groupes de jeunes des VRS comme celui de Peycouck avec d'autres groupes de jeunes des villages environnants ou de la ville la plus proche du VRS, constituent un autre atout dans le cadre du processus d'intégration des VRS dans leur collectivité locale. C'est ce que tente d'expliquer l'intervenant jeune P. T. du VRS de Peycouck quand il nous dit : *«On fait des jumelages intergroupes entre Mbour, Thiès, Dakar et ce sont des groupes de personnes qui organisent ces jumelages et les gens viennent ici et passent des jours avec nous et nous aussi, nous faisons comme eux dans leur localité»*.

L'activité politique est aussi présente dans les VRS. À Peycouck nous notons la création de comités pour représenter les partis politiques comme le parti démocratique sénégalais (PDS), parti actuellement au pouvoir dans le pays. Comme le précise l'intervenant J. R. pour le PDS : *«Nous avons quatre (4) comités et pour chaque comité il faut cent (100) membres enregistrés avec leur pièce d'identification nationale. Donc tu vois qu'on peut avoir quatre (4) conseillers ruraux parce qu'on a quatre (4) secteurs mais pour le moment on a que deux (2) conseillers ruraux»*. Avec la création des comités les habitants membres ont la possibilité d'aller participer à des rencontres politiques organisées dans la communauté rurale dont leur village fait partie. Ce nombre important de comités a fait que le village dispose de deux (2) conseillers ruraux au niveau du conseil rural de Fandène même s'ils réclament aujourd'hui plus de deux (2) conseillers ruraux. Cependant, il faut souligner dans ce même ordre d'idées une absence notoire des services techniques de l'administration dans l'encadrement et la gestion des VRS. Aujourd'hui, les villages manquent de services de proximité comme les centres de promotion et de réinsertion sociale (CPRS) ou les centres de développement agricole (CDA). Et nous pouvons dire sans risque de nous tromper que les VRS font partie des localités où la

²¹ Centre départemental d'éducation physique, populaire et sportive.

pauvreté se caractérise par sa profondeur et sa sévérité (DAHW, 2003 : 37). D'où la nécessité d'intégrer les VRS dans les programmes nationaux de lutte contre la pauvreté. Les anciens malades exerçant la mendicité à Dakar voient de plus en plus leurs revenus baisser, compte tenu de la conjoncture et de la pauvreté grandissante parmi la population et de la prolifération de plus en plus élevée de mendiants de différentes catégories (aveugles, enfants talibés mendiants, femmes avec enfants mineurs, etc.) (DAHW, 2003 : 27).

Les échanges culturels et religieux ne sont pas en reste dans l'intégration des VRS dans leur collectivité locale respective car avec l'organisation de chants religieux et de séances de lutte traditionnelle de part et d'autre, les populations des VRS se déplacent vers d'autres villages et vice versa. Le VRS de Peycouck qui dispose d'une grande mosquée, accueille chaque vendredi les habitants des autres villages de la communauté rurale de Fandène pour participer à la grande prière du vendredi. Nous voyons avec force que ces éléments présentés constituent une source de potentialités favorables à une intégration sociale des VRS dans leur collectivité locale respective. Seulement, il reste un grand travail à faire en collaboration avec les populations sur certains manquements qui bloquent cette intégration déjà enclenchée et qui doit aboutir à un développement local.

6.1.2 Facteurs négatifs à l'intégration des VRS

À côté des facteurs favorables à l'intégration des VRS dans leur collectivité locale, se trouve un certain nombre d'écueils qui empêchent le processus de se dérouler normalement. Les VRS bâtis sur des titres fonciers (propriétés de l'État sénégalais) étaient conçus à l'époque pour servir de lieux d'accueil et de traitement des malades de la lèpre qui, aussitôt guéris, devaient retourner dans leur village ou localité d'origine. Les villages rencontrent aujourd'hui des difficultés de lotissement et de réaménagement correct qui respectent les normes établies par le ministère de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. Il y a beaucoup de rues et ruelles mal tracées, combinées à

une concentration des habitations qui constituent un danger pour la santé des populations. Le poids des évolutions démographiques et infrastructurelles aidant, a conduit au rétrécissement de l'espace, au renforcement de la promiscuité et de la concentration humaine. Un réel problème d'aménagement de l'espace se pose même si des VRS comme Koutal, Sowane et Fadiga ont connu des réaménagements récemment pour dégager les grandes rues à l'intérieur des villages (DAHW, 2003 : 33). Au delà de l'exiguïté et du problème de réaménagement de l'espace dans les villages, la distribution des habitations aux ayants droits constitue une priorité dans les villages. Une situation qui pose le problème de l'accès à l'habitat confronté à la question foncière et la rareté des terres d'habitation.

Cependant, il faut souligner que l'acuité des problèmes liés au cadre de vie se présente différemment selon les villages et leurs potentialités humaines ou économiques. Sous ce rapport, il est important de rappeler qu'il y a des liens directs entre le cadre de vie et les autres facteurs de développement socio-économique comme la santé et l'éducation. En plus des problèmes liés au cadre de vie, les populations des VRS font face aux préjugés négatifs liés à la maladie de la lèpre. Ainsi, les populations et leur famille ont subi pendant de longues années une exclusion et une marginalisation dont les effets sur leurs mentalités, leur évolution et le développement des ressources humaines continuent à être visibles. Les préjugés constituent aussi un des facteurs de blocage de taille importante du processus d'intégration des VRS mais aussi du développement qui ne peut pas seulement être centré sur l'assistance. Même si la maladie est presque éradiquée, les personnes affectées par cette maladie qui vivent avec ses séquelles et leurs familles vivent aussi avec ses stigmates. Certes, les VRS font géographiquement partie des collectivités locales plus précisément des communautés rurales mais à cause de leur statut de VRS, les conseils ruraux n'y ont pas fait de grandes réalisations pour répondre aux besoins ou attentes des populations. Une situation que souligne l'intervenant M.T. dans les mots suivants :

« Je pense que le conseil rural aurait dû s'investir dans un volet social pour le village car aujourd'hui, on parle de transfert des compétences pour les collectivités locales. La communauté rurale est un démembrement du ministère de l'intérieur et des collectivités locales. [...] Elle devrait donc être en mesure de soutenir le village sur plusieurs aspects mais on ne voit rien ».

Jusqu'à une période très récente les VRS ne recevaient des communautés rurales que des dons mais elles ne faisaient pas l'objet d'actions qui entreraient dans le cadre d'un programme de développement social et économique élaboré par le conseil rural. Pourtant des secteurs comme la santé, l'éducation, l'action sociale, la jeunesse, la culture, l'environnement et la gestion des ressources naturelles, l'urbanisme et l'habitat font partie des compétences transférées par l'État sénégalais au niveau des collectivités locales (MICL, 2003 :31). Un tel transfert appelle la mobilisation des ressources locales des communautés pour satisfaire les espérances sociales et économiques. Cependant, il est à noter que les réalisations des conseils ruraux dans les VRS ne sont pas de grande envergure. Le problème des terres cultivables et habitables demeure toujours. Aujourd'hui, pour cultiver, les habitants des VRS ne disposant pas de terres, sont obligés de louer ou d'emprunter des parcelles de terre pour mener leurs activités agricoles. Selon les populations, le VRS de Peycouck n'a connu qu'une seule extension de trente (30) mètres depuis sa création en 1916. Le conseil rural qui devait faciliter l'obtention de parcelles pour les habitants par l'attribution de nouvelles parcelles habitables n'arrive pas à résoudre ce problème.

Les VRS comme celui de Peycouck disposent de conseillers ruraux chargés de représenter le village au niveau du conseil rural qui constitue le lieu important de prise de décision pour la communauté locale. Mais cette représentation semble être critiquée par les habitants qui pensent que leurs représentants ne remplissent pas bien leurs rôles et responsabilités au niveau du conseil rural. Les handicapés eux, vont plus loin en réclamant un représentant pour eux au niveau du conseil rural car selon eux, le conseil rural et les conseillers ruraux ne prennent pas en compte leurs besoins. L'intervenant

M.T. lance ce cri du cœur quand il dit en substance : *«Maintenant, pourquoi au niveau du conseil rural, il n'y a pas de conseiller rural handicapé; cela devrait être ainsi ou bien le président du conseil rural devrait chercher quelqu'un pour les affaires des personnes handicapées»*. Et, ajoute-il, ils ont des besoins spécifiques qu'il importe de prendre en considération car il y va de la promotion et de la valorisation de leur dignité. En plus des défaillances constatées dans l'exercice des fonctions des conseillers ruraux, les habitants soulignent avec force le manque d'information aussi, quand on sait que la communication est un élément fondamental dans le développement des communautés. C'est ce que laisse entendre l'intervenant M.T. quand il nous dit : *« Ils n'informent personne et on les a choisis sur presque plus de trois mille (3000) personnes »*. Selon les habitants interrogés, le droit à l'information n'est pas respecté par leur propre représentant qui devrait s'appuyer sur la communication pour asseoir sa crédibilité auprès de la communauté. En plus de l'analphabétisme tant décrié dans les VRS, le déficit communicationnel ne favorise pas un développement local capable de puiser les ressources locales disponibles et de susciter une mobilisation des populations locales. Si les populations locales qui sont les principaux acteurs du développement social dans le contexte de la décentralisation, n'ont pas reçu suffisamment d'informations, leur participation et leur implication ne seront jamais effectives.

6.2 Le mouvement communautaire et social dans les VRS :

Avec le désengagement de l'État sénégalais dans la prise en charge des besoins des habitants affectés par la lèpre depuis les années 1980, les populations essaient de s'organiser en organismes communautaires et de développer leur économie locale afin de se prendre en charge et de lutter contre la pauvreté et l'exclusion. Ainsi, vers les années 1990, nous avons constaté dans les VRS la naissance d'associations sportives et culturelles des jeunes, d'associations d'élèves et d'étudiants ressortissants des VRS, de groupements de promotion féminine, des comités de gestion (poste de santé, périmètre maraîcher, écoles maternelles et primaires) et d'associations de personnes handicapées au

niveau national et local. Le tiers secteur est présent dans les VRS avec la naissance vers les années 2000, des groupements d'épargne et de crédit, les groupements d'intérêt économique et des comités villageois de développement issus des plans locaux de développement afin de développer l'économie locale. Il faut souligner avec force qu'avec la présence des groupements d'épargne et de crédit, des groupements de femmes et des groupements d'intérêt économique, la microfinance fait une pénétration progressive dans les VRS (par exemple, à Peycouck et à Koutal) et participe à la stratégie de changement de mentalité consistant à rompre avec cette mentalité d'attentisme pour adopter une mentalité de développement ou celle d'acteurs de développement. Cette pénétration constitue de surcroît une autre rupture progressive dans la vision et dans l'orientation des actions des organismes communautaires dans les villages. Auparavant, il n'y avait pas de caisse pour garder l'argent, l'argent était gardé dans les maisons et les membres des groupements cotisaient pour donner à un autre membre jusqu'à ce que chaque membre reçoive son dû. À cette époque c'était la solidarité agissante et circonstancielle qui primait sur la mobilisation de l'épargne. Aujourd'hui, la mentalité de faire des économies commence à faire partie du quotidien des populations. Nous constatons l'émergence d'initiatives locales qui contribuent aux orientations des pouvoirs publics pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. De cette émergence se dégage également des pratiques communautaires différentes car les domaines d'activités et les objectifs visés varient d'un organisme à un autre.

6.2.1 Pratiques sociales des organismes communautaires des VRS :

De manière générale les organismes communautaires et groupements utilisent des pratiques qui entrent dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie des populations locales comme le laisse entendre l'intervenant M.T. *«Toutes les associations ou tous les groupements œuvrent pour l'amélioration des conditions de vie des populations, moi c'est ce que j'ai vu dans le village»*. La pratique du crédit renouvelable (*credit revolving*) est plus présente chez les femmes et consiste à faire tourner entre elles des sommes

d'argent leur permettant de mener leur activité de commerce. Le fonds de roulement ou fonds de départ est constitué par les cotisations annuelles ou mensuelles des membres du groupement. Les femmes pratiquent la couture, la fabrication de savon local, la teinture des habits et la transformation des produits fruitiers pour en faire des jus. Ces différentes connaissances ont été acquises grâce à l'appui financier des partenaires des VRS tels que la DAHW, la FFSL²² et Chaulmoogra Aide humanitaire. Les groupements d'épargne et de crédit (GEC) évoluent dans la mobilisation de l'épargne locale et du microcrédit; ils sont plus structurés et disposent de caisses avec des gérantes ou caissières très bien formées. Si nous parlons de pénétration de la micro finance décentralisée dans les VRS, c'est grâce à ces groupements d'épargne et de crédit. Ils disposent d'organes (un conseil d'administration, un comité de crédit, un comité de recouvrement des prêts et un comité de surveillance) dont les membres sont élus démocratiquement en assemblée générale annuelle. Chaque adhérent ou adhérente (membre) dispose de sa carte de membre et de son numéro de compte. Il peut faire des prêts comme il peut déposer de l'argent pour faire des économies selon les horaires d'ouverture et de fermeture de la caisse. Les associations sportives et culturelles (ASC) quant à elles, organisent des activités de vacances concentrées sur des tournois de football (soccer) ou sur le nettoyage (assainissement ou reboisement) du village. Les tournois de soccer sont plus souvent financés par le conseil rural et regroupent des villages de la même collectivité locale. Et *«...dans cette activité annuelle, chaque village désigne ses délégués. Et les délégués se rencontrent pour discuter de l'organisation des activités sportives appelées «Navétanes» en langue locale, ajoute un intervenant jeune. Ces activités sportives constituent des moments de brassage d'idées et de communion entre les jeunes. Les jeunes profitent de ces moments de vacances pour organiser des jumelages entre eux et les jeunes des autres localités.*

Les associations de personnes handicapées, elles, évoluent plus dans la plaidoirie pour la reconnaissance et la valorisation de la dignité des personnes handicapées au niveau local et national. De même, elles organisent des activités de solidarité comme la «journée de

²² Fondation des Fonctionnaires Suisses en faveur des Lépreux.

solidarité» qui avait été organisée le 14 novembre 2006 par l'Association des personnes handicapées de Peycouck. Au cours de cette activité, toutes les autorités locales, régionales et nationales étaient présentes pour écouter les doléances des personnes handicapées de la lèpre comme l'affirme ici l'intervenant J.R. : *«Nous sommes partis informer tous nos partenaires, toutes les autorités administratives au niveau local, régional et national»*. Cette activité est d'une importance capitale pour elles car elle leur a permis de s'exprimer ouvertement et d'exposer leurs besoins.

Concernant les associations de développement, elles excellent dans l'agriculture, le maraîchage et l'élevage bovin ou ovin; les financements se font sous forme de petits projets générateurs de revenus. Elles travaillent en collaboration avec les comités villageois de développement (CVD) qui sont nés au lendemain des plans locaux de développement (PLD). Les CVD jouent le rôle d'interface entre le village et les partenaires (ONG, associations philanthropiques) du village de reclassement social (VRS). Ils sont chargés d'étudier et de superviser les petits projets financés par les partenaires du village. Aussi l'intervenant M.T. le précise-t-il en allant plus loin quand il dit que : *« Le CVD sert de cadre de concertation car on se rencontre souvent en présence du chef de village et l'on discute de questions comme la gestion de l'eau du forage, la répartition des toilettes ou des logements sociaux»*. Le CVD tel qu'il est constitué, regroupe les représentants de chaque structure existante dans le VRS. D'ailleurs, selon l'intervenant E.G., le CVD du VRS de Peycouck constitue un modèle que les autres villages de la même communauté rurale, ont tenté de copier *« [...] si on en crée dans les autres villages, je pense que les gens l'ont copié chez nous car nous sommes les premiers à le faire dans cette communauté rurale»*.

En plus de cette diversité de pratiques des organismes communautaires, viennent s'ajouter ou se compléter les pratiques sociales des organisations non gouvernementales et des associations philanthropiques qui sont représentées dans les VRS par des

intervenants sociaux qui, le plus souvent, n'ont pas une formation initiale en travail social.

6.2.2 Pratiques sociales des partenaires des VRS :

Comme les organismes communautaires, les intervenants sociaux mènent de multiples et diverses pratiques sociales dans les VRS. Il faut souligner que les domaines d'intervention des organisations non gouvernementales (ONG) et des associations philanthropiques représentées par des intervenants sociaux dans les VRS, sont : la santé, le logement social, l'accompagnement, le microcrédit, l'éducation, la formation professionnelle et les petits projets générateurs de revenus. D'où nous pouvons en déduire deux types de pratique : les pratiques d'aide sociale (ou intervention psychosociale) et les pratiques sociales de développement économique communautaire (approche sociocommunautaire et organisation communautaire classique). Les pratiques d'aide sociale consistent à faire de l'assistance médicale, de l'assistance alimentaire auprès des personnes handicapées sans soutien ou ayant des enfants mineurs. Elles consistent aussi à octroyer des bourses scolaires aux enfants des personnes affectées par la maladie qui sont à l'université ou dans les écoles de formation professionnelle. L'éducation préscolaire et primaire est assurée dans les villages par les écoles maternelles et les écoles publiques. Les fournitures scolaires (cahiers, crayons, livres) sont achetées annuellement par la DAHW pour les enfants des personnes handicapées de la lèpre sans soutien ou vivant avec des enfants mineurs. Des sortes de bibliothèques villageoises sont créées dans les grands villages (exemple VRS de Peycouck) pour permettre aux élèves du secondaire de disposer des livres de leur programme et de susciter le goût de la lecture chez les jeunes élèves. La plupart des écoles maternelles étaient des garderies d'enfants que la DAHW prenait entièrement en charge avant de les rétrocéder à l'État sénégalais à partir de 2003 qui, à son tour, va se charger d'y affecter du personnel enseignant. Une manière d'intégrer ces structures dans le système éducatif national formel. Donc, dans des VRS comme Peycouck et Koutal, ce sont les garderies d'enfants qui ont été

transformées en écoles maternelles. Ainsi, avec les efforts soutenus de la DAHW, des partenaires de l'ILEP²³ et de la FFSL, en plus des initiatives de l'État et des collectivités locales, les VRS sont en train de faire un saut considérable dans la scolarisation des enfants, la formation des jeunes et la promotion de l'emploi (DAHW, 2003 :25). La construction de logements sociaux pour les anciens malades de la lèpre vivant avec ses séquelles, entre dans cette rubrique des pratiques. Avec les logements sociaux, l'ancien malade et sa famille ont la possibilité d'habiter dans des édifices en dur et plus sécuritaires. C'est dans cette optique que le pavillon spécial du VRS de Koutal pour les handicapés et personnes âgées, a été construit dans ce village. Il est susceptible de permettre de contrecarrer la mendicité des handicapés dans les centres urbains car la prise en charge dans ce pavillon est presque totale. Les résidents ont à leur disposition de l'eau, de la nourriture déjà préparée et un jeune chargé de faire le ménage des locaux. Les populations locales participent aussi à faire le lavage de leurs vêtements.

Les pratiques de développement communautaire, quant à elles, concernent l'appui technique aux organismes communautaires et l'accompagnement à l'organisation communautaire déjà enclenchée par la communauté locale et villageoise. Le travail des intervenants sociaux se fait en collaboration avec les habitants des villages qui se sont mobilisés à travers des organismes communautaires et des groupements. La concertation, le partenariat et le dialogue entre intervenants et populations sont importants dans cette nouvelle démarche qui a vu le jour dans les VRS à la fin des années 1990. Ainsi, les intervenants sociaux accompagnent les populations dans la dynamique organisationnelle et aussi dans la prise en charge de leurs propres besoins.

C'est ce que tente de nous expliquer l'intervenant social O.B. quand il dit : « [...] on accompagne les populations dans leur dynamique organisationnelle, en organisant des séminaires avec des thèmes précis qui concernent le fonctionnement des structures

²³ International Federation of Anti-Leprosy Associations (Fédération Internationale des Associations de lutte contre la lèpre)

villageoises et dont l'objectif est de les former sur la bonne gouvernance locale, le leadership, la gestion administrative et financière». Les séminaires organisés et financés par le ministère du développement social en collaboration avec la DAHW, sont des moments d'échanges et d'apprentissages forts car les habitants des VRS rencontrent d'autres personnes externes des VRS. L'appui technique consiste à organiser des rencontres de sensibilisation et d'information avec les différents responsables des organismes communautaires sur des thèmes concernant le fonctionnement ou la gestion des structures. Les intervenants sociaux leur proposent des outils de gestion et de fonctionnement des structures afin d'impliquer le plus grand nombre de membres dans les activités des organismes communautaires. Ces rencontres constituent aussi des moments importants pendant lesquels les intervenants en profitent pour donner des orientations sur leur politique et aussi de proposer des suggestions pour susciter auprès des populations une prise de conscience sur la situation actuelle des VRS. La bonne gouvernance locale et la transparence reviennent le plus souvent comme thèmes de discussion au cours de ces rencontres. Les organismes communautaires et les groupements en ont tant besoin pour motiver leurs membres à mieux s'impliquer et à participer aux activités.

Voici un exemple de projet d'implication et de participation. Les intervenants sociaux de la DAHW et ceux de l'ONG Chaulmoogra-Aide humanitaire ont organisé en 2004 un camp chantier regroupant des étudiants et étudiantes issus des différents VRS pour aider à faire des briques en géobéton pour le VRS de Koutal. D'autres jeunes qui n'habitent pas les VRS ont participé à ce camp chantier qui a duré une quinzaine de jours. Il a constitué un moment de brassage d'idées entre les jeunes et de socialisation surtout pour les jeunes qui connaissaient peu les villages de reclassement social (VRS). Cette expérience mérite d'être répétée dans d'autres VRS car elle a connu un succès dans le cadre de la sensibilisation et de l'information sur la situation actuelle des VRS.

En plus, les intervenants de la DAHW ont beaucoup contribué à la pénétration du microcrédit dans les VRS en accompagnant la constitution des groupements d'épargne et de crédit (GEC). Aujourd'hui, dans des VRS comme Peycouck et Koutal, les intervenants sociaux se concertent avec les habitants pour une plus forte mobilisation de l'épargne locale. Les intervenants forment les populations dans la culture de l'épargne qui était ignorée jusqu'ici dans les VRS. Nous constatons qu'avec la mise en place des GEC, les habitants des VRS entrent dans l'ère de la responsabilisation et de l'autonomie. L'intervenant O.B. appuie ce point de vue en disant :

« [...] On travaille pour aller vers une responsabilisation et une autonomie des populations car ce village (Peycouck) et celui de Mballing dans le département de Mbour sont des villages qui n'ont rien à envier aux autres villages dits normaux ou traditionnels. Ce sont des villages où l'on trouve tout, c'est presque des agglomérations urbaines donc dans de tels villages, il faut qu'on change d'approche pour aller vers le développement local et cela ne pourra jamais se faire si les populations ne sont pas responsabilisées et ne sont pas autonomes ».

Nous notons une sorte de rupture dans la démarche et dans l'approche des intervenants sociaux dans les VRS. Ce qui donne à cette nouvelle pratique sociale une visibilité et une adhésion auprès des populations locales, c'est le fait qu'elle responsabilise les populations et les met face à leur destinée. Avec cette nouvelle démarche, les populations se sentent plus concernées et plus impliquées dans le processus d'intégration dans la collectivité locale. Le changement de mentalité que souhaitent les intervenants et même les populations, surtout les jeunes, passe par cette nouvelle pratique si on tient compte de l'évolution actuelle et de la qualité des ressources disponibles dans les villages.

Les pratiques d'aide sociale souffrent de leur incapacité à satisfaire tout le monde et ne favorisent pas une grande participation des populations. La demande sociale devient de plus en plus forte et les ressources des associations ou ONG qui utilisent la pratique psychosociale, diminuent aussi. D'où la nécessité de changer de démarche pour aller vers

une approche participative capable d'exploiter les ressources locales dont disposent les populations de ces villages. Ce qu'il faut souligner, c'est que la prégnance de la pauvreté et de l'exclusion des couches marginalisées telles les populations des VRS, est renforcée par l'ignorance de certaines ONG ou associations caritatives des réalités des populations qui y résident, de leurs conditions d'existence, des ressources dont elles disposent mais aussi des différentes stratégies d'affrontement de survie. Nous avons l'impression que certains intervenants de ces ONG sauf ceux de la DAHW, sont plus motivés par l'aspect «publicité» que par la recherche de l'efficacité et surtout la réponse aux besoins objectivement identifiés. Les actions sont multiples et variées mais ne sont pas concertées devant des acteurs qui sont toujours les mêmes. Ainsi, les villages n'ont pas su tirer grand profit de la présence de nombreux partenaires en raison de l'absence d'un cadre de concertation et de coordination locale de leurs interventions.

Cependant, il faut signaler le début d'un partenariat entre les deux ONG (Chaulmoogra-Aide humanitaire et la DAHW) dans le VRS de Koutal pour toutes les actions destinées à ces populations. Nous notons aussi un partenariat très considérable entre les VRS et les ONG dans le cadre de la pratique sociale de développement communautaire. Il y a une rencontre entre la mobilisation des ressources locales et la volonté de mettre à la disposition des populations les dispositifs nécessaires pour un développement local. Les populations se mobilisent en partenariat avec les ONG et associations philanthropiques pour exploiter les ressources locales disponibles dans leur milieu pour les aider dans leur développement. Certes, il y a quelques résistances à cause de la mentalité d'assisté qui a longtemps sévi dans ces villages. Pour les personnes handicapées de la lèpre surtout les anciens, cette mentalité constitue un privilège pour elles car elle leur confère un certain pouvoir qu'elles ont peur de perdre un jour. Il faut rappeler avec force que les grandes décisions dans ces villages sont prises par les anciens malades qui considèrent les VRS comme les leurs alors qu'ils ne sont pas natifs de ces VRS comme cela fut signalé dans le *focus group* réalisé avec les personnes handicapées de Koutal : *«Il y a aussi que certaines personnes handicapées ne veulent pas que des bien-portants dirigent certaines instances dans le village car elles disent que le village, c'est leur village»*. Une opinion qui n'est

pas toujours partagée par tous les handicapés de la lèpre des VRS. Les jeunes qui sont natifs des VRS semblent être relégués au second plan par les vieux.

Aujourd'hui, les principaux acteurs capables d'accompagner le développement local dans les VRS restent les jeunes, les femmes et quelques handicapés qui ont une vision progressiste pour les villages. Pour dire que la mobilisation pour un changement du cycle social négatif pour un cycle social positif des communautés locales (Vachon et Coallier, 1993; Favreau et Lévesque, 1996), passera par ces nouveaux acteurs qui sont plus capables d'accompagner cette nouvelle vision du changement. Le travailleur social J.C. précise : « *Les jeunes et les femmes sont les deux leviers sur lesquels il faut s'appuyer pour faire avancer ce village, heureusement les ONG comme la DAHW le savent très bien* ». Les travailleurs sociaux du service public qui ont subi une formation initiale en travail social et qui ont des circonscriptions plus vastes à couvrir ne sont pas toujours présents dans les VRS. Aujourd'hui, ils travaillent en partenariat avec les ONG qui le désirent comme la DAHW. Ils offrent leurs services en appui technique pour un bon fonctionnement des structures de base dans les villages et sont chargés de faire respecter la politique d'orientation du gouvernement sénégalais en matière de prise en charge des personnes handicapées en particulier et des populations défavorisées en général. Le travailleur social J.C. nous le précise quand il affirme : « *Vous savez notre travail dans ce village n'est que de donner un appui technique, c'est pourquoi nous travaillons en étroite collaboration avec la DAHW sur tout ce qui se fait dans ce village* ». Les travailleurs sociaux réfèrent les responsables des organismes communautaires ou tout autre habitant qui les sollicitent pour un problème administratif ou un autre problème qui n'est pas en rapport avec ses domaines de compétences. « *[...] si les solutions se trouvent chez nous on les règle très rapidement, maintenant si les solutions se trouvent ailleurs on les oriente vers cette personne ou cet organisme* », ajoute-t-il. Il faut ajouter aussi que les travailleurs sociaux du service public n'ont pas de programme spécial pour les VRS mais ces derniers font partie de leurs clients compte tenu de leur statut social.

6.3 Les intérêts économiques en présence :

Parmi les activités menées dans les VRS, nous notons une prédominance des activités du secteur informel dans les domaines du commerce, de l'artisanat et de la pêche. Les VRS proches d'une capitale départementale (ville) comme celui de Peycouck, tirent leurs revenus principalement de ce secteur informel (commerce, artisanat, petits emplois, pêche, etc.). Les autres VRS comme Sowane et Koutal sont caractérisés par le développement d'activités agricoles et pastorales avec des contraintes majeures : pénurie de terres cultivables comme le cas de Koutal où les populations tirent la grande partie de leurs revenus de la culture hivernale de gombo et l'absence de marché d'écoulement des produits. La terre constitue une source importante de revenus grâce aux activités agricoles hivernales ou de maraîchage mais les populations des VRS ne disposent pas de terres suffisantes pour mener à bien leurs activités agricoles. Les terres qu'elles utilisent ne leur appartiennent pas le plus souvent. Pour cultiver, elles sont obligées de louer ou d'emprunter des parcelles de terre pour mener leur activité.

L'agriculture est l'activité la plus importante en milieu rural au Sénégal. Elle joue deux rôles très importants dans la vie des populations en milieu rural : alimentaire et économique. Le mil et l'arachide que les gens cultivent, font partie de la base alimentaire en milieu rural. Les produits agricoles comme l'arachide sont vendus à l'État ou aux opérateurs économiques privés et les revenus tirés de cette vente leur permettent d'acheter d'autres denrées alimentaires et vont servir au soutien et à l'entretien de leur famille. Cela pour dire que la base de l'alimentation est constituée pour la plupart de céréales plutôt que de protéines animales et que c'est le minimum qui est assuré au niveau des trois repas journaliers. Certains ménages mangent un ou deux repas par jour au lieu de trois. S'il y a une amélioration au niveau de Peycouck c'est grâce aux retombées du périmètre maraîcher. À Sowane, par exemple, l'exploitation de l'arboriculture à grande allure représente dans le long terme une activité rentable qui permettra une indépendance sur le plan économique et social. Seulement, il faut signaler

que dans ce domaine, les investissements sont dispendieux par rapport aux faibles revenus des populations. La pauvreté économique dans les villages se combine aux difficultés d'accès à la terre cultivable, si l'on considère que les villages ne disposent que d'un terroir d'un kilomètre carré. Ainsi, avec la pénurie de terres cultivables, peu de ménages disposent d'excédents alimentaires.

À côté de l'agriculture, il y a la présence du petit commerce qui constitue une activité très prisée dans les VRS. Le commerce constitue un poids de taille dans l'économie des ménages. Cela reste une activité de prédilection des femmes même si aujourd'hui, il souffre d'un manque de financement dû à son caractère informel et au manque d'organisation des femmes. C'est ce que l'intervenant P.T. tente de nous faire comprendre quand il dit : « *Les gens ont le cœur et un esprit de bien faire mais ce sont les moyens qui manquent* ». Dans le domaine du commerce, la présence des hommes est surtout remarquée dans la gestion des commerces de détail comme les boutiques ou dépanneurs et les magasins céréaliers.

De manière générale, nous remarquons que les activités sont développées selon les opportunités de chaque terroir avec des stratégies différentes. Toutefois, il importe de signaler que la mendicité menée par les handicapés de la lèpre dans les grandes villes telles Dakar, Mbour, Thiès et Kaolack, constitue une diversification des revenus dans la stratégie des chefs de ménage. Une activité qui s'explique par l'absence, disent-ils, d'opportunités d'activités génératrices de revenus pour des chefs de famille ayant des charges et des besoins sociaux et économiques. C'est une activité qui se présente également comme un miroir permettant de lire la pauvreté et la misère dans les VRS. Les conditions de vie et d'existence des handicapés mendiants qui représentent 37% des personnes affectées par la lèpre au Sénégal (DAHAW, 2003 : 27), demeurent précaires et sans commune mesure compte tenu de l'âge et de leur situation de squatteurs de trottoir sans intimité. Il s'y ajoute de véritables conditions d'hygiène et d'assainissement très désastreuses. Cette catégorie souffre non seulement d'exclusion dans la distribution des

ressources mais surtout de l'absence ou du manque de suivi et d'information sur la vie de leur famille (éducation de leurs enfants, sécurité familiale, affection, etc.). Cependant, ils s'organisent autour de clubs professionnels pour développer des réseaux sociaux (amitié, affinité) et des mécanismes de capitalisation de ressources financières. Les capacités d'épargne pour cette catégorie sont maigres voire inexistantes; les emprunts constituent la base de règlements des problèmes liés à la santé, à l'éducation des enfants et aux autres charges et besoins sociaux.

Face à cette situation alarmante, le microcrédit qui est un pilier essentiel du développement local a fait sa pénétration progressive dans les VRS pour participer à la réduction de la pauvreté dans ces villages. Auparavant, le système de financement qui est qualifié de type classique, consistait à confier dans la plupart des cas des fonds à des comités de gestion dont les missions transcendaient l'activité économique. Les demandeurs de crédit passaient par le comité de gestion qui était chargé d'étudier la demande par rapport à la disponibilité des fonds et de la faisabilité du projet proposé par le demandeur. À la différence du système de financement de type classique, les fonds du microcrédit sont déposés à la caisse et les demandes sont étudiées par les membres du comité de crédit du GEC qui se réunissent chaque mois. Avant de recevoir son prêt, le demandeur (qui doit être obligatoirement un membre du GEC) doit présenter aux gérantes et aux membres du comité, une garantie (en matériel mobilier ou immobilier) dont la valeur est équivalente à la somme demandée. Il faut ajouter que les comités de gestion dans le système de financement de type classique ont souffert de plusieurs carences renforcées par l'insuffisance de clarté dans les objectifs à atteindre. Dans un tel contexte, il était difficile que les financements puissent produire les résultats et les effets souhaités. La pérennisation du système en a beaucoup souffert et on a assisté à un quasi-blocage du système dans presque tous les villages où le taux de recouvrement des prêts reste faible. Selon les intervenants sociaux de la DAHW, le taux de recouvrement est nettement en dessous de la moyenne et un arrêt quasi systématisé des remboursements des prêts est observé malgré les différentes stratégies de sortie de crise déployées de part et d'autre. Il faut ajouter à cette contre-performance, le poids de l'histoire et les

mentalités entretenues et systématisées en règles ou normes qui ont fortement fragilisé et secoué le système et ont conduit à une léthargie totale. C'est ce que précise l'intervenant jeune P.R. quand il affirme : « *Les projets, rien ne marche. Les jeunes prennent les prêts mais ne remboursent pas car ils gardent la mentalité d'antan, de même que les groupements de femmes* ». Pour les intervenants sociaux de la DAHW, la faiblesse du taux de recouvrement des prêts ne signifie pas un échec total des projets dans la mesure où plus de 33% des chefs de ménages tirent leurs revenus de ces investissements surtout la culture de gombo à Koutal, le maraîchage à Peycouck, l'exploitation des produits forestiers et fruitiers à Sowane et à Djibélor (DAHW, 2003 : 31). Pour les intervenants, l'absence de mesures d'accompagnement, le manque de consensus et d'adhésion aux nouvelles stratégies mais aussi des mentalités d'assistance entretenues dans le financement des organismes humanitaires demeurent un poids non négligeable dans les difficultés et les échecs des projets entrepris (*idem*). Toutefois, il importe de signaler que malgré ces échecs constatés de part et d'autre, certains bénéficiaires ont obtenu leur autonomie financière et continuent leur activité économique.

Cependant, il est nécessaire de noter qu'il y a une vulnérabilité économique caractérisée par le poids des sans revenus. La grande majorité des habitants des VRS vivent avec des revenus irréguliers par rapport à une faible portion (fonctionnaires de l'administration ou du secteur privé, gros commerçants, etc.) qui vit avec des revenus réguliers. Les familles à revenus réguliers peuvent aspirer à un logement décent, aux soins de santé de base, à une alimentation riche, variée et équilibrée et à un emploi stable. Les intervenants dans le *focus group* réalisé avec les handicapés de Peycouck affirment en substance dans ce sens :

« [...] prenons le cas d'un ancien malade de la lèpre qui a des enfants qui sont devenus des adultes et qui travaillent dans le service public ou privé et qui gagnent des salaires qui leur permettent de prendre en charge leur parent. Cette famille-là est différente d'une famille d'un autre ancien malade de la lèpre qui a des enfants mineurs ».

Nous remarquons un déséquilibre notoire dans la répartition ou la distribution des ressources dans les villages. Cette situation a fait qu'il y a la présence d'une certaine inégalité sociale à l'intérieur des villages avec des aisés et des moins aisés. La prévalence de la pauvreté varie aussi selon le sexe du chef de ménage dans les VRS où 37% des chefs de ménages sont des femmes (veuves, divorcées ou séparées) frappées par des vulnérabilités à dimension multiple (absence de qualification professionnelle, accès difficile au crédit, charge familiale, travail pénible, handicap, etc.) (DAHW, 2003 : 41).

Certes, la solidarité villageoise et l'aide extérieure, ont joué un grand rôle dans les VRS mais face à la pauvreté grandissante, les habitants développent des stratégies préventives pour contrecarrer les risques économiques. La réduction de la qualité des repas est utilisée comme seul moyen de prévention des risques économiques car ce dont on souffre le plus en milieu rural c'est la hausse du prix des denrées de première nécessité et la baisse de la production des engrais et les difficultés d'accès aux intrants et au crédit financier.

Cependant, la volonté politique de décentraliser la microfinance jusqu'aux villages avec la mise en place des groupements d'épargne et de crédit (GEC) est une nouvelle donne dans le domaine de l'économie locale. Aujourd'hui, avec l'appui technique et financier des partenaires, des caisses populaires sont installées dans quatre (4) VRS y compris Peycouck et Koutal. Une telle initiative participe au changement de mentalité des populations mais aussi elle permet de créer des richesses à travers la mobilisation de l'épargne locale. Certes, les adhérents déposent leur argent pour faire des économies, ce qui n'existait pas dans les villages mais ils peuvent aussi bénéficier de prêts moyennant une garantie, leur permettant ainsi de continuer leur activité économique ou d'augmenter leur production économique.

La culture de l'épargne commence à être installée dans ces villages et incite les habitants à réfléchir et à élaborer des projets fiables et réalisables pour pouvoir prétendre à un financement auprès des partenaires. Actuellement, des partenaires comme la DAHW ont décidé de ne faire passer leur financement que par le biais des caisses des groupements d'épargne et de crédit (GEC) installées dans les villages. Soulignons que pour être membre d'un GEC, il faut ouvrir un compte bancaire à la caisse du GEC et les frais d'ouverture de compte sont accessibles aux populations. Chaque caisse est gérée par une ou deux gérantes qui ont subi une formation en matière de gestion des caisses populaires. Nous constatons qu'avec l'émergence des GEC qui constituent une composante du tiers secteur, le microcrédit est devenu un élément important du développement local. Une nouvelle ère entre dans la vie des habitants des VRS. Toutefois, une forte sensibilisation et une bonne communication sont nécessaires surtout auprès des jeunes et des femmes pour une forte mobilisation sociale des populations autour de ces projets communs. Avec la décentralisation de la microfinance, le microcrédit constitue un levier économique et social important pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale des VRS. L'importance des GEC est que ces derniers permettent la participation effective des populations locales tant sur le plan économique que social pour que le projet puisse fonctionner comme souhaité. Certes, il est important d'avoir des partenaires pour l'appui technique et financier et c'est le rôle que jouent les ONG comme la DAHW en collaboration avec les populations locales. L'initiative de créer des groupements d'épargne et de crédit (GEC) avec des caisses dans les VRS est une nouvelle expérience pour des villages longtemps restés dans l'exclusion et la marginalisation. Une expérience qui, avec la symbiose des efforts des partenaires et des acteurs locaux, connaîtra une réussite qui pourra dépasser les attentes des villageois. En plus de l'aspect économique que jouent les GEC, il y a la proximité dans la dispensation des services effectués par les caisses.

6.4 L'esprit d'innovation dans les VRS

Face à l'exclusion, la marginalisation et la pauvreté, les habitants des VRS ne se contentent plus de l'assistance publique mais essaient de mettre en place des mécanismes de sortie de crise. Ainsi, ils s'organisent mieux pour agir autrement au sein de leur propre communauté. Les efforts et les savoirs de divers acteurs (institutions publiques ou privées, organismes communautaires, ONG, populations) se combinent pour lutter contre la pauvreté, l'exclusion et la marginalisation des habitants de ces villages. Conscients de cette situation de crise, ils posent les problèmes de la communauté autrement et mettent en place «de nouvelles manières de bouger et de se relier ensemble» (Caillouette et Morin, 2007 : 144). Nous constatons que l'innovation devient un levier important dans le processus de développement local ou développement des communautés qui est mis en branle aujourd'hui, dans les VRS comme Koutal, Peycouck et Sowane.

Certes, les associations de jeunes et les groupements de femmes ont fait leur apparition dans ces villages depuis les années 1990 quand l'État sénégalais s'est désengagé dans la prise en charge des villages de reclassement social (VRS) abritant des personnes affectées par la lèpre. Cependant, il faut souligner que ces organismes ont vécu une démobilisation et une sorte d'essoufflement car les membres ne suivaient plus les activités telles les réunions mensuelles ou les assemblées générales (par exemple, l'association des jeunes pour le développement de Peuycouck (AJDP) dont le bureau exécutif n'arrive pas à mobiliser les membres du bureau pour une réunion mensuelle). Cette situation de fait dont les raisons restent multiples, ne favorise pas un développement local car sans une bonne participation des populations locales, il est difficile de parler de développement local ou de développement des communautés. De même, les groupements de femmes qui excellaient dans la rotation d'épargne et de crédit ou tontines (Assogba et Fréchette, 2007 :397), ont commencé à rencontrer des difficultés de remboursement et de mobilisation des membres. Face à la léthargie et à l'enlisement des organismes communautaires par rapport à leurs activités d'antan, l'ONG la DAHW en partenariat

avec les populations locales et les services techniques publics, essaie de trouver un élément déclencheur pour renverser cette situation de crise.

Ainsi, à partir des années 2000 un vaste programme d'élaboration de plans locaux de développement (PLD) est lancé pour tous les VRS par les partenaires. Le PLD consiste à faire un diagnostic participatif de l'ensemble des problèmes rencontrés dans le village. Ainsi, les populations locales ont la possibilité de proposer des solutions et de faire la priorisation des problèmes et des actions à entreprendre dans le temps (court, moyen et long terme). C'est à l'issue de ces PLD que nous avons vu la constitution des comités villageois de développement (CVD) et des groupements d'épargne et de crédit (GEC) dans presque tous les villages. Il s'y ajoute la multiplication des jumelages et des camps chantiers que les jeunes des VRS organisent avec d'autres jeunes à l'externe des VRS.

Les GEC et les CVD sont arrivés avec de nouveaux règlements généraux, un nouveau code de conduite et un esprit fédérateur et d'action. Ces deux (2) structures constituent une nouveauté dans la vie de ces populations et qui dans la pratique, mettent en phase une pluralité d'acteurs pour agir autrement (Caillouette et Morin, 2007). À l'image des coopératives d'épargne et de crédit (Assogba et Fréchette, 2007), les GEC constituent aussi une sorte d'«organisation financière démocratique dont les membres s'associent pour regrouper leur épargne et se faire mutuellement des prêts à des taux raisonnables» (Assogba et Fréchette, 2007 : 399). L'intervenant O. B. ajoute : « *Les GEC ont des organes comme toutes les banques populaires : un conseil d'administration, un comité de crédit, un comité de surveillance et un comité de recouvrement des crédits* ». Les populations locales de même que certains intervenants sociaux innovent aussi bien dans la manière de voir les problèmes que dans les pratiques sociales communautaires. Si l'innovation consiste à « quitter les routines et à amener les acteurs à agir, à bouger, à se relier d'une autre manière que celle empruntée habituellement » (Caillouette et Morin, 2007 : 144), nous constatons que dans les VRS le processus est enclenché depuis plusieurs années

Les problèmes sont analysés collectivement et avec la participation de plusieurs acteurs, les actions deviennent collectives. Dans les pratiques des GEC et des CVD nous constatons que les acteurs intègrent d'autres façons de faire pour résoudre les problèmes. Les acteurs se concertent et discutent des actions à réaliser; comme le précise l'intervenant M.T. : « *Le CVD sert de cadre de concertation car on se rencontre souvent en présence du chef de village et discute sur des questions comme la gestion de l'eau du forage, la répartition des toilettes ou des logements sociaux* ». Le dialogue et la concertation entre les populations locales et les intervenants sociaux, deviennent des éléments importants dans cette nouvelle démarche. Aujourd'hui, tous les projets ou actions collectives font l'objet de discussion et de concertation avant exécution. À l'image des CVD, les GEC obéissent à ces principes en plus de la décentralisation du microcrédit à travers la mise en place des caisses populaires pour la dispensation des services de proximité dans presque tous les VRS.

Ainsi, les populations se sentent plus concernées et participent dans les processus d'innovation pour asseoir plus d'actions de développement participatif. Il faut ajouter que « l'innovation touche même la construction identitaire » (Caillouette et Morin, 2007 : 145) des habitants surtout les jeunes et les femmes de ces villages. Les jeunes et les femmes de ces villages développent de plus en plus un sentiment d'appartenance car ils s'ouvrent aux autres par le biais des jumelages, des activités sportives et des camps chantiers auxquels ils participent souvent. L'intervenant G. G. l'explique en ces termes : « [...] *Si on se réfère aux villages qui nous environnent; nos enfants savent eux-mêmes que leur village est un véritable village par rapport aux autres puis que tout ce qui se trouve en ville, peut se trouver ici* ». Ainsi, ils développent un nouveau rapport avec le territoire qui constitue une référence non négligeable dans leurs activités. Même si les VRS font partie d'une collectivité locale (communauté rurale) géographiquement, les actions des intervenants sociaux et des populations locales s'exécutent dans un espace bien déterminé, comme le précise si bien l'intervenant O. B. : « *Maintenant qu'on est dans la lumière, nous avons décidé de changer d'approche pour aller vers une approche communautaire plus participative* ». Les actions sont communautarisées et territorialisées

pour le cas des VRS car elles sont pour la communauté et sont faites par les acteurs dans un espace qui leur sert de «référentiel territorial» (Caillouette et Morin, 2007 : 145). Nous voyons que la territorialisation des actions prend leur source et leur sens dans le territoire vécu (Caillouette et Morin, 2007 : 145) des populations de ces VRS. Cet espace référentiel ou ce territoire vécu renforce et précise cette quête d'identité locale à laquelle les résidents de ces VRS se sont embarqués depuis quelques années par l'entremise d'actions communautaires territorialisées. Il faut souligner que les jeunes et les femmes sont plus porteurs de cette innovation car ils sont les leviers et les principaux acteurs capables d'apporter un développement souhaitable de la communauté locale villageoise.

6.5 «La territorialisation de l'action collective»

Il importe de souligner que les VRS ne constituent pas des structures administratives car leurs frontières restent floues et ne recoupent pas véritablement celles des communautés rurales dont ils font partie. Leur emplacement avait été choisi pour un recasement momentané pour des raisons médico-sociales plutôt que pour une habitation à longue durée. Aujourd'hui, face aux mutations socio-économiques et socio-démographiques, nous observons une transformation des identités locales dans les VRS soutenue par de nouvelles pratiques sociales. Les résidents des VRS se considèrent comme des citoyens et des citoyennes du territoire des VRS. C'est pourquoi la notion de territorialité mérite considération pour mieux saisir et comprendre les différentes «stratégies d'actions propres à la pratique d'action communautaire territorialisée» (Caillouette et Morin, 2007 : 145) dans les VRS. Les pratiques actuelles de certaines ONG (DAHW, Chaulmoogra Aide humanitaire) participent à la transformation des identités des acteurs mobilisés en leur donnant le village comme nouveau cadre pour mieux «structurer leurs actions et leurs interactions» (Caillouette et Morin, 2007 : 145). Les résidents des VRS se considèrent comme des citoyens du territoire de leur village et ainsi, ils développent des liens d'appartenance à leur territoire. Le rapport au territoire devient un élément important pour les résidents des VRS. Tous les efforts et les actions conjugués des

intervenants sociaux et des habitants des VRS se concentrent dans leur territoire afin d'améliorer leur condition d'existence et leur cadre de vie.

Ayant été victimes d'exclusion et de marginalisation pendant des décennies liées plus à des facteurs exogènes qu'endogènes (Vachon et Coallier, 1993 :43), les résidents des VRS développent un esprit de citoyenneté de village pour mieux faire face à la situation de crise. Selon nos observations, les pratiques sociales des ONG (la DAHW et de Chaulmoogra Aide humanitaire) et des groupements (GEC, GIE, CVD, etc.) participent à la réduction de l'espace territoire du village en territorialité, «c'est-à-dire un lieu d'appartenance, d'engagement et d'action» (Caillouette et Morin, 2007 : 145). Le travail de territorialisation s'applique bien dans les VRS car les résidents le font avec les ONG et les institutions publiques comme les CPRS²⁴ qui sont en relation d'extériorité avec la communauté locale villageoise.

La territorialité devient ainsi un aspect clef des nouvelles pratiques sociales dans les VRS et nous pouvons dire sans risque de nous tromper que « le territoire sert de référent identitaire à la structuration des actions collectives» (Caillouette et Morin, 2007 : 145) dans les VRS. Le territoire étant l'espace «administratif ou physique» officiellement reconnu (collectivité locale ou village), la territorialité, elle, symbolise «le rapport à ce territoire» (Caillouette et Morin, 2007 :146). Elle constitue aussi l'espace de la construction identitaire des résidents des VRS dont leur territoire est resté pendant longtemps dans l'exclusion et la marginalisation. Le concept de territorialité se réfère également à la création et à la multiplication «d'espaces symboliques d'action en commun» (Caillouette et Morin, 2007 : 146) pour les acteurs des VRS. Ainsi, les acteurs (ONG, organismes communautaires, associations, institutions publiques ou privées) tissent «entre eux des liens d'appartenance et de reconnaissances mutuelles» (*idem*) qui leur permettent de dépasser les identités «individuelles et particulières» (*idem*). Toutefois,

²⁴ Centre de promotion et de réinsertion sociale qui dépend de la direction de l'action sociale

ceci n'empêche pas ces différents acteurs de conserver «leur appartenance communautaire ou institutionnelle» (*idem*).

L'«action communautaire territorialisée» observée dans les VRS enquêtés favorise la multiplicité d'acteurs. Elle introduit aussi dans la pratique le pouvoir de la communauté locale. Aujourd'hui, avec la mise en place des CVD et des GEC dans les VRS, les populations locales ont le pouvoir de discuter avec les intervenants sociaux des problèmes prioritaires et des actions à prendre face aux problèmes identifiés. Elles peuvent aussi chercher d'autres partenaires pour réaliser leur projet. Ainsi, la communauté locale villageoise devient actrice de son propre développement, ce qui pendant longtemps n'était pas possible dans les VRS. Les CVD constituent un espace de dialogue et de concertation entre les résidents et les différents intervenants sociaux privés comme publics des VRS. Ils constituent un lieu où les ONG exposent leur projet destiné à la communauté locale et que les populations à travers leur représentant ont leur avis à donner sur chaque projet. Nous pouvons même ajouter que c'est l'espace où se construisent l'offre et la demande des villageois. Nous assistons à une sorte de co-production de services entre les ONG et la communauté locale villageoise qui a été pendant longtemps confinée dans le rôle de consommateur. Dans tous les projets (les constructions de logements sociaux et des toilettes, les petits projets générateurs de revenus, les crédits, les prises en charge médicale et alimentaire des handicapés, etc.), les résidents des VRS à travers les CVD sont autant dispensateurs que consommateurs de services. Ainsi, les résidents en tant que citoyens et citoyennes de proximité deviennent le centre de toutes les interventions des ONG et des services publics dans les VRS. L'implication et la participation de la communauté locale dans tous les projets élaborés, accélèrent le processus «d'empowerment communautaire et de construction identitaire territoriale» (Caillouette et Morin, 2007 :148) déjà enclenché dans les VRS depuis les années 2000. Aujourd'hui, des ONG comme la DAHW se lancent depuis ces années dans des programmes de renforcement des capacités des organismes communautaires comme le précise si bien l'intervenant O. B. « [...] On accompagne les populations dans leur dynamique organisationnelle en organisant des séminaires avec des thèmes précis qui

concernent le fonctionnement des structures villageoises et dont l'objectif est de les former à la bonne gouvernance locale, au leadership, à la gestion administrative et financière». Une telle initiative participe au renforcement de l'*empowerment* communautaire et fait additionner les forces des différents acteurs en présence dans les VRS. Cependant, les difficultés d'intégration des VRS dans les collectivités locales (communauté rurale) constituent des écueils à surmonter afin que le processus soit effectif et donne plus de visibilité et de représentativité des VRS dans leur collectivité locale respective.

6.6 Analyse Synthèse

La décentralisation telle que pratiquée au Sénégal favorise le développement social et le développement local car elle permet aux collectivités locales de s'impliquer et de participer à leur propre développement. Ainsi, la communauté locale devient actrice capable de participer aux différentes activités et de donner son avis sur les actions des partenaires au développement. Avec cette décentralisation marquée par le transfert des compétences en 1996, les VRS, à l'image des autres villages ont un grand rôle à y jouer car ils font partie géographiquement des collectivités locales (communautés rurales). Cependant, ils n'arrivent pas à jouer ce rôle faute d'un rattachement administratif, juridique et social aux villages avec qui ils constituent la même collectivité locale. Il existe toujours un écart ou une distanciation sociale entre les villages de reclassement social (VRS) et cette même collectivité locale. Un écart qui est toujours lié à des préjugés sur la lèpre et à des lois d'exclusion non révisées. Une situation qui mérite une mobilisation des populations locales et des différents partenaires des VRS si nous voulons une intégration effective des VRS dans leur collectivité locale respective.

Cependant, il est important de souligner que dans le processus d'intégration des VRS, beaucoup d'actions ont été menées aussi bien par les villageois que par les ONG et les associations caritatives. Les pratiques sociales identifiées au cours de nos enquêtes, nous

ont donné une idée de l'évolution socio-économique de ces villages. Au début de la création des VRS, les pratiques sociales étaient plus axées sur l'aide sociale et médicale pour les personnes affectées par la maladie de la lèpre et leur famille. Nous pouvons même dire que c'était plus des actions de protection sociale. Vers les années 1990, le mouvement social et communautaire a commencé à naître dans les VRS avec la constitution des groupements de femmes, des comités de gestion de projet ou de prêt, des associations de jeunes, etc.

La plupart des projets destinés aux populations à cette époque étaient du «*top down*» c'est-à-dire, les études de ces projets se faisaient dans les bureaux loin des populations locales sans leur participation. C'était l'époque de la véritable bureaucratie dans les interventions consacrées à ces villages. Les années 2000 ont constitué un déclic dans la vie des habitants de ces villages avec la mise en place des plans locaux de développement (PLD) initiés par l'ONG allemande la DAHW et qui met les populations locales au centre des activités. Les PLD ont été inscrits dans une démarche participative. Ainsi, nous avons commencé à voir la naissance des groupements d'épargne et de crédit (GEC), les comités villageois de développement (CVD), les groupements d'intérêt économique (GIE), les camps chantiers, etc. L'économie sociale a commencé à se développer dans les villages. Les différentes expériences tirées de ces actions et la dynamique organisationnelle communautaire engagée ont permis de passer des pratiques psychosociales aux pratiques sociales de développement communautaire local pour mieux répondre aux besoins des populations. Face à l'appauvrissement des villages, ces nouvelles pratiques sociales vont constituer des réponses aux préoccupations des populations locales. Ainsi, elles nécessitent la mobilisation et l'implication des populations locales dans les différentes activités des partenaires. En plus, les populations, par l'intermédiaire des structures mises en place, se concertent entre elles, d'une part, et, d'autre part, avec les partenaires au développement avant de donner leur avis sur les actions à exécuter. Nous observons une rupture dans les pratiques et une entrée dans l'ère du «*bottom up*» pour mieux faire face aux besoins des populations locales. Cette nouvelle approche favorise la participation et l'implication de la communauté locale dans tout le processus. Ainsi, avec cette nouvelle

démarche, les populations locales se trouvent au centre de toute décision et de toute action de développement concernant leur territoire.

Ces nouvelles pratiques sociales ont favorisé le renforcement des liens entre les populations elles-mêmes, entre les populations et les institutions publiques ou privées et les différents partenaires des VRS. Elles ont aussi augmenté les capacités des organisations villageoises, des institutions publiques et des ONG ou associations caritatives à mieux travailler ensemble sur des projets qui concernent le développement des villages. Elles ont également renforcé le rapport entre les villageois des VRS et leur espace identitaire, leur territoire. Aujourd'hui, les jeunes de ces villages ont intériorisé cette identité locale qui, pendant longtemps, était difficile à accepter à cause des perceptions négatives de la maladie de la lèpre dont leurs parents ont été victimes.

Certes, il y a une construction progressive d'identité territorialisée (Caillouette et Morin, 2007; Diop, 2006) liée à un fort mouvement social local constaté dans les VRS depuis quelques années mais il reste à s'appuyer sur ce mouvement pour s'ouvrir davantage aux collectivités locales comme certains VRS (exemple Peycouck) ont commencé à le faire en ayant des représentants (conseillers ruraux) au niveau de leur conseil rural. Ceci montre que sans l'implication et la participation des populations locales, l'intégration souhaitée ne pourra jamais se réaliser et le développement local donnera difficilement les résultats escomptés.

Ne perdons pas de vue que les infrastructures communautaires installées dans les VRS ont joué en première ligne ce rôle d'ouverture. Des infrastructures comme les postes de santé ou les écoles publiques accueillent d'autres gens qui n'habitent pas les VRS mais le problème d'intégration des VRS dans les collectivités locales demeure toujours et devient ainsi une question d'actualité. Pour surmonter ces différents écueils afin d'aboutir à une intégration effective de ces villages, nous proposons un certain nombre de recommandations et nous pensons que leur application donnera de bons résultats.

Ainsi, il serait souhaitable que les VRS s'ouvrent davantage vers l'extérieur surtout vers les autres villages avec qui ils partagent la même collectivité locale (communauté rurale). Pour ce faire les jeunes et les femmes des VRS doivent renforcer leurs efforts pour mieux s'impliquer dans les structures créées au niveau local telles les fédérations des groupements de femmes de la communauté, les associations communales rurales, les comités inter-villageois de développement (CIVD) ou les mutuelles de santé qui regroupent différentes organisations villageoises comme les associations sportives et culturelles (ASC).

De plus le conseil rural qui est l'organe délibérant et décentralisé au niveau de la communauté rurale, doit développer des mécanismes pour être plus proche des VRS afin de réduire le fossé existant entre les VRS et les collectivités locales. De tels mécanismes vont contribuer à la lutte contre l'exclusion et la marginalisation. Le conseil rural pourrait aussi organiser des rencontres d'échanges entre les villages de la même communauté rurale où les VRS pourront y participer. Une telle démarche va participer au rapprochement des populations d'un même territoire et va favoriser plus la solidarité locale. Certes la loi 03-76 du 22 mars 1976 est désuète mais sa non révision sur le plan juridique constitue toujours un autre blocage pour l'intégration des VRS dans leur collectivité locale. C'est pourquoi, nous suggérons l'abrogation ou une révision de cette loi pour mieux faciliter l'intégration des VRS dans leur collectivité sur le plan juridique et administratif. L'abrogation leur permettra de jouir de leur devoir civique comme le paiement de l'impôt et des taxes rurales qui constituent une des recettes importantes du budget de la communauté rurale.

L'étude montre également que les VRS ne sont pas pris en compte dans certains programmes nationaux de développement surtout dans ceux de la lutte contre la pauvreté. Face à la précarité et à l'élargissement du cercle de la pauvreté dans les VRS, il importe qu'ils soient intégrés dans ces programmes nationaux. Nous suggérons dans ce sens que l'État sénégalais réfléchisse sur un programme spécifique de réhabilitation des VRS avec

des activités allant dans le sens de l'intégration des VRS dans leur collectivité locale respective.

L'analphabétisme constitue un autre fléau social très présent dans les VRS qui pourrait compromettre leur développement global. Ainsi, les projets devraient être accompagnés d'un volet alphabétisation des bénéficiaires pour mieux faire passer le message du développement et de changement de mentalité voulu. Une telle approche inciterait les populations locales à mieux participer à toute action de développement. L'apprentissage de la simple lecture et de l'écriture doit être remplacé ou du moins accompagné d'une alphabétisation conscientisante capable de changer les mentalités dans une perspective du développement des communautés (Caillouette et Morin, 2007). La lutte contre l'analphabétisme consistera, d'une part, à vaincre l'ignorance et la méconnaissance et, d'autre part, à impliquer, les populations locales dans le processus d'intégration des VRS dans leur collectivité locale.

Le renforcement des capacités des organismes communautaires et des organismes d'économie sociale déjà entamé par l'ONG la DAHW doit être poursuivi pour donner plus de pouvoir (*empowerment*) aux résidents, aux organismes communautaires et du territoire des VRS. Les séminaires de formation permettent, entre autres, d'opérer la mise en réseau des différents acteurs en présence provenant de différents villages. Ainsi, ils vont développer des liens entre eux, ce qui va générer dans les villages un «accroissement de leur propre pouvoir d'action et de mobilisation citoyenne» (Caillouette et Morin, 2007 :149). L'empowerment des VRS va aussi tenir compte de la mise en croisement des résidents, des ONG et des institutions publiques dans plusieurs petits projets ou grands projets. Et comme les deux auteurs le précisent si bien « [...] l'empowerment des citoyens, des organismes et du territoire participe d'une dialectique génératrice d'un environnement de mobilisation et d'action en partie inexistant auparavant» (Caillouette et Morin, 2007 : 149).

Aujourd'hui, toutes les ONG et associations caritatives intervenant dans les VRS doivent penser au renforcement des capacités afin de permettre aux populations locales et aux organismes communautaires d'acquérir un pouvoir communautaire (*idem*). Avec la décentralisation, elles ont de plus en plus le rôle de suppléer l'absence de l'État en appuyant ou en suscitant les initiatives locales. Leurs actions sont facilement perceptibles car elles s'exercent dans des secteurs où l'effort des pouvoirs publics est insuffisant (éducation, santé, social, etc.). Elles contribuent par l'éducation, la formation et l'appui aux activités génératrices de revenus, à l'émergence de citoyens conscients et capables de participer activement au développement de leur territoire.

Une intégration réussie des VRS doit passer également par la création d'emplois afin de permettre aux jeunes diplômés de décrocher leur premier emploi. Dans un esprit de solidarité et de tradition africaine, les jeunes qui parviennent à trouver un emploi, vont prendre en charge leur parent. Ainsi, les ONG doivent penser à l'intégration par l'emploi en s'inspirant dans la dialectique de l'adéquation formation-travail. Il est important aussi d'inciter les jeunes à mieux s'impliquer dans la gestion des affaires des VRS pour assurer la relève des anciens qui, depuis leur création, en ont toujours assuré la gestion. L'implication et la participation demanderont une concertation et un dialogue avec les vieux afin d'éviter des conflits de génération comme cela se passe actuellement dans le VRS de Koutal.

Ainsi, la communication interne va être privilégiée à tous les niveaux pour permettre à tout un chacun de se mettre au même niveau d'information. Les conseillers ruraux déjà élus qui sont chargés de représenter les villages à l'image du VRS de Peycouck au niveau du conseil rural, doivent tenir des rencontres d'information (exemple assemblée villageoise) sur les décisions importantes prises par le conseil afin d'éviter d'installer dans le village un climat de suspicion. Pour ce faire, la formation des conseillers ruraux devrait être un préalable aux politiques de responsabilisation du monde rural. La majorité des conseillers ruraux sont des analphabètes et de leur compétence dépendront la qualité

et le niveau de leur participation à la gestion des affaires locales. Les CVD installés dans presque tous les VRS doivent aussi intégrer cette dynamique dans leurs activités quotidiennes pour faire circuler l'information à l'intérieur de chaque village. Avec la nouvelle pratique sociale, il est aussi nécessaire de prendre en considération la solidarité locale en faveur des personnes handicapées par la lèpre. Des études ont montré que dans les VRS les niveaux de vie sont différents : il y a des aisés et des moins aisés. C'est pourquoi les aisés doivent penser à soutenir les moins aisés afin d'éliminer cette inégalité sociale à l'intérieur des VRS. Les intervenants sociaux en collaboration avec le conseil rural doivent penser à mieux tenir compte des besoins spécifiques des personnes handicapées de la lèpre au niveau local et communautaire car elles ne se sentent pas bien représentées au niveau du conseil rural. Des actions concertées entre les différents intervenants sociaux des VRS seraient plus efficaces pour la lutte contre la pauvreté dans ces villages. Une telle initiative pourrait être matérialisée par la mise en place d'un cadre ou d'une table de concertation qui regrouperait tous les intervenants sociaux pour éviter des actions dispersées et sans but précis dans les villages.

Pendant que nous étions sur le terrain pour mener nos enquêtes, l'État sénégalais à travers son ministère de la solidarité nationale et du développement social a mis en place deux (2) programmes pour répondre aux besoins des personnes handicapées en général et de celles des VRS en particulier. Le premier, appelé la réadaptation à base communautaire (RBC), est destiné à l'ensemble des personnes handicapées du pays. Le second, plus sectoriel, est destiné aux VRS spécifiquement et porte le nom de programme sectoriel pour la réhabilitation des VRS (PSR/VRS). Ces deux (2) programmes vont démarrer en phase test pour l'année 2007-2008. La RBC qui est une stratégie de développement local selon l'Organisation des Nations-unies (ONU) citée par Boujija Mustapha, vise la réadaptation, l'égalité des chances et l'intégration sociale des personnes handicapées. Ainsi, elle s'appuie sur tous les efforts fournis par les personnes handicapées, leurs familles, la communauté locale, les services de santé, de l'éducation, de la formation professionnelle et sociale. Ce programme vise à atteindre les objectifs suivants :

- Développer au maximum les aptitudes physiques, mentales et sensorielles des personnes handicapées;
- Faciliter l'accès des personnes en situation de handicap aux différents services en milieu local et ordinaire à travers la mise en place des accessibilités;
- Mobiliser la communauté pour élaborer et réaliser des programmes en faveur des personnes handicapées;
- Créer une dynamique locale autour du thème central de la RBC : «intégration des personnes handicapées et le respect de leur droit»;
- Optimiser la participation active des personnes handicapées dans les différents domaines;
- Faire de la personne handicapée un élément productif dans la société.

Au regard de ces objectifs, nous comprenons que la RBC est une approche multisectorielle qui repose sur les structures existantes au niveau local dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la formation professionnelle, de l'emploi, des activités culturelles et sportives. Elle promeut aussi l'égalité des chances en matière d'éducation, de formation et d'insertion professionnelle. Ainsi, elle s'appuie sur la mobilisation des ressources locales à travers les collectivités locales comme les communes (les conseils municipaux), les communautés rurales (les conseils ruraux), les bienfaiteurs et toute autre source de financement. La RBC vise également dans le long terme la décentralisation des services et des actions en faveur des personnes handicapées comme c'est déjà commencé au Sénégal. Avec la responsabilisation et l'implication de la communauté dans les projets, l'intégration des personnes handicapées ne sera plus une affaire individuelle ou familiale mais une responsabilité de la société civile.

Le PSR/VRS quant à lui, s'inscrit dans un contexte de rupture des politiques de prise en charge des personnes vivant avec un handicap entreprises au Sénégal depuis la création des VRS. Ce nouveau programme s'insère parfaitement dans les objectifs de lutte contre la pauvreté, dégagés par le gouvernement du Sénégal à travers le document stratégique de réduction de la pauvreté (DSRP). De manière générale, le programme vise à assurer

l'intégration socio-économique des villages dits de reclassement social dans leurs collectivités locales respectives. Les objectifs spécifiques de ce programme sont :

- Améliorer les conditions de vie des personnes affectées par la lèpre et de leur famille dans les villages tout en accordant une priorité à l'organisation communautaire;
- Accroître les revenus des familles les plus démunies;
- Promouvoir l'intégration des villages dits de reclassement social dans leur collectivité locale;
- Renforcer les capacités des organisations et des institutions communautaires de base. (DAHW, 2007)

Les principales activités de ce programme vont tourner autour de : la mise en place des cadres de concertation et d'harmonisation, programmes d'action des différents intervenants sociaux, l'amélioration du cadre de vie, le lotissement et la construction (logements sociaux), l'aménagement et la réhabilitation. Stratégiquement ces deux (2) programmes doivent être harmonieusement articulés afin de donner des résultats escomptés. Ces deux (2) programmes tels que définis favorisent la participation et l'implication des populations locales et des communautés. Ainsi, ils s'inscrivent dans la logique du développement local ou plus précisément du développement des communautés.

CONCLUSION

La rédaction de cette partie marque l'arrivée d'un long cheminement. Beaucoup de lectures d'ouvrages, d'articles de revues, de rapports, de multiples rencontres et des consultations ont contribué à l'écriture de cet ouvrage. Puis, le labeur de l'écriture qui est marqué par des doutes, des remises en questions sur certaines positions ou conclusions mais tout cela est soutenu par le souci de mieux préciser, de clarifier pour faire comprendre et pour partager.

Cette recherche a connu des limites liées au facteur temps surtout. Le manque de temps ne nous a pas permis de visiter l'ensemble des VRS du Sénégal. En plus, la transcription (verbatim) des entrevues qui ont été faites en langue locale wolof constitue, d'une part, un avantage et, d'autre part, une limite de cette étude. Le passage du wolof au français par la traduction écrite pourrait altérer le sens du contenu par rapport au discours original de l'interviewé. La traduction a pris beaucoup de temps aussi avant que nous passions à l'analyse et à l'interprétation des données.

Notre ambition dans cette recherche était de mieux comprendre les obstacles à l'intégration des VRS dans leur collectivité locale et d'analyser les différentes pratiques sociales des intervenants sociaux dans ces villages. Ces deux principaux objectifs nous ont servi de miroir pour aller approfondir la cueillette de données sur le terrain au Sénégal avec des outils de collecte performants. Les entrevues individuelles (enregistrées et transcrites), les *focus group* et les prises de notes réalisées, nous ont permis de recueillir le maximum d'informations sur le terrain concernant notre sujet d'étude. Le recours aux entrevues semi-dirigées, dans une perspective qualitative, offre un cadre idéal d'expression des opinions et des sentiments des participants. Elles constituent par ailleurs, une stratégie en parfaite adéquation avec les préoccupations de cette recherche. L'analyse de contenu basée sur le sens manifeste nous semble être le modèle de

traitement des données le mieux à même de restituer de façon objective et holistique le sens des discours des participants.

Les résultats de cette recherche ont montré que dans le processus d'intégration des VRS, les progrès remarquables de la médecine moderne dans la lutte contre la lèpre, les infrastructures communautaires (écoles publiques, postes de santé, puits artésien, etc.) et la dynamique organisationnelle communautaire locale (associations, organismes communautaires, groupements de femmes, comités villageois de développement, etc.) y ont joué un rôle positif. Les échanges commerciaux, sportifs, sociaux, politiques et culturels ont contribué à un grand rapprochement entre ces villages et les autres localités (Villes ou villages plus proches). Le sentiment d'appartenance locale et le renforcement de l'identité locale retrouvés chez les jeunes et les femmes de ces villages constituent un autre facteur positif d'intégration des VRS. Il est important d'ajouter également que les pratiques sociales des intervenants sociaux (secteur privé ou public) ont joué un autre rôle intéressant dans l'accompagnement des villageois à l'intégration de leur village.

Cependant, des obstacles demeurent toujours pour une intégration effective des VRS dans leur collectivité locale respective. Les préjugés négatifs sur la lèpre et la stigmatisation des VRS n'ont pas facilité cette intégration. Le statut social (cf. Loi 03-76 du 25 mars 1976) qui les caractérise et le manque de relations entre les organismes communautaires des VRS et ceux des autres villages de la même collectivité locale contribuent à leur maintien dans l'exclusion et la marginalité. L'ignorance, l'analphabétisme et l'absence de politiques d'intégration des conseils ruraux constituent d'autres obstacles dont il faut tenir compte. Le manque d'aménagement (pas de titre foncier individuel) de certains VRS, l'absence de terres cultivables et le chômage des jeunes diplômés sont d'autres points d'achoppement pour une intégration réussie des VRS dans leur collectivité locale. Le manque de réalisations de la part de certains conseils ruraux dans les VRS, d'une part et la non circulation de l'information de la part des conseillers ruraux, d'autre part, ne favorisent pas de bons rapports entre les villages et les conseils ruraux concernés.

Au terme de cette recherche, nous pensons que les résultats vont contribuer positivement au processus d'intégration des VRS dans leurs collectivités locales. Nous pensons aussi que cette recherche servira d'outil pour les différents acteurs sociaux et les populations locales afin de surmonter les différents obstacles identifiés pour rendre effective cette intégration sociale des VRS. Nous suggérons que les résultats acquis soient maintenus et améliorés pour le plus grand bien des résidents et résidentes des villages. Nous souhaitons que les villages soient mieux organisés (réaménagement) et plus intégrés par l'ouverture, l'interaction interne et l'enracinement comme les villages dits «normaux» ou traditionnels du Sénégal.

Que les habitants de ces villages arrivent à jouir pleinement de leur devoir de citoyens et continuent à participer de façon plus efficace à leur propre développement local avec des projets communs bien réfléchis. Car avec le potentiel humain existant dans les VRS, s'il est utilisé à bon escient, ils pourront trouver un développement harmonieux. Notre recherche n'étant pas exhaustive, il serait toujours intéressant de réfléchir sur l'impact du microcrédit (groupement d'épargne et de crédit) dans la vie des habitants ou la perception des femmes par rapport à leur propre développement. Il serait pertinent aussi d'analyser la participation des femmes au développement local dans les VRS. Ce sont là des questions qui pourront faire l'objet d'études approfondies pour mieux saisir le niveau de participation des habitants des VRS à leur propre développement local ou développement de leur communauté.

Bibliographie

ANNE, Mouhamadou (1997). *La problématique du développement communautaire dans le département de Matam : l'exemple du village de Ndouloumadji Dembé*, Mémoire (D.É²⁵), ENTSS²⁶, Dakar, 47 p.

AUDOLLENT, Damien-Guillaume et Daniel FAYARD (1999). *Combattre l'exclusion*, Coll. «Les essentiels Milan; 152», Toulouse, 63 p.

ASSOGBA, Yao et Lucie FRÉCHETTE (2007). «Le développement des communautés en Afrique de l'Ouest», dans Bourque, D. et al., *L'organisation communautaire : fondements, approches et champs de pratique*, Coll. «Pratiques et politiques sociales et économiques», avec la collaboration de la CRDC, Université du Québec en Outaouais, Sainte Foy, Presses de l'Université du Québec, p. 383-401.

BERNARD, Paul (2005). «La mesure du développement social», *Développement social*, vol. 6, n°2, novembre 2005, p. 54-55.

BERNOUX, François (2002). *Mettre en œuvre le développement social territorial : méthodologie, outils, pratiques*, Coll. «Action sociale», Paris, Dunod, 170 p.

BOBIN, Pierre (2006). «La lutte contre la lèpre dans le monde en 2004 : situation actuelle et perspectives», Paris, ALLF²⁷, www.sfdermato.actu.com/allf/lepoint40.pdf (page consultée le 20 août 2006)

BOISVERT, Danielle (2003). «La recherche documentaire et l'accès à l'information», dans Gauthier, B., *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 85-102.

²⁵ Diplôme d'État en service social ou en Travail Social.

²⁶ École Nationale des Travailleurs Sociaux Spécialisés de Dakar (Sénégal)

²⁷ Association des Léprologues de Langue Française.

BOUJJA, Mustapha (2006). «La réadaptation à base communautaire», www.tanmia.ma/article.php?id_article=3989 (Page consultée le 19 octobre 2007).

CAILLOUETTE, Jacques et Paul MORIN (2007). «Organisation et territoire : l'expérience du quartier Ascot à Sherbrooke», dans Bourque, D. *et al.*, *L'organisation communautaire : fondements, approches et champs de pratique*, Coll. «Pratiques et politiques sociales et économiques», avec la collaboration de la CRDC, Université du Québec en Outaouais, Sainte Foy, Presses de l'Université du Québec, p. 140-154.

CASTEL, Robert (1994). «La dynamique des processus de marginalisation : de la vulnérabilité à la désaffiliation.», *Cahiers de recherche sociologique*, n°22, p. 11-27.

CASTEL, Robert (1995a). *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 490 p.

CASTEL, Robert (1995b). «Les pièges de l'exclusion», *Lien social et politique-RIAC*, n°34, automne 1995, p. 13-21.

CHEVRIER, Jacques (2003). «La spécification de la problématique», dans Gauthier, B., *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 51-84.

COULIBALY, P. Marie (1988). *Obstacles à l'intégration sociale des fils de lépreux : les problèmes psychosociaux des jeunes de Mballing*, Mémoire (D.É), ENAES²⁸, Dakar, 50 p.

DAH-W-Association Allemande pour l'Aide aux lépreux et aux tuberculeux (2003). *Enquêtes des ménages dans les VRS*, Dakar, 46 p.

²⁸ École Nationale des Assistants Sociaux et des Éducateurs Spécialisés, ancienne appellation de l'ENTSS avant la réforme de 1994.

DAHWA-Association Allemande pour l'Aide aux lépreux et aux tuberculeux (2007). *Programme sectoriel de réhabilitation/villages de reclassement social*, PowerPoint, Dakar.

Dakar-Direction de la statistique (2003). «Données sur la population sénégalaise», *Site du gouvernement du Sénégal*, [En ligne], Dakar, www.gouv.sn/senegal/index.html, (Page consultée le 27 /7/ 06).

Décret présidentiel portant application de la loi n°76-03 du 25/3 1976 relative au traitement de la lèpre et reclassement des lépreux guéris et mutilés, L.R.SN²⁹, 16/6 1978, n°78-541, art.3 et art.4.

DIA, Oumar (2002). *Encadrement rural et participation des responsables locaux dans le contexte de la décentralisation : cas de la communauté rurale de SAGATTA DJOLOFF au Sénégal*, Mémoire (M. Serv.Soc.), École de service social, Faculté des sciences sociales, Université de Laval, Québec, 166 p.

DIÈYE, Ndiawar (1984). *Les problèmes psycho-sociaux de la lèpre à Dakar : étude d'une vie clandestine*, Mémoire (D.É), ENAES, Dakar, 47 p.

DIOP, Djibril (2006). *Décentralisation et gouvernance locale au Sénégal : quelle pertinence pour le développement local*, Paris, l'Harmattan, 267 p.

DOUCET, Laval et Louis FAVREAU (1991). *Théorie et pratique en organisation communautaire*, Québec, Presses universitaires du Québec, 646 p.

ELÉ AMOUGOU, Pierre Benoît Achirafi Alloui Sohib (1995). *L'impact des groupements féminins dans le développement socio-économique des VRS au Sénégal : le cas du groupement de Peycouck*, Mémoire (D.É), ENTSS, Dakar, 45 p.

ESPINOSA, Tonnine (1990). *La prise en charge et la réhabilitation sociale des lépreux au Sénégal*, Rapport de recherche, Dakar, Mars 1990.

²⁹ SN signifie Sénégal.

FAVREAU, Louis et Benoît LÉVESQUE (1996). *Développement économique communautaire : économie sociale et intervention*, Coll. «Pratiques et politiques sociales», Québec, Presses de l'Université du Québec, 230 p.

FORTIN, Marie-Fabienne (2006). *Fondements et étapes du processus de recherche*, Montréal (Québec), Les Éditions de la Chenelière inc., 485 p.

GAYE, Nancy (1989). *Quelles alternatives au classement social des hanséniens?: cas de quelques hanséniens errants dans Dakar*, Mémoire (D.É), ENEAS, Dakar, 66 p.

GAUTHIER, Benoît (dir.) (2003). *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 602 p.

INSTITUT PASTEUR (2006a). «Lèpre : origines géographiques de la maladie millénaire», *Site de la Fondation Raoul Follereau*, [En ligne], Paris, 2 p. WWW.raoul-follereau.org/actualites/savoir_plus/19/, (Page consultée le 21 août 2006)

INSTITUT PASTEUR (2006b). «Lèpre : nouveaux cas en baisse, mais...», *Site de la Fondation Raoul Follereau*, [En ligne], Paris. www.raoul-follereau.org/actualites/savoir_plus/19/, (Page consultée le 21 août 2006)

LABERGE, Danielle et Shirley ROY (1994). «Marginalité et exclusion sociales : des lieux et des formes», *Cahiers de recherche sociologique*, n°22, p. 6-9.

LAPERRIÈRE, Anne (1997). «La théorisation ancrée (*grounded theory*) : démarche analytique et comparaison avec d'autres approches apparentées», dans Poupert *et al.*, *La recherche qualitative : enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Montréal (Québec), Gaétan Morin, p. 309-332.

LAPERRIÈRE, Anne (2003). «L'observation directe», dans Gauthier, B. *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2003, p. 269-292.

LE BRETON, Éric (2005). *Bouger pour s'en sortir : mobilité quotidienne et intégration sociale*, Paris, Colin, 247 p.

Loi relative au traitement de la lèpre et reclassement social des lépreux guéris et mutilés, L.R.SN., 25/3 1976, n°76-03, exposé des motifs.

MAYER, Robert et Jean-Pierre DESLAURIERS (2000). «Quelques éléments d'analyse : l'analyse de contenu, l'analyse ancrée, l'induction analytique et le récit de vie», dans Mayer, R. *et al.*, *Méthodes de recherche en intervention sociale*, Boucherville (Québec), Gaétan Morin, p. 159-189.

MAYER, R. OUELLET, F. SAINT-JACQUES, M-C. ET D. TURCOTTE (2000). *Méthodes de recherche en intervention sociale*, Boucherville (Québec), Gaétan Morin, 409 p.

MBODJI, Moustapha (1999). *Travail social communautaire*, Recueil de textes d'un cours, ENTSS, Dakar, 77 p.

MEISTER, Albert (1977). *La participation pour le développement*, Paris, Éditions Ouvrières, 176 p.

MICL-MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES COLLECTIVITÉS LOCALES (2003). *Recueil des textes de la décentralisation*, Dakar, Édition novembre 2003, Gouvernement du Sénégal, 310 p.

PAILLÉ, Pierre et Alex MUCCHIELLI (2003). *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, Paris, Armand Collin, 211 p.

PISANI, Edgard, TESTART, J., SERUSLAT, F., REBÉRIOUX, M., DUMONT, J-P., SCHULT, B., TRIER, A., WALKER, A., TEULADE, R., BRELET-RUEFF, C., FARAMOND, G., MORABIA, A., URI, P., GOYTISOLO, J., WICHAM-JONES, M. et Jean ZIEGLER (1989). *La protection sociale et ses maux*, Paris, Seuil, 174 p.

POUPART, J., DESLAURIERS, J-P., GROULX, L-H., LAPERRIÈRE, A., MAYER, P., et A.P. PIRES (1997). *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Montréal (Québec), Gaétan Morin, 405 p.

PREMIER COLLOQUE de Montrouge (1984) : *Développement social local et décentralisation : les Actes*, Institut de travail social et de recherches sociales de Montrouge, Paris : ADELS; Paris, Syros, 1985, 157 p.

PNEL-PROGRAMME NATIONAL D'ÉLIMINATION DE LA LÈPRE (2003). *Enquête sur la situation de la lèpre au Sénégal*, Ministère de la santé, Dakar, 34 p.

RENÉ, Jean-François, PANET-RAYMOND, Jean, PROVOST, Monique et Christine LEFEBRE (2000). *L'intégration des personnes assistées sociales et le rôle de l'État : rapport de recherche*, Conseil québécois de développement social, juin 2000, 51 p.

RGPH-RECENSEMENT GÉNÉRAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITAT (1988). *Rapport d'enquête dans les ménages*, Dakar, Direction de la statistique.

ROBICHAUD, Jean-Bernard et Claude QUIVIGER (1990). *Des communautés actives*, Moncton, Éd. Michel Henry, 236 p.

SAVOIE-ZAJC, Lorraine (2003). «L'entrevue semi-dirigée», dans Gauthier, B. *Recherche sociale. De la problématique à la collecte des données*, Québec, Presses de l'Université du Québec, p. 293-316.

SÉSR-SECRÉTARIAT DES ÉTUDES SUPÉRIEURES ET DE LA RECHERCHE (2005). *Guide du C.É.R. Lettres et sciences humaines concernant l'éthique de la recherche avec des êtres humains*, Faculté des lettres et sciences humaines, Université de Sherbrooke, 16 p., www.usherbrooke.ca/cer/cerlsh.html (page consultée le 14 janvier 2007).

SÉGUIN, Anne-Marie (2005). «Décentralisation et développement social», *Développement social*, vol. 6, n°2, novembre 2005, p. 48-49.

SIMARD, Paul (1991). *Territorialité et autonomie des femmes bambara du Manghadié (Mali) : L'exemple de l'accès aux ressources naturelles*, Série conférences n°23, Centre Sahel, Québec, Bibliothèque nationale du Québec, 36 p.

THIAM, Thioro (1985). *La délinquance chez les lépreux à Dakar : étude d'une vie clandestine*, Mémoire (D.É), ENAES, Dakar, 35 p.

TURCOTTE, Daniel (2000). «Le processus de la recherche sociale», dans Mayer, R. *et al.*, *Méthodes de recherche en intervention sociale*, Montréal (Québec), Gaétan Morin, p. 39-68.

TREMBLAY, Mireille, Guylaine BOUCHER et Yves CHARBONNEAU, avec la collaboration de **Hubert Gascon** (2000) : *Le chemin parcouru : de l'exclusion à la citoyenneté*, Québec, Fédération québécoise des CRPDI³⁰, 106 p.

TREMBLAY, Marielle, TREMBLAY Pierre-André et Suzanne TREMBLAY (2006). *Le développement social : un enjeu pour l'économie sociale*, Coll. « Pratiques et politiques sociales et économiques », Québec, Presses de l'Université du Québec, 358 p.

ULYSSE, Pierre-Joseph et Frédéric LESEMANN (2007). *Lutte contre la pauvreté, territorialité et développement local intégré : Le cas de Trois-Rivières*, Coll. « Problèmes sociaux et interventions sociales », Québec, Presses de l'Université du Québec, 154 p.

VACHON, Bernard et Francine COALLIER (1993). *Le développement local. Théorie et pratique. Réintroduire l'humain dans la logique de développement*, Montréal, Gaétan Morin Éditeur, 331 p.

³⁰ Centres de Réadaptation pour les Personnes présentant une Déficience Intellectuelle

ANNEXE A

GUIDE D'ENTREVUE INDIVIDUELLE

THÈMES	EXEMPLES DE QUESTIONS
Identité du participant <ul style="list-style-type: none"> • Âge du participant • Statut matrimonial • Occupation • Handicapé de la lèpre ou bien portant 	<p>Quel âge avez-vous?</p> <p>Quel est votre statut matrimonial?</p> <p>Quels genres d'emplois occupez-vous? Ou avez-vous occupé?</p> <p>Étiez-vous malade de la lèpre? Ou n'aviez-vous jamais eu la maladie? Ou des membres de votre famille l'avaient?</p> <p>Êtes-vous natif du village?</p>
Inventaire des facteurs positifs et négatifs d'intégration par rapport aux dimensions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • Relations avec les autres villages • Rapports avec le conseil rural • Représentation à la collectivité locale • Participation aux prises de décision • Lois et règlements • Activités menées par les populations • Interaction à 	<p>Quels types de relations entretenez-vous avec les autres villages?</p> <p>Avez-vous des relations avec le conseil rural de votre collectivité locale?</p> <p>Avez-vous un représentant à cette instance?</p> <p>Vos besoins sont-ils pris en compte par l'instance?</p> <p>Y a-t-il des réalisations du conseil rural dans le village?</p> <p>Que pensez-vous des lois et règlements régissant le fonctionnement du village?</p> <p>Que pensez-vous du devenir du village dans la collectivité locale?</p> <p>Comment vous organisez-vous pour prendre en charge vos besoins?</p> <p>Quels sont les domaines d'activités couverts par les organismes communautaires, les groupements ou associations?</p> <p>Les organismes tissent-ils des relations avec d'autres</p>

<p>l'interne</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sentiment d'appartenance au VRS • Identité locale 	<p>organismes de la collectivité locale?</p> <p>Quel type de relation existe-t-il entre les organismes à l'interne du VRS ?</p> <p>Comment vous sentez-vous dans le village?</p> <p>Pensez-vous que le village vous appartient?</p> <p>Avez-vous des suggestions à faire concernant les actions des intervenants ou concernant le devenir du village dans la collectivité locale?</p> <p>Existe-t-il dans le village quelque chose que vous n'aimeriez pas qu'il disparaisse?</p>
<p>Pratiques des intervenants sociaux</p> <ul style="list-style-type: none"> • Champs d'intervention • Besoins des populations • Adhésion des populations aux actions 	<p>Pouvez-vous citer les actions des intervenants dans le village?</p> <p>Connaissez-vous les institutions ou organismes que les intervenants représentent dans le village?</p> <p>Quels sont les domaines couverts par ces actions?</p> <p>Les actions répondent-elles à vos besoins?</p> <p>Adhériez-vous à leur action?</p> <p>Avez-vous des propositions à faire sur ces actions?</p> <p>Y a-t-il coordination dans les actions des intervenants sociaux?</p>

ANNEXE B

GUIDE D'ENTREVUE DE GROUPE

THÈMES	EXEMPLES DE QUESTIONS
<p>Inventaire des facteurs positifs et négatifs d'intégration par rapport aux dimensions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Relations avec les autres villages, • Représentation à la collectivité locale, • Relations avec le conseil rural de la communauté rurale, • Participation aux prises de décisions, • Relations avec les partenaires d'aide au développement, • Lois et règlements, • Interaction interne dans le VRS, • Sentiment d'appartenance au VRS 	<p>Quels types de relations existent-ils entre le VRS et les autres villages?</p> <p>Les relations se situent dans quels domaines?</p> <p>Les organismes du VRS ont-ils des contacts avec les autres organismes des autres villages?</p> <p>Les organismes du village œuvrent dans quel secteur?</p> <p>Pouvez-vous nous citer quelques activités des organismes du village?</p> <p>Quelle est la nature de la relation du VRS avec le conseil rural?</p> <p>Que pensez-vous des lois et règlements régissant le fonctionnement du VRS?</p> <p>Comment fonctionnent les relations des habitants à l'interne du VRS?</p> <p>Le VRS peut-il apporter quelque chose à la collectivité locale? Est-il bien considéré?</p> <p>Le VRS participe-t-il aux activités organisées par la collectivité locale?</p> <p>Comment vous sentez-vous dans le VRS?</p> <p>Préférez-vous rester dans le VRS ou quitter pour ailleurs?</p> <p>Avez-vous des suggestions à faire</p>

	concernant le VRS et ses relations avec les autres villages?
Pratiques des intervenants sociaux <ul style="list-style-type: none"> • Domaines d'intervention, • Participation des habitants aux activités des intervenants sociaux, • Bénéficiaires des actions 	<p>Citez-nous les domaines d'intervention des intervenants sociaux?</p> <p>Quels sont les domaines les plus couverts?</p> <p>Qui bénéficient des actions des intervenants?</p> <p>Leurs actions ont-elles des impacts dans la vie des habitants? Ou du village?</p> <p>Comment adhérez-vous à ces activités?</p> <p>Avez-vous des suggestions à faire concernant ces actions?</p>

Nous voulons aussi connaître les pratiques d'intervention des intervenants sociaux dans votre village, soit celles des ONG et des associations philanthropiques. Enfin, nous voulons mieux connaître les besoins et les suggestions des habitants des VRS en ce qui concerne les relations qu'ils aimeraient avoir avec leur collectivité locale et aussi quant au type d'aide apportée par les intervenants sociaux.

RAISON ET NATURE DE NOTRE PARTICIPATION

Il est entendu que notre participation à ce projet sera requise pour une entrevue d'une durée approximative d'une heure à une heure trente (30) minutes. Cette entrevue aura lieu à l'endroit qui nous convient et selon nos disponibilités. Cette entrevue de groupe abordera les thèmes liés à l'intégration sociale des VRS, notamment les facteurs favorables et défavorables à l'intégration des villages dans leur collectivité locale et abordera aussi les différentes pratiques d'intervention et leur impact dans ces villages. Cette entrevue ne sera pas enregistrée sur bande audio mais fera l'objet de prises de note et de résumés.

AVANTAGES POUVANT DÉCOULER DE NOTRE PARTICIPATION

Notre participation à ce projet permettra de faire connaître davantage la réalité des relations des villages de reclassement social avec les autres villages de la même collectivité locale et avec les organes administratifs locaux tels le conseil rural. Elle permettra de faire connaître aussi les différentes pratiques d'intervention utilisées dans ces villages et leur impact sur la vie des populations. Notre participation permettra aussi de faire connaître les suggestions des populations consultées.

INCONVÉNIENTS ET RISQUES POUVANT DÉCOULER DE NOTRE PARTICIPATION

Nous aurons à donner de notre temps pour la durée de la rencontre qui aura lieu. Il se pourrait que pendant la réalisation de l'entrevue de groupe, nous ressentons de la fatigue. Si c'est le cas, il nous sera possible de prendre une pause avant de continuer.

DROIT DE RETRAIT DE PARTICIPATION SANS PRÉJUDICE

Il est entendu que notre participation au projet de recherche décrite ci-dessus est tout à fait volontaire et nous restons, à tout moment, libre de mettre fin à notre participation sans avoir à motiver notre décision, ni à subir de préjudice de quelque nature que ce soit. Advenant que nous nous sommes retirés de l'étude, nous demandons que les documents écrits qui nous concernent soient détruits :

Oui

Non

ÉTUDES ULTÉRIEURES

La fin du présent projet de recherche est prévue pour le 1 juin 2008. Il se peut que les résultats obtenus suite à cette étude donnent lieu à une autre recherche. Dans cette éventualité, nous autorisons le responsable de ce projet à nous contacter à nouveau et à nous demander si nous sommes intéressés à participer à cette nouvelle recherche.

Oui

Non

OBJECTIF ET BUTS DU PROJET

Le projet de recherche porte sur l'intégration des VRS dans leur collectivité locale respective. Nous voulons identifier les difficultés rencontrées dans les relations entre votre VRS et la collectivité locale à laquelle il appartient selon les lois et règlements. Nous voulons aussi connaître les pratiques d'intervention des intervenants sociaux dans votre village, soit celles des ONG et des associations philanthropiques. Enfin, nous voulons mieux connaître les besoins et les suggestions des habitants des VRS en ce qui concerne les relations qu'ils aimeraient avoir avec leur collectivité locale et aussi quant au type d'aide apportée par les intervenants sociaux.

RAISON ET NATURE DE MA PARTICIPATION

Il est entendu que ma participation à ce projet sera requise pour une entrevue d'une durée approximative d'une heure à une heure trente (30) minutes. Cette entrevue aura lieu à l'endroit qui me convient et selon mes disponibilités. Cet entretien semi-dirigé abordera les thèmes liés à l'intégration sociale des VRS, notamment les facteurs favorables et défavorables à l'intégration des villages dans leur collectivité locale et abordera aussi les différentes pratiques d'intervention et leur impact dans ces villages. Cette entrevue sera enregistrée sur bande audio et sera par la suite retranscrite afin de faciliter son analyse.

AVANTAGES POUVANT DÉCOULER DE MA PARTICIPATION

Ma participation à ce projet permettra de faire connaître davantage la réalité des relations des villages de reclassement social avec les autres villages de la même collectivité locale et avec les organes administratifs locaux tels le conseil rural. Elle permettra de faire

connaître aussi les différentes pratiques d'intervention utilisées dans ces villages et leur impact sur la vie des populations. Ma participation permettra aussi de faire connaître les suggestions des populations consultées.

INCONVÉNIENTS ET RISQUES POUVANT DÉCOULER DE MA PARTICIPATION

J'aurai à donner de mon temps pour la durée de la rencontre qui aura lieu. Il se pourrait que pendant la réalisation de l'entrevue, je ressente de la fatigue. Si c'est le cas, il me sera possible de prendre une pause avant de continuer.

DROIT DE RETRAIT DE PARTICIPATION SANS PRÉJUDICE

Il est entendu que ma participation au projet de recherche décrite ci-dessus est tout à fait volontaire et je reste, à tout moment, libre de mettre fin à ma participation sans avoir à motiver ma décision, ni à subir de préjudice de quelque nature que ce soit. Advenant que je me suis retiré de l'étude, je demande que les documents audios ou écrits qui me concernent soient détruits :

Oui

Non

ÉTUDES ULTÉRIEURES

La fin du présent projet de recherche est prévue pour le 1 juin 2008. Il se peut que les résultats obtenus suite à cette étude donnent lieu à une autre recherche. Dans cette

éventualité, j'autorise le responsable de ce projet à me contacter à nouveau et à me demander si je suis intéressé (e) à participer à cette nouvelle recherche.

Oui

Non

CONFIDENTIALITÉ DES DONNÉES

Le responsable du projet, Gora Badiane ainsi que le directeur de la recherche M. Jean-Paul Gravel seront les seuls ayant accès à la cassette audio et au verbatim d'entrevue. Les données recueillies seront conservées sans identification de leur auteur sous la surveillance constante du responsable du projet et ensuite transférées au Canada où elles seront mises sous clé à l'Université de Sherbrooke, pour une période n'excédant pas cinq (5) ans. Après cette période, les données auront été détruites. Aucun renseignement permettant d'identifier les personnes qui ont participé à l'étude n'apparaîtra dans aucun matériel (cassettes, verbatim) ou rapport de recherche.

RÉSULTATS DE LA RECHERCHE ET PUBLICATION

Vous serez informé des résultats obtenus en recevant un document synthèse à la fin de la recherche. L'information recueillie pourra être utilisée pour des fins de communication scientifique et professionnelle. Dans ce cas, rien ne permettra d'identifier les personnes ayant participé à la recherche.

IDENTIFICATION DU PRÉSIDENT DU COMITÉ D'ÉTHIQUE DE LA RECHERCHE DE LA FLSH

ANNEXE E

Tableau de codification

CODE	SUJET	Entrevue	Remarques : interviewé
A1	Progrès de la médecine : médicaments	EAH1 : p.2; p.4; p.7 EAH2 : p.1; p.3; FG1: p.2; FG3: p.1 FG4: p.1	Efficacité et rapidité dans le traitement
	Notes Gora : <ul style="list-style-type: none"> - durée du traitement de la maladie est plus réduite qu'avant (entre 6 à 12 mois) - disponibilité et gratuité du médicament (PCT) 		
A2	Progrès de la médecine : Effets sur handicapé	EAH1 : p.4; p.9; EAH3 : p.2; p.4 EJ4 : p.2; p.5 EHA7: p.3	Moins de mutilés
	Notes Gora : <ul style="list-style-type: none"> - diminution du nombre de personnes handicapées - Moins d'invalidités et de mutilés - Possibilité de pratiquer certaines activités génératrices de revenus comme le commerce, l'agriculture, l'élevage, le maraîchage, etc. 		

A3	<p>Progrès de la médecine :</p> <p>Effets sur le milieu</p>	<p>EAH1 : p.7; p.8; p.9;</p> <p>EAH2 : p.2; p.9;</p> <p>EAH3 : p.5</p> <p>EAH5 : p.2;</p> <p>EAH7.: p.1; p.2;</p> <p>EI9 : p.3;</p> <p>EI10 : p.2;</p> <p>FG3 : p.1; p.2;</p>	Jeunes non malades, venus dans le village de gens bien-portants,
B1	<p>Problèmes des terres :</p> <p>Cultivables et habitables (lotissement)</p>	<p>EAH1 :p.3;</p> <p>EI8 : p.3</p> <p>EAH7 : p.3</p> <p>EAH3 : p.4;</p> <p>FG1 : p.2;</p> <p>FG2 : p.2;</p> <p>FG5 : p.1; p.2;</p>	Espace réduit pour l'habitation et la culture, titre foncier de l'État, problème d'héritage pour les fils
C1	Démographie	<p>EI8 : p.1;</p> <p>EAH1 : p.7</p> <p>EAH2 : p.8</p> <p>EJ4 : p.4; p.5;</p>	Les handicapés constituent une minorité, population jeune, boom démographique

		p.6; EAH5 : p.3; EAH7 : p.2; EI10 : p.2;	
	Notes Gora : <ul style="list-style-type: none"> - Il y a une diversification des habitants : handicapés deviennent une minorité; - Les jeunes sont rarement handicapés, etc. - Lien avec A1 : Les gens n'ont plus peur de rester dans le village, etc. - Épouses viennent souvent d'ailleurs, etc. - Jumelages entre groupes de jeunes du village et d'ailleurs - Installation d'infrastructures communautaires (écoles, postes de santé, forages, moulins à mil, cabines téléphoniques, électricité, adduction d'eau potable, etc.) - Renforcement de liens sociaux (à l'interne et à l'externe), création d'organismes communautaires, 		
D1	La question des impôts : Points de vue «pour»	EAH1 : p.3; EAH5 : p.2; EJ6 : p.2; p.3; p.4; EAH7 : p.3; FG3 : p.5;	Payer les impôts et taxes rurales est un devoir civique
	Notes Gora : <ul style="list-style-type: none"> - Avec la loi 03-76 les populations ne payaient plus l'impôt et les taxes rurales - Aujourd'hui elles souhaitent payer l'impôt et les taxes rurales mais la loi 		

	constitue dès fois un blocage		
D2	La question des impôts : Points de vue «pour»	EI8 : p.3; p.4; EI10 : p.3;	Abrogation de la loi 03-76 de mars 1976
	Notes Gora : - pour les intervenants sociaux, la loi doit être abrogée pour faciliter aux populations l'accomplissement de leur devoir civique		